



La Banque Royale du Canada déclare ses résultats pour le premier trimestre de 2009

Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent document est basée sur nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes les accompagnant dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

Premier trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2008 :

- Bénéfice net de 1 053 millions de dollars (en baisse de 15 % par rapport à 1 245 millions)
- Bénéfice dilué par action de 0,73 \$ (en baisse de 0,22 \$ par rapport à 0,95 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 13,8 % (en baisse de 770 points de base par rapport à 21,5 %)
- Ratio du capital de première catégorie de 10,6 %

Premier trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008 :

- Bénéfice net de 1 053 millions de dollars (en baisse de 6 % par rapport à 1 120 millions)
- Bénéfice dilué par action de 0,73 \$ (en baisse de 0,08 \$ par rapport à 0,81 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 13,8 % (en baisse de 230 points de base par rapport à 16,1 %)

TORONTO, le 26 février 2009 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a annoncé aujourd'hui un bénéfice net de 1 053 millions de dollars pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2009, en baisse de 192 millions ou 15 % par rapport à l'exercice précédent et en baisse de 67 millions ou 6 % comparativement au dernier trimestre. Nos résultats ont subi l'incidence des pertes plus élevées, qui reflètent les effets de la conjoncture du marché, y compris les ajustements défavorables de l'évaluation du crédit. Les secteurs Services bancaires canadiens et Assurances de même que certaines unités des Marchés des Capitaux ont généré de solides résultats.

« Ces résultats reflètent la solidité de nos activités au Canada et témoignent de la valeur de notre modèle axé sur la diversification de nos activités. Nous avons dégagé un bénéfice de plus de 1 milliard de dollars pour nos actionnaires ce trimestre, en dépit de l'incidence du contexte du marché, a déclaré M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction de RBC. Notre solide profil financier devrait accroître la confiance à l'égard de la vigueur et de la stabilité de notre organisation, et il soutient la croissance continue de nos activités. Le contexte actuel est incertain, mais nous possédons les ressources, l'expertise et la discipline requises pour aider nos clients à aller de l'avant. »

Table des matières

1 Faits saillants du premier trimestre	11 Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	23 Services de soutien généraux
2 Rapport de gestion	12 Frais autres que d'intérêt	24 Résultats par secteur géographique
2 Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	12 Impôts	25 Situation financière
2 Vue d'ensemble	12 Questions et contrôles comptables	25 Bilan condensé
2 Aperçu de la Banque Royale du Canada	13 Opérations entre apparentés	27 Arrangements hors bilan
3 Faits saillants financiers et autres	13 Résultats trimestriels et analyse des tendances	29 Information supplémentaire – Forum sur la stabilité financière
4 Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives pour 2009	15 Résultats des secteurs d'exploitation	33 Gestion du risque, du capital et des liquidités
5 Rendement financier	15 Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	33 Risque de crédit
5 Vue d'ensemble	15 Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	39 Risque de marché
6 Incidence du contexte du marché	16 Services bancaires canadiens	40 Gestion du capital
10 Total des revenus	18 Gestion de patrimoine	42 Risque d'illiquidité et de financement
11 Dotation à la provision pour pertes sur créances	19 Assurances	44 États financiers consolidés intermédiaires
	20 Services bancaires internationaux	48 Notes complémentaires
	22 Marchés des Capitaux	63 Renseignements à l'intention des actionnaires

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, par rapport aux trimestres terminés le 31 janvier 2008 et le 31 octobre 2008. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et notes complémentaires, ainsi qu'avec notre rapport annuel 2008 aux actionnaires (rapport annuel 2008). Ce rapport de gestion est daté du 25 février 2009. Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent rapport est basée sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

Des renseignements additionnels relatifs à la Banque Royale du Canada, y compris notre notice annuelle 2008, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse sec.gov.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant nos objectifs à moyen terme, nos objectifs et priorités stratégiques ainsi que les perspectives économiques et commerciales pour nous, pour chacun de nos secteurs d'exploitation et pour les économies canadienne, américaine et internationales. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider nos détenteurs de titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes terminées à ces dates, ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et pourrait ne pas être appropriée à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes et que nous ne réalisons pas nos objectifs ou nos objectifs et priorités stratégiques. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté, notamment : les risques de crédit et de marché, le risque d'illiquidité et de financement, ainsi que le risque opérationnel et les autres risques décrits à la rubrique Gestion du risque, du capital et des liquidités de notre rapport annuel 2008 aux actionnaires; l'incidence du contexte du marché, y compris l'incidence de la volatilité continue des marchés financiers

ainsi que le manque de liquidités sur les marchés du crédit, de même que notre capacité de gérer efficacement nos liquidités et nos ratios de capital ainsi que de mettre en œuvre des mesures efficaces de gestion du risque; la conjoncture économique générale au Canada, aux États-Unis et dans les autres pays où nous exerçons nos activités; les modifications apportées aux normes, conventions et estimations comptables, y compris les modifications apportées à nos estimations relatives aux provisions, aux dotations aux provisions et aux évaluations; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises, notamment le dollar américain, la livre sterling et l'euro; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales fiscales, monétaires et autres; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements, y compris les lois fiscales; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et contreparties; notre capacité à réussir la mise en œuvre de nos stratégies ainsi qu'à mener à terme des acquisitions stratégiques et des coentreprises et à les intégrer avec succès; les modifications apportées à nos cotes de crédit; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis à la rubrique Gestion du risque, du capital et des liquidités du présent rapport, ainsi que dans notre rapport annuel 2008 aux actionnaires.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent document. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent document sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Vue d'ensemble

Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque du Canada en matière de capitalisation boursière et d'actifs, elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et elle est l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale en matière de capitalisation boursière. Elle offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de

patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et de banque d'investissement et des services de traitement des opérations. Nous comptons plus de 80 000 employés à plein temps et à temps partiel au service de plus de 18 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 52 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

	Pour le trimestre terminé le			Variation 31 janvier 2009 par rapport au	
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008	31 octobre 2008	31 janvier 2008
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)					
Total des revenus	6 941 \$	5 069 \$	5 647 \$	1 872 \$	1 294 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	747	619	293	128	454
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 076	(86)	616	1 162	460
Frais autres que d'intérêt	3 622	2 989	3 120	633	502
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 496	1 547	1 618	(51)	(122)
Bénéfice net	1 053 \$	1 120 \$	1 245 \$	(67)\$	(192)\$
Secteurs – bénéfice net (perte nette)					
Services bancaires canadiens	696 \$	676 \$	673 \$	20 \$	23 \$
Gestion de patrimoine	128	116	181	12	(53)
Assurances	112	59	89	53	23
Services bancaires internationaux	(144)	(206)	31	62	(175)
Marchés des Capitaux	225	584	304	(359)	(79)
Services de soutien généraux	36	(109)	(33)	145	69
Bénéfice net	1 053 \$	1 120 \$	1 245 \$	(67)\$	(192)\$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	0,74 \$	0,82 \$	0,96 \$	(0,08)\$	(0,22)\$
Bénéfice par action – dilué	0,73 \$	0,81 \$	0,95 \$	(0,08)\$	(0,22)\$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	13,8 %	16,1 %	21,5 %	(230)p.b.	(770)p.b.
Rendement du capital de risque (2)	21,5 %	26,3 %	35,6 %	(480)p.b.	(1 410)p.b.
Marge nette d'intérêt (3)	1,57 %	1,59 %	1,36 %	(20)p.b.	210 p.b.
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,80 %	0,65 %	0,44 %	150 p.b.	360 p.b.
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations	1,19 %	0,96 %	0,56 %	230 p.b.	630 p.b.
Ratios de capital et coefficients					
Ratio du capital de première catégorie	10,6 %	9,0 %	9,7 %	160 p.b.	90 p.b.
Ratio du capital total	12,5 %	11,0 %	11,2 %	150 p.b.	130 p.b.
Coefficient actif-capital	17,5X	20,1X	22,1X	(2,6)X	(4,6)X
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	713 176 \$	723 859 \$	632 761 \$	(10 683)\$	80 415 \$
Valeurs mobilières	172 182	171 134	184 348	1 048	(12 166)
Prêts de détail (4)	192 988	195 455	174 779	(2 467)	18 209
Prêts de gros (4)	92 941	96 300	72 430	(3 359)	20 511
Dépôts	422 850	438 575	394 416	(15 725)	28 434
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	29 050	27 000	22 600	2 050	6 450
Moyenne du capital de risque (2)	18 700	16 500	13 650	2 200	5 050
Actif ajusté en fonction des risques	273 561	278 579	241 206	(5 018)	32 355
Biens sous gestion	224 900	226 900	165 000	(2 000)	59 900
Biens administrés – RBC	594 900	623 300	607 200	(28 400)	(12 300)
– RBC Dexia IS (5)	2 131 400	2 585 000	2 922 000	(453 600)	(790 600)
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 366 868	1 337 753	1 273 862	29 115	93 006
– moyenne (diluée)	1 379 191	1 353 588	1 286 595	25 603	92 596
– à la fin	1 406 973	1 341 260	1 276 635	65 713	130 338
Dividendes déclarés par action	0,50 \$	0,50 \$	0,50 \$	– \$	– \$
Rendement de l'action (6)	5,2 %	4,4 %	4,0 %	80 p.b.	120 p.b.
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX) – à la fin	30,41 \$	46,84 \$	50,65 \$	(16,43)\$	(20,24)\$
Capitalisation boursière (TSX)	42 786	62 825	64 662	(20 039)	(21 876)
Renseignements généraux					
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	73 416	73 323	64 905	93	8 511
Nombre de succursales	1 747	1 741	1 544	6	203
Nombre de guichets automatiques bancaires	4 984	4 964	4 547	20	437
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (7)	0,815 \$	0,901 \$	1,002 \$	(0,09)\$	(0,19)\$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,815 \$	0,830 \$	0,996 \$	(0,02)\$	(0,18)\$

(1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés à l'aide des soldes de fin de mois pour la période.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Pour une analyse plus détaillée de la moyenne du capital de risque et du rendement du capital de risque, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(3) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif. La moyenne de l'actif est calculée à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(4) Les montants indiqués pour les prêts de détail et les prêts de gros ne tiennent pas compte de la provision pour pertes sur prêts.

(5) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de la coentreprise, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %, présenté avec un décalage de un mois.

(6) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne du prix le plus élevé et du prix le moins élevé de l'action pour une période donnée.

(7) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives pour 2009 (1)

Canada

L'économie canadienne a amorcé une récession au dernier trimestre civil de 2008. Le niveau des dépenses de consommation était faible, situation qui reflète le repli des marchés du travail et de l'habitation. Le taux de chômage a augmenté, passant de 6,2 % à la fin du troisième trimestre civil à 6,6 % à la fin de l'année civile, entraînant par le fait même des pressions à la baisse supplémentaires sur la qualité du crédit des foyers et des entreprises. La croissance des prêts à la consommation et des prêts aux entreprises a ralenti, en raison de la volatilité continue des marchés financiers et du resserrement des conditions de crédit. La Banque du Canada a de nouveau réduit le taux de financement à un jour, le fixant à 1 % en janvier, en réponse à l'ampleur accrue de la crise financière et aux pressions à la baisse sur l'économie. À la fin de janvier 2009, le gouvernement fédéral a annoncé un programme de relance économique d'environ 40 milliards de dollars qui sera mis en œuvre au cours des deux prochaines années et a pour objet d'accélérer les dépenses en infrastructure et de réduire les impôts. Le taux d'inflation a ralenti au cours du trimestre, situation qui tient à la baisse des prix des marchandises et au ralentissement de la croissance économique.

L'économie canadienne devrait demeurer faible en 2009, en raison de la détérioration du marché du travail au Canada, de la volatilité des marchés financiers et de la faiblesse du marché de l'habitation. Les exportations seront grandement touchées par la contraction continue de l'économie américaine. Nous prévoyons que le dollar canadien sera en moyenne plus faible par rapport au dollar américain, en raison de la faiblesse des prix des marchandises et de l'économie canadienne. Nous nous attendons à ce que la Banque du Canada continue de fournir des liquidités au système financier canadien, et à ce que les taux d'intérêt demeurent faibles en 2009, de manière à stimuler la croissance économique. On prévoit maintenant une contraction de l'économie canadienne de 0,5 % en 2009, en baisse par rapport à la croissance de 0,3 % que nous prévoyions au 4 décembre 2008 et comparativement à la croissance estimative de 0,6 % en 2008.

États-Unis

La récession aux États-Unis s'est accentuée au dernier trimestre civil de 2008. Les dépenses de consommation étaient faibles en raison de la détérioration du marché du travail et du faible niveau de confiance des consommateurs. Le marché de l'habitation a continué de subir des pressions, et les prêts à la consommation et aux entreprises ont diminué, en raison du resserrement des conditions de crédit et de la volatilité des marchés financiers. Le secteur de l'automobile s'est affaibli en raison de la crise économique actuelle, et le gouvernement américain a dû fournir une aide de plusieurs milliards de dollars à plusieurs grands constructeurs automobiles en décembre 2008 et en janvier 2009. Au milieu de février, le gouvernement américain a approuvé un plan de relance économique supplémentaire axé sur les particuliers, les entreprises et les dépenses en infrastructure à moyen terme. La Réserve fédérale américaine a maintenu le taux des fonds fédéraux entre 0 % et 0,25 %.

Nous nous attendons à ce que l'économie américaine demeure faible en 2009, en raison du resserrement des conditions de crédit, de la perte d'un plus grand nombre d'emplois et de la faiblesse continue du marché de l'habitation. Le taux d'inflation devrait être faible, en raison de la contraction de l'économie et de la récente chute des prix des marchandises. Nous nous attendons également à ce que le taux des fonds fédéraux demeure faible en 2009. On prévoit maintenant une croissance négative de 1,7 % de l'économie américaine en 2009, en baisse par rapport à la croissance négative de 1,0 % que nous prévoyions au 4 décembre 2008 et comparativement à la croissance réelle de 1,3 % enregistrée en 2008.

Autres économies mondiales

Le repli des économies mondiales s'est accentué au dernier trimestre civil de 2008, en raison de la détérioration continue des conditions avec lesquelles les économies industrialisées et les économies émergentes doivent composer, situation qui reflète la baisse de la demande intérieure, la volatilité des marchés financiers et la baisse de la demande d'exportation des principaux partenaires commerciaux, notamment les États-Unis.

La croissance des économies mondiales devrait demeurer faible, en raison de la diminution du volume des transactions et de l'incidence de la récession mondiale. Le rythme de croissance des économies émergentes, avec la Chine en tête, devrait être plus modéré en 2009, compte tenu de l'incertitude sur les marchés mondiaux des capitaux ainsi que de la conjoncture de récession dans certains pays industrialisés.

Volatilité des marchés financiers

Les marchés financiers continuent de composer avec les retombées de la crise des marchés du crédit à l'échelle mondiale et avec la détérioration des perspectives concernant les économies mondiales. Les conditions sur les marchés financiers demeureront probablement volatiles en 2009, en raison des préoccupations continues liées aux marchés du crédit et des liquidités et de la contraction des économies mondiales. Cela pourrait continuer d'avoir des répercussions sur les écarts de taux. Nous nous attendons à ce que les mesures prises par les gouvernements et les banques centrales, comme les réductions de taux d'intérêt, les plans de sauvetage des marchés financiers, l'augmentation des garanties interbancaires sur le crédit et les mesures de relance de la politique fiscale finiront par avoir un effet sur la stabilité des marchés, mais il existe une incertitude quant au moment et à l'étendue d'une éventuelle reprise. Cette reprise dépend de la cadence à laquelle le marché de l'habitation aux États-Unis et les marchés financiers se redresseront, ce qui devrait redonner confiance aux consommateurs et stimuler éventuellement la croissance économique.

Perspectives commerciales et priorités

La faiblesse des perspectives économiques mondiales et la volatilité continue des marchés financiers devraient générer à court et à moyen terme un contexte d'exploitation difficile. La qualité du crédit de nos portefeuilles de prêts à la consommation, aux entreprises et aux grandes entreprises devrait diminuer davantage en raison des perspectives économiques aux États-Unis et au Canada, et la compression des écarts devrait influencer sur un grand nombre de nos activités en 2009, en raison du maintien de faibles taux d'intérêt et de pressions concurrentielles. Toutefois, les écarts liés aux prêts de gros et les conditions du marché des liquidités devraient s'améliorer lorsque les mesures fiscales et monétaires annoncées récemment auront été pleinement mises en œuvre. Grâce à nos activités diversifiées, à nos réinvestissements continus dans nos activités et à notre capacité à gérer nos coûts, nous sommes d'avis que nous possédons la force et la stabilité voulues pour composer avec cette période particulièrement difficile.

Au premier trimestre, nous avons réuni 3,45 milliards de dollars en capital de première catégorie afin de soutenir notre position de capital et d'avoir la souplesse voulue pour continuer d'investir dans les activités existantes qui nous permettent de générer des rendements attrayants. Nous avons notamment émis 2,3 milliards de dollars d'actions ordinaires ce trimestre, opération qui s'est traduite par une dilution du bénéfice par action.

Comme il est mentionné dans notre rapport annuel 2008, nous avons établi des objectifs à moyen terme (sur trois à cinq ans) et nous ne présentons plus nos résultats trimestriels comparativement à nos objectifs.

Incidence du dollar américain sur nos résultats consolidés

Les fluctuations des taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien influent sur nos résultats consolidés libellés en dollars américains.

La forte dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au premier trimestre de 2009, comparativement aux premier et quatrième trimestres de 2008, a eu une incidence défavorable sur nos résultats consolidés, étant donné la perte nette libellée en dollars américains au cours du trimestre. Nos revenus libellés en dollars américains, qui ont subi l'incidence favorable de la dépréciation du dollar canadien, ont été plus que contrebalancés par l'incidence défavorable sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance et les frais autres que d'intérêt libellés en dollars américains comptabilisés pour le trimestre.

Le taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain s'est déprécié en moyenne de 19 % comparativement au premier trimestre de 2008 et de 10 % comparativement au quatrième trimestre de 2008.

	Premier trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2008
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)		
Taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain (moyenne)		
31 janvier 2009	0,815 \$	0,815 \$
31 octobre 2008	0,901	
31 janvier 2008		1,002
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (1)	(10)%	(19)%
Total des revenus, en hausse (en baisse)	32 \$	155 \$
Frais autres que d'intérêt, en hausse (en baisse)	105	216
Bénéfice net, en hausse (en baisse)	(80)	(110)
Bénéfice par action de base, en hausse (en baisse)	(0,06)\$	(0,08)\$
Bénéfice par action dilué, en hausse (en baisse)	(0,06)\$	(0,08)\$

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide du cours au comptant à la fin du mois pour la période.

Les fluctuations des taux de change du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling influent également sur les résultats de certains de nos secteurs d'exploitation. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation.

Rendement financier**Vue d'ensemble**

Nous avons déclaré un bénéfice net de 1 053 millions de dollars pour le premier trimestre terminé le 31 janvier 2009, en baisse de 192 millions ou 15 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 0,73 \$, en baisse de 23 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 13,8 %, par rapport à 21,5 % à l'exercice précédent, résultat qui reflète la baisse des résultats et l'émission d'actions ordinaires au cours du trimestre considéré, qui s'est traduite par la dilution de notre bénéfice par action. Nos résultats ont été touchés par l'incidence du contexte du marché, qui reflète la hausse des pertes, par l'augmentation des ajustements défavorables de l'évaluation du crédit à l'égard de certains contrats de dérivés et par la réduction des gains découlant de la variation de la juste valeur de notre risque de crédit lié au passif au titre des dépôts et des débentures subordonnées désignés comme détenus à des fins de transaction (ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction). Pour plus de détails, se reporter à la section Incidence du contexte du marché. Le résultat à la baisse est également imputable à la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, à l'accroissement des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris les coûts liés à l'effectif et les coûts d'occupation découlant des acquisitions effectuées, et à l'augmentation des frais au titre de la rémunération variable. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la hausse tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux, par la hausse des gains nets au titre des opérations de titrisation et par la

croissance des volumes liés à nos services bancaires. Notre ratio du capital de première catégorie s'est élevé à 10,6 %, en hausse de 90 points de base par rapport à 9,7 % à l'exercice précédent.

Comparativement au quatrième trimestre de 2008, le bénéfice net a reculé de 67 millions de dollars, ou 6 %, et le bénéfice par action a diminué de 0,08 \$ ou 10 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 13,8 %, comparativement à 16,1 %, résultat qui reflète la baisse des résultats et l'émission d'actions ordinaires au cours du trimestre considéré, qui s'est traduite par la dilution de notre bénéfice par action. Cette diminution est en grande partie imputable à la réduction de 542 millions de dollars (252 millions après impôts et écritures de compensation connexes) de la provision au titre du litige relatif à Enron Corp. comptabilisée au quatrième trimestre de 2008. La diminution du bénéfice net tient aussi à la baisse des gains liés aux ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, à l'augmentation des ajustements défavorables de l'évaluation du crédit à l'égard de certains contrats de dérivés et à la hausse des pertes découlant du contexte du marché. La hausse des frais au titre de la rémunération variable et l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances ont également contribué à la diminution du bénéfice net. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par les résultats à la hausse tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux et par la hausse des gains nets au titre des opérations de titrisation.

Incidence du contexte du marché

L'environnement économique est demeuré faible au cours du premier trimestre de 2009, situation qui a entraîné des pertes supplémentaires et des ajustements de l'évaluation neutralisés en partie par les ajustements à la juste valeur positifs de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, ce qui a donné lieu à une réduction de 1,257 milliard de dollars des revenus et à une baisse de 646 millions du bénéfice net, en raison des facteurs suivants :

- **Des pertes liées aux titres détenus à des fins de transaction** de 824 millions de dollars (373 millions après impôts et écritures de compensation connexes) dans le secteur Marchés des Capitaux;
- **Des pertes liées aux titres disponibles à la vente** de 252 millions de dollars (195 millions après impôts) réalisées par suite de pertes de valeur durables ou de ventes, une tranche de 139 millions (101 millions après impôts) ayant trait au secteur Services de soutien généraux et une tranche de 113 millions (94 millions après impôts), au secteur Services bancaires internationaux.
- **Des pertes liées aux ajustements de l'évaluation du crédit** de 306 millions de dollars (140 millions après impôts et écritures de compensation connexes) dans le secteur Marchés des Capitaux, relativement aux opérations sur dérivés exposées aux variations défavorables de la qualité du crédit des contreparties.
- **Des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction** de 101 millions de dollars (52 millions après impôts et écritures de compensation connexes), qui ont neutralisé en partie ces pertes. Nous avons comptabilisé des ajustements à la juste valeur positifs à l'égard de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, dont une tranche de 41 millions de dollars (28 millions après impôts) est attribuable aux Services de soutien généraux et une tranche de 60 millions (24 millions après impôts et écritures de compensation connexes), au secteur Marchés des Capitaux
- **Des gains liés aux swaps sur défaillance** de 24 millions de dollars (10 millions après impôts et écritures de compensation connexes).

Les pertes subies dans le secteur Marchés des Capitaux touchaient principalement notre exposition aux titres garantis par des créances liés à des titres adossés à des actifs (TGC liés à des TAA) et titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain, ainsi qu'aux TGC de certaines sociétés, en raison de la détérioration continue des prix sur le marché américain des actifs liés

aux prêts à risque et aux TGC, ainsi que de l'augmentation des ajustements défavorables de l'évaluation du crédit à la juste valeur de notre exposition relative à MBIA Inc. (MBIA), un assureur spécialisé.

Le total des pertes nettes non réalisées sur les titres disponibles à la vente pris en compte dans le cumul des autres éléments du résultat étendu a augmenté de 502 millions de dollars pour s'établir à 2,3 milliards au premier trimestre, résultat qui reflète en grande partie la hausse des pertes non réalisées liées aux titres adossés à des créances hypothécaires aux États-Unis, aux titres à enchères et aux titres d'emprunt de sociétés sur le marché, en raison de l'élargissement des écarts de taux et de la baisse prolongée des valeurs des actions. La direction compte détenir ces titres jusqu'à la date d'échéance ou jusqu'à ce que leur valeur soit recouvrée.

Un ajustement de l'évaluation du crédit est une composante de la juste valeur d'un dérivé qui reflète la qualité du crédit de la contrepartie. Étant donné que les écarts de taux des contreparties ont augmenté et que notre exposition nette au risque de crédit lié aux dérivés de contreparties a augmenté au cours du trimestre, le secteur Marchés des Capitaux a constaté un montant supplémentaire de 306 millions de dollars au titre des ajustements défavorables de l'évaluation, compte non tenu des expositions relatives à un assureur spécialisé. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Risque de crédit.

Pour déterminer les ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, nous calculons la valeur actualisée de ces instruments en fonction des flux de trésorerie contractuels sur la durée du titre de créance, selon notre taux de financement effectif au début et à la fin de la période, et comptabilisons au bénéfice net la variation non réalisée de la valeur actualisée. Nous prévoyons que les gains découlant de l'élargissement de nos écarts de taux se résorberont dans les périodes futures, lorsque nos écarts diminueront ou lors du règlement de la dette. Pour plus de détails, se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Dans le cadre des activités du secteur Marchés des Capitaux, nous utilisons des dérivés de crédit connus sous le nom de swaps sur défaillance à titre de couverture économique de certains prêts consentis à de grandes entreprises de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises. Au premier trimestre de 2009, nous avons comptabilisé un gain de 24 millions de dollars au titre des swaps sur défaillance, en raison de l'élargissement des écarts de taux liés à certains prêts aux grandes entreprises faisant l'objet d'une couverture.

Sommaire de l'incidence du contexte du marché – gains (pertes)

(en millions de dollars canadiens)	Trimestres terminés les		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008 (1)	31 janvier 2008
Gains (pertes) sur les portefeuilles touchés			
Titres détenus à des fins de transaction			
Marchés des Capitaux (2)	(824)\$	(605)\$	(430)\$
Services de soutien généraux	—	(41)	—
	(824)	(646)	(430)
Titres disponibles à la vente			
Services de soutien généraux	(139)	(113)	—
Services bancaires internationaux	(113)	(244)	—
	(252)	(357)	—
Total avant impôts et écritures de compensation connexes	(1 076)\$	(1 003)\$	(430)\$
Écritures de compensation	275	200	132
Économies d'impôt	233	271	111
Total après impôts et écritures de compensation	(568)\$	(532)\$	(187)\$
Gains (pertes) liés aux écarts de taux			
Ajustements de l'évaluation du crédit à l'égard des dérivés excluant les assureurs spécialisés – Marchés des Capitaux	(306)\$	(96)\$	(1)\$
Ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction			
Marchés des Capitaux	60	220	104
Services de soutien généraux	41	111	35
Swaps sur défaillance – Marchés des Capitaux	24	264	67
Total avant impôts et écritures de compensation connexes	(181)	499	205
Écritures de compensation	73	(129)	(56)
Économies d'impôts	30	(139)	(54)
Total après impôts et écritures de compensation	(78)\$	231 \$	95 \$
Total de l'incidence du contexte du marché sur le bénéfice net	(646)\$	(301)\$	(92)\$

- (1) Nous avons adopté les modifications liées au reclassement apportées aux normes du *Manuel de l'ICCA* et, au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2008, nous avons reclassé dans les titres disponibles à la vente certains actifs financiers qui étaient inscrits dans les titres détenus à des fins de transaction. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.
- (2) Au quatrième trimestre de 2008, nous avons reclassé dans les titres disponibles à la vente les contrats de placement garanti (CPG) sur le marché municipal ainsi que d'autres titres adossés à des créances hypothécaires et titres à enchères. Les soldes résiduels des titres détenus à des fins de transaction ne sont pas considérés comme importants et ils ne sont pas pris en compte dans le montant présenté au 31 janvier 2009. Si le solde tenait compte de ce montant, un gain de 30 millions de dollars aurait été présenté relativement aux CPG sur le marché municipal.

Incidence des titres détenus à des fins de transaction**Prêts à risque sur le marché américain – couverts par MBIA**

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2009					Pertes				
	Risque sous-jacent		Réduction cumulative de la juste valeur	Garanties soutenues par des nantissements en espèces (1)	Montant attribuable aux swaps sur défaillance assurés par MBIA	Ajustement de l'évaluation du crédit et autres ajustements des swaps sur défaillance assurés par MBIA	Juste valeur des swaps sur défaillance assurés par MBIA	Pour le trimestre terminé le		
	Montant en capital/valeur nominale	Juste valeur						31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	1 315 \$	352 \$								
TGC liés à des TAA à risque	1 248	6								
Titres non adossés à des prêts à risque (TGC de sociétés)	3 300	2 431								
Total	5 863 \$	2 789 \$	3 074 \$	704 \$	2 370 \$	(1 122)\$	1 248 \$	440 \$	248 \$	79 \$

- (1) Les effets à payer ont été radiés intégralement à titre d'écriture de compensation des pertes liées aux actifs sous-jacents.

Les pertes de 440 millions de dollars liées au secteur Marchés des Capitaux comptabilisées au cours du trimestre sont imputables à la diminution de la juste valeur des swaps sur défaillance conclus avec MBIA Inc., un assureur spécialisé, lesquels représentent la protection de crédit acquise pour couvrir notre exposition au risque de crédit concernant les tranches de premier rang supérieur liées à nos activités de crédit structuré, la juste valeur des actifs sous-jacents ainsi que

d'autres paramètres d'entrée. Comme il est illustré dans le tableau ci-dessus, la protection de crédit fournie par MBIA couvre à la fois des actifs liés aux prêts à risque et aux prêts autres que les prêts à risque. Se reporter à la rubrique Forum sur la stabilité financière pour des informations sur la protection fournie par l'assureur spécialisé relativement aux actifs liés aux prêts autres que les prêts à risque.

Prêts à risque aux États-Unis – TGC liés à des TAA, titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et autres

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2009		Pertes		
	Montant en capital/valeur nominale	Juste valeur	Pour le trimestre terminé le		
			31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
TGC liés à des TAA	322 \$	46 \$	20 \$		
Autres titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et autres	1 009	(2)	338		
Total	1 331 \$	44 \$	358 \$	204 \$	209 \$

Le secteur Marchés des Capitaux a subi des pertes de 358 millions de dollars, qui sont principalement liées à un portefeuille de négociation se composant de TGC liés à des swaps sur défaillance de sociétés. En raison des variations défavorables des prix de TGC de sociétés et des swaps sur défaillance de sociétés, de la plus grande volatilité du taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain et du coût

estimatif des opérations de couverture du risque inhérent aux transactions jusqu'à la date d'échéance, nous avons abandonné ces activités et nous avons effectué des transactions visant à réduire les risques ainsi que des cessions auprès d'une institution financière bénéficiant d'une cote AA.

Solutions d'assurance et de retraite sur le marché américain

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2009		Pertes		
	Valeur nominale (1)	Juste valeur (1)	Pour le trimestre terminé le		
			31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par une banque	9 778 \$	7 226 \$	26 \$	78 \$	– \$

(1) La valeur nominale représente le montant total des placements protégés en vertu de contrats à valeur stable et est présentée à titre de produits à valeur stable à la note 15 des Notes complémentaires des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés. La juste valeur représente la juste valeur estimative actuelle des placements auxquels les contrats à valeur stable font référence.

Nos solutions d'assurance et de retraite sur les marchés des capitaux aux États-Unis fournissent des polices à valeur stable liées aux polices d'assurance vie détenues par une banque que les banques souscrivent relativement à un groupe d'employés admissibles. L'entité qui souscrit ce type de police verse les primes à la société d'assurance, et ces primes sont ensuite investies dans un portefeuille d'actifs admissibles. Lorsque l'assurance est en vigueur, l'entité qui a souscrit l'assurance touche un bénéfice exonéré d'impôt qui est lié au rendement des actifs sous-jacents, et elle touche également un capital-décès lorsque survient le décès d'un assuré.

Les contrats à valeur stable fournis dans le cadre de nos solutions d'assurance et de retraite sur le marché américain réduisent la volatilité des flux de rentrées stables exonérés d'impôt liés aux actifs de la police que touchent les entités ayant souscrit une police d'assurance vie détenue par une banque. Si l'entité annule sa police avant qu'elle n'arrive à échéance, nous sommes généralement tenus, en vertu des modalités de la police à valeur stable, de suppléer l'écart entre la valeur nominale et la juste valeur des actifs sous-jacents à la police d'assurance vie détenue par une banque. À l'annulation, l'entité recevra un paiement représentant cet écart de valeur, mais elle devra payer des impôts sur la valeur de rachat, elle renoncera aux flux de rentrées stables exonérés d'impôt tirés de la police et elle pourrait être exposée à des passifs d'impôts reportés à long terme non couverts.

Nos contrats à valeur stable comportent des protections qui peuvent réduire notre obligation de paiement par suite de l'annulation de la police. Par exemple, notre obligation de paiement est réduite si des pertes sont subies lorsque les actifs à effet de levier d'une police d'assurance vie détenue par une banque sont liquidés. De plus, si l'entité qui souscrit une police d'assurance vie détenue par une banque

ne satisfait pas à des niveaux de capitaux prédéterminés pour la période (généralement de un an) précédant l'annulation de la police, notre obligation de paiement est amortie sur une période de 5 à 7,5 ans, et des paiements trimestriels sont versés à l'entité. Au cours de cette période d'amortissement, l'entité qui souscrit une police d'assurance vie détenue par une banque recevra habituellement un taux de rendement de zéro sur cette police, et le rendement des actifs de la police servira à réduire notre obligation de paiement.

Le secteur Marchés des Capitaux a comptabilisé des pertes de 26 millions de dollars au cours du trimestre, lesquelles reflètent la variation de la valeur des actifs qui sous-tendent les portefeuilles de placement liés aux polices. Au cours du trimestre, une police d'assurance vie détenue par une banque a été résiliée. Le contrat a été réglé à la valeur de marché, et RBC n'a pas été tenue de verser un paiement.

Au 31 janvier 2009, la valeur nominale de nos polices d'assurance vie détenues par une banque se chiffrait à 9 778 millions de dollars, et une tranche de 7 300 millions de la valeur nominale (juste valeur de 6 326 millions) était investie dans des stratégies sans effet de levier, les actifs sous-jacents étant principalement investis dans des titres adossés à des créances d'agences et dans des titres de gouvernements.

La tranche résiduelle de 2 478 millions de dollars de la valeur nominale (juste valeur de 900 millions) a trait à un seul contrat investi en fonction de stratégies à effet de levier et de stratégies sans effet de levier. Nous estimons que notre obligation de paiement (déduction faite de la provision) advenant le cas où ce contrat serait résilié le 31 janvier 2009 serait d'environ 500 millions de dollars compte tenu des protections contractuelles.

Incidence des titres disponibles à la vente

Au 31 janvier 2009, tous les titres disponibles à la vente qui avaient des pertes non réalisées ont fait l'objet d'une évaluation visant à déterminer s'ils avaient subi une perte de valeur durable. Lorsque la direction a jugé que le recouvrement de la somme totale du capital et des intérêts était improbable, les titres ont été considérés comme ayant subi une perte de valeur durable et ont été ramenés à leur juste valeur. La décision a été fondée sur la prise en compte de plusieurs facteurs, notamment les suivants : i) la durée de la période pendant laquelle, et la mesure dans laquelle, la juste valeur a été inférieure au coût après amortissement; ii) l'importance de la perte de valeur; iii) la cause de la

perte de valeur et la situation financière et les perspectives à long terme de l'émetteur; iv) notre intention et notre capacité de détenir le placement pendant une période suffisamment longue pour permettre tout recouvrement prévu de la juste valeur. Par ailleurs, les titres pour lesquels la direction n'a pas pu confirmer s'ils seraient détenus jusqu'à l'échéance ou pour lesquels elle a jugé improbable le recouvrement de leur valeur avant qu'ils ne soient cédés ont également été considérés comme ayant subi une perte de valeur durable et ont été ramenés à leur juste valeur. Pour plus de détails, se reporter à la note 4 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Pour évaluer la perte de valeur durable des instruments de créance complexes, y compris les titres adossés à des créances hypothécaires américains, nous utilisons principalement des modèles de projection des flux de trésorerie pour estimer la probabilité que la valeur après amortissement soit recouvrée. Ces modèles tiennent compte des flux de trésorerie réels et projetés à partir d'un certain nombre d'hypothèses et de données fondées sur des facteurs propres aux titres, notamment les garanties, les cotes internes et externes, la priorité de rang et d'autres facteurs de marché. Dans le cas des titres adossés à des créances hypothécaires américains, les flux de trésorerie sont estimés pour chaque tranche liée au titre respectif selon la structure de l'opération, la

priorité de rang et les rehaussements de crédit. Les données s'appuient généralement sur les données du marché en vigueur fournies par un tiers vendeur, notamment les taux de défaillance, de remboursement anticipé et de recouvrement. Les taux de recouvrement dépendent en grande partie des prix des résidences prévus. La direction modifie ces facteurs lorsque les données historiques ne sont pas jugées représentatives du comportement futur ou en fonction des limites des modèles. Des ajustements particuliers ont été effectués pour tenir compte de remboursements anticipés moins élevés et de taux de défaillance projetés accrus de façon à refléter l'incidence prévue de la conjoncture actuelle du marché sur le comportement des débiteurs.

Total du portefeuille de titres disponibles à la vente de RBC

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le							
	31 janvier 2009				31 octobre 2008		31 janvier 2008	
	Coût après amortissement (1)	Juste valeur (1)	Gains nets (pertes nettes) non réalisés	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats	Gains nets (pertes nettes) non réalisés	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats	Gains nets (pertes nettes) non réalisés	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats
Titres de gouvernements et d'agences	26 353 \$	26 707 \$	354 \$	– \$	88 \$	1 \$	218 \$	2 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	4 203	3 259	(944)	(155)	(730)	(180)	(72)	–
Titres adossés à des actifs	5 107	4 645	(462)	(15)	(396)	(25)	(54)	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	15 200	14 747	(453)	(77)	(317)	(136)	(5)	(13)
Titres de participation	3 686	3 028	(658)	(21)	(374)	(49)	(57)	(7)
Titres de substitut de prêts	256	159	(97)	–	(29)	–	(10)	–
Total	54 805 \$	52 545 \$	(2 260)\$	(268)\$	(1 758)\$	(389)\$	20 \$	(18)\$

(1) Comprend des titres détenus jusqu'à leur échéance d'un montant de 192 millions de dollars.

Le total de la juste valeur du portefeuille de titres disponibles à la vente a augmenté de 3,9 milliards de dollars pour s'établir à 52,5 milliards par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'augmentation des soldes des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles sur le marché canadien garantis par le gouvernement et des créances du gouvernement canadien à l'appui de nos opérations de titrisation et de nos activités de gestion de l'actif et du passif, respectivement. Le rachat de titres à enchères auprès de certains clients des services de courtage de détail dans les secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine, en vertu d'ententes conclues avec les autorités de réglementation aux États-Unis, a également contribué à l'augmentation.

Les pertes nettes non réalisées ont augmenté de 502 millions de dollars ou 29 % au cours du trimestre pour s'établir à 2,3 milliards, résultat qui reflète principalement la hausse des pertes non réalisées sur les titres adossés à des créances hypothécaires, les titres à enchères et les titres d'emprunt de sociétés sur le marché américain, en raison de l'élargissement plus prononcé des écarts. L'augmentation est également imputable à la baisse de valeur continue des actions de banques canadiennes que nous détenons à titre de couverture économique de certains programmes de rémunération à base d'actions. Bien que le cours des actions de ces banques subisse les contrecoups des conditions actuelles du marché, ces banques jouissent d'une capitalisation solide, elles continuent d'avoir accès aux marchés des capitaux pour ce qui est de l'émission d'actions ordinaires et privilégiées, elles continuent de générer des résultats solides et de verser des dividendes, et leurs données historiques démontrent l'aptitude de leurs actions à recouvrer leur valeur après une conjoncture difficile. La direction est d'avis que les pertes non réalisées au 31 janvier 2009 sur

les titres dont il est fait mention ci-dessus ne sont pas durables et elle a l'intention de détenir ces titres jusqu'à ce qu'ils aient recouvré leur valeur ou jusqu'à ce que ces titres soient rachetés ou arrivent à échéance. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des gains non réalisés découlant de l'incidence favorable de la réduction des taux d'intérêt au cours du trimestre, particulièrement en ce qui concerne les créances de gouvernements.

La perte nette de 268 millions de dollars comptabilisée au premier trimestre de 2009 (dont une tranche de 252 millions est liée à l'incidence du contexte du marché) tient compte de pertes de 206 millions découlant d'une dépréciation, qui sont liées principalement aux titres adossés à des créances hypothécaires sur le marché américain et à un certain nombre de placements privés, ainsi que de pertes de 74 millions relativement aux titres d'emprunt de sociétés pour lesquels la direction ne pouvait confirmer s'ils seraient détenus jusqu'à l'échéance. Ces pertes ont été neutralisées en partie par des gains nets de 12 millions de dollars.

Le secteur Services de soutien généraux a comptabilisé des pertes de 139 millions de dollars qui sont liées au contexte du marché. Ces pertes reflètent principalement les pertes de valeur d'un certain nombre de titres adossés à des créances hypothécaires sur le marché américain et les pertes liées aux titres que nous prévoyons vendre dans le but de gérer notre exposition à l'égard de certaines sociétés.

Le secteur Services bancaires internationaux a comptabilisé des pertes de 113 millions de dollars qui sont liées au contexte du marché et qui découlent principalement des pertes de valeur d'un certain nombre de titres adossés à des créances hypothécaires sur le marché américain.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Intérêts créditeurs	5 939 \$	6 268 \$	6 791 \$
Intérêts débiteurs	2 998	3 559	4 650
Revenu net d'intérêt	2 941 \$	2 709 \$	2 141 \$
Services de placement (1)	1 067 \$	1 226 \$	1 141 \$
Activités d'assurance (2)	1 346	111	841
Activités de négociation	(126)	(526)	262
Services bancaires (3)	885	842	757
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	199	253	216
Autres (4)	629	454	289
Revenus autres que d'intérêt	4 000 \$	2 360 \$	3 506 \$
Total des revenus	6 941 \$	5 069 \$	5 647 \$
Renseignements supplémentaires			
Total des revenus tirés des activités de négociation (5)			
Revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation	744 \$	468 \$	62 \$
Revenus autres que d'intérêt – revenus tirés des activités de négociation	(126)	(526)	262
Total	618 \$	(58)\$	324 \$
Total des revenus tirés des activités de négociation par produit (5)			
Produits liés aux taux d'intérêt et produits de crédit	36 \$	(78)\$	50 \$
Titres de participation	299	(197)	122
Opérations de change et contrats de négociation de marchandises	283	217	152
Total	618 \$	(58)\$	324 \$

- (1) Comprend les commissions de courtage, les commissions de gestion de placements et de services de garde et les revenus tirés des fonds communs de placement.
- (2) Comprend les primes d'assurance, le revenu de placement et le revenu provenant de services tarifés. Le revenu de placement reflète la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, et il est neutralisé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.
- (3) Comprend les frais bancaires, les revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, les frais de gestion des cartes et les commissions de crédit.
- (4) Comprend les autres revenus autres que d'intérêt, le gain net (la perte nette) à la vente de titres disponibles à la vente (la perte de valeur durable et le gain ou la perte réalisé), les ajustements de la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, la variation de la juste valeur de certains dérivés liés à des couvertures économiques et les opérations de titrisation.
- (5) Le total des revenus tirés des activités de négociation comprend les revenus liés aux activités de négociation qui sont comptabilisés dans les postes Revenu net d'intérêt et Revenus autres que d'intérêt.

Premier trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2008

Le total des revenus a augmenté de 1 294 millions de dollars, ou 23 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement des résultats à la hausse tirés des activités de négociation et de l'augmentation des revenus liés aux activités d'assurance. La hausse des revenus au titre des opérations de titrisation et la croissance des volumes liés à certains services bancaires, qui reflètent en partie les acquisitions que nous avons effectuées aux États-Unis et dans les Antilles en 2008, de même que l'incidence favorable de la dépréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains, ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des pertes découlant de l'incidence du contexte du marché, par l'augmentation des ajustements défavorables de l'évaluation du crédit à l'égard de certains contrats de dérivés et par la baisse des gains sur les ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction. La compression des écarts liés aux services bancaires a également neutralisé en partie la hausse des revenus. Pour une analyse détaillée des facteurs liés au contexte du marché, se reporter à la rubrique Incidence du contexte du marché.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 800 millions de dollars, ou 37 %, en raison principalement de la forte croissance de certaines positions liées aux activités de négociation, lesquelles sont analysées à la rubrique portant sur le total des revenus tirés des activités de négociation. La croissance des prêts et dépôts, qui reflète particulièrement l'acquisition, à l'exercice précédent, de RBTT Financial Group (RBTT) et d'Alabama National BanCorporation (ANB), a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts, laquelle reflète la réduction des taux d'intérêt liés à nos services bancaires.

Les revenus liés aux activités de placement ont diminué de 74 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la diminution des frais de placement liés aux fonds communs de placement et de la baisse des revenus tirés des services tarifés découlant de la dépréciation du capital, laquelle est imputable à la baisse de la valeur des biens et au nombre moins élevé de transactions, en raison de l'incertitude sur les marchés mondiaux des capitaux.

Les revenus liés aux activités d'assurance ont augmenté de 505 millions de dollars, ou 60 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat neutralisé en grande partie dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance. Pour une analyse détaillée des revenus liés aux activités d'assurance comptabilisés au premier trimestre de 2009, se reporter à la rubrique concernant le secteur Assurances.

Les revenus tirés des activités de négociation ont reculé de 388 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui comprend les revenus liés aux activités de négociation comptabilisés dans les postes Revenu net d'intérêt et Revenus autres que d'intérêt, s'est élevé à 618 millions de dollars, en hausse de 294 millions, ou 91 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat est en grande partie attribuable aux résultats à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe, des activités de négociation de dérivés sur actions et des opérations de change, lesquels ont été neutralisés en partie par l'augmentation des pertes liées à certains autres produits à revenu fixe et par la hausse des ajustements défavorables de l'évaluation du crédit à l'égard de certains contrats de dérivés.

Les revenus tirés des services bancaires ont augmenté de 128 millions de dollars, ou 17 %, comparativement à l'exercice précédent, en raison principalement d'un ajustement favorable au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit et de la hausse des revenus tirés des frais bancaires.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont diminué de 17 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient principalement au faible niveau des activités de montage de titres de participation et à la diminution des activités de fusion et d'acquisition, facteurs neutralisés en partie par le niveau plus élevé des activités de montage de prêts.

Les autres revenus se sont accrus de 340 millions de dollars, en raison principalement de l'augmentation des revenus tirés des opérations de titrisation, qui reflète le niveau plus élevé que la normale d'activités de titrisation de titres adossés à des créances hypothécaires

résidentielles sur le marché canadien, en raison de notre participation au nouveau Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés (PAPHA) et de la hausse des gains découlant de la variation de la juste valeur de certains dérivés liés aux couvertures économiques de nos activités de financement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une augmentation des pertes liées aux titres disponibles à la vente et par la baisse des gains sur les ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, ainsi que par la diminution des gains liés aux swaps sur défaillance qui sont comptabilisés à la juste valeur et qui servent de couverture économique à certains prêts consentis à de grandes entreprises au sein de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises. Pour de plus amples renseignements sur le PAPHA, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan.

Premier trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008

Le total des revenus a augmenté de 1 872 millions de dollars, ou 37 %, par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de la hausse des revenus liés aux activités d'assurance et des résultats à la hausse tirés des activités de négociation. La hausse des revenus au titre des opérations de titrisation a également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du contexte du marché, reflétant la baisse des gains sur les ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, l'augmentation des ajustements défavorables de l'évaluation du crédit à l'égard de certains contrats de dérivés, la hausse des pertes et la baisse des revenus liés aux placements.

Le revenu net d'intérêt s'est accru de 232 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de la forte croissance de certaines positions liées aux activités de négociation, laquelle a été neutralisée en partie par la baisse des écarts liés aux dépôts.

Les revenus tirés des activités de placement ont diminué de 159 millions de dollars, ou 13 %, résultat qui tient principalement à la diminution des revenus tirés des services tarifés reflétant la dépréciation du capital, à la réduction des volumes de transactions et à la réduction des frais de placement liés aux fonds communs de placement, en raison du maintien de l'incertitude sur les marchés mondiaux des capitaux.

Les revenus liés aux activités d'assurance ont augmenté de 1 235 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, résultat en

grande partie neutralisé dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance. Pour une analyse détaillée de nos revenus liés aux activités d'assurance au premier trimestre de 2009, se reporter à la rubrique concernant le secteur Assurances.

Les revenus tirés des activités de négociation se sont accrus de 400 millions de dollars par rapport au dernier trimestre. Le total des revenus tirés des activités de négociation s'est chiffré à 618 millions de dollars, en hausse de 676 millions; ce résultat est en grande partie attribuable aux résultats à la hausse tirés des activités de négociation de dérivés sur actions et de titres à revenu fixe et opérations de change, neutralisés en partie par la hausse des pertes liées à certains autres produits à revenu fixe et par l'augmentation des ajustements défavorables de l'évaluation du crédit à l'égard de certains contrats de dérivés découlant du contexte du marché.

Les revenus tirés des services bancaires ont progressé de 43 millions de dollars, ou 5 %, comparativement au trimestre précédent, en raison principalement d'un ajustement favorable du passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit, neutralisé en partie par la diminution des revenus tirés des prêts sur cartes de crédit.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont diminué de 54 millions de dollars, ou 21 %, par rapport au dernier trimestre, résultat qui tient principalement au plus faible niveau des activités de fusion et d'acquisition et des activités de montage de prêts, résultat qui a été neutralisé en partie par le niveau plus élevé des activités de montage de titres de participation.

Les autres revenus ont augmenté de 175 millions de dollars, ou 39 %. Cette augmentation est attribuable en grande partie aux gains à la hausse découlant de la variation de la juste valeur de certains dérivés liés aux couvertures économiques de nos activités de financement, à l'augmentation des revenus tirés des opérations de titrisation et à la diminution des pertes sur les titres disponibles à la vente. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des gains sur les ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction et par la réduction des gains liés aux swaps sur défaillance qui sont comptabilisés à la juste valeur et qui servent de couverture économique à certains prêts consentis à de grandes entreprises au sein de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Pour le trimestre terminé le		
31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
747 \$	619 \$	293 \$

Premier trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2008

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 454 millions de dollars comparativement à l'exercice précédent. L'augmentation est en grande partie imputable à la hausse des prêts douteux liés à nos services bancaires aux États-Unis, essentiellement en ce qui a trait à nos activités de financement de constructeurs résidentiels et à nos portefeuilles de prêts commerciaux, ainsi qu'à l'augmentation des prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts aux grandes entreprises et de prêts de détail au Canada, situation qui reflète la détérioration du crédit découlant de la conjoncture de récession. L'augmentation liée au portefeuille de prêts aux grandes entreprises reflète essentiellement un montant lié à un prêt consenti à un client précis des services de courtage privilégié. La hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances reflète également l'incidence défavorable de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. La hausse tient compte d'un montant de

149 millions de dollars au titre de la provision générale, qui reflète la détérioration du crédit de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, les taux de pertes plus élevés et la croissance du volume liés au portefeuille de prêts de détail au Canada. L'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux services bancaires aux États-Unis a également contribué au résultat à la hausse. Pour une analyse détaillée, se reporter à la rubrique Risque de crédit.

Premier trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 128 millions de dollars, ou 21 %, par rapport au trimestre précédent. L'augmentation reflète la hausse des provisions au titre des prêts de gros et de détail, qui tient principalement à l'accroissement du portefeuille de prêts aux grandes entreprises dont il est fait mention précédemment, et des portefeuilles de prêts de détail au Canada.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

(en millions de dollars canadiens)

Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

Pour le trimestre terminé le		
31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
922 \$	(230) \$	472 \$
154	144	144
1 076 \$	(86) \$	616 \$

Premier trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2008

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 460 millions de dollars, ou 75%, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, contrebalancée en grande partie dans les revenus. L'augmentation des coûts à l'appui de la croissance des activités a également contribué à ce résultat à la hausse. Pour une analyse détaillée, se reporter à la rubrique concernant le secteur Assurances.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Salaires	1 045 \$	1 064 \$	891 \$
Rémunération variable	867	625	766
Avantages sociaux et rémunération au titre de la conservation du personnel	312	285	294
Rémunération à base d'actions	66	(20)	41
Ressources humaines	2 290 \$	1 954 \$	1 992 \$
Autres charges	1 332	1 035	1 128
Frais autres que d'intérêt	3 622 \$	2 989 \$	3 120 \$

Premier trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2008

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 502 millions de dollars, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement l'augmentation des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris les coûts liés à l'effectif et les coûts d'occupation découlant des acquisitions effectuées, l'incidence défavorable de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains et la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le règlement favorable d'une question liée aux taxes de vente, par la diminution des coûts des régimes de retraite, ainsi que par la gestion des coûts.

Impôts

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Bénéfice net avant impôts	1 496 \$	1 547 \$	1 618 \$
Charge d'impôts	438	428	343
Taux d'imposition effectif (1)	29,3 %	27,7 %	21,2 %

(1) Charge d'impôts en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts.

Premier trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2008

La charge d'impôts a augmenté de 95 millions de dollars, ou 28 %, par rapport à l'exercice précédent, malgré la diminution du bénéfice avant impôts. L'augmentation du taux d'imposition effectif tient principalement à la plus grande proportion du bénéfice provenant de territoires où les taux d'imposition sont plus élevés en 2009 et à la proportion plus faible du bénéfice provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes), facteur neutralisé en partie par la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi.

Premier trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrus de 1 162 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Ce résultat reflète principalement la variation de la juste valeur des investissements. La hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités et la diminution des ajustements favorables des provisions techniques ont également contribué à l'augmentation.

Premier trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 633 millions de dollars, ou 21 %, par rapport au dernier trimestre, résultat qui reflète en grande partie la réduction de 542 millions de dollars de la provision au titre du litige relatif à Enron au trimestre précédent. Le résultat obtenu ce trimestre reflète également la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus, ainsi que l'incidence défavorable de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains, résultats qui ont été neutralisés en partie par la gestion des coûts. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Incidence du dollar américain sur nos résultats.

Premier trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008

La charge d'impôts a augmenté de 10 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, malgré la diminution du bénéfice avant impôts. L'augmentation du taux d'imposition effectif tient principalement à la plus grande proportion du bénéfice provenant de territoires où les taux d'imposition sont plus élevés en 2009. Ce facteur a été neutralisé en partie par la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi.

Questions et contrôles comptables**Conventions comptables et estimations critiques**

Nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés conformément aux PCGR du Canada. Nos principales conventions comptables sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, ainsi qu'à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2008. Nos conventions comptables critiques et nos estimations sont présentées en détail aux pages 35 à 39 de notre rapport annuel 2008.

Test de dépréciation de l'écart d'acquisition

Au cours du trimestre considéré, nous avons déterminé qu'il s'avérait nécessaire, en raison de l'incidence continue du contexte économique sur notre unité d'exploitation Services bancaires internationaux, d'effectuer un test de dépréciation de l'écart d'acquisition de cette unité d'exploitation. Un autre facteur nous ayant incité à effectuer ce test tient au fait que RBC Bank (USA), une division de l'unité d'exploitation Services bancaires internationaux, effectue actuellement son test de dépréciation annuel de l'écart d'acquisition et que les résultats préliminaires du test laissent supposer que cette division comptabilisera probablement une perte de valeur dans ses états financiers distincts.

Nous avons mené à terme la première des deux étapes du test de dépréciation, de manière à déterminer si l'écart d'acquisition avait subi une perte de valeur. Selon les résultats obtenus, l'écart d'acquisition de 4,6 milliards de dollars attribué à notre unité d'exploitation Services bancaires internationaux pourrait avoir subi une perte de valeur; par conséquent, nous avons amorcé la deuxième étape du test afin de déterminer, le cas échéant, le montant possible de la perte de valeur. Nous n'étions pas encore en mesure, à la date de publication de nos états financiers du trimestre terminé le 31 janvier 2009, d'estimer de façon raisonnable la perte de valeur, le cas échéant, et nous n'avons donc comptabilisé aucun montant dans nos états financiers ce trimestre. Nous comptons mener à terme la deuxième étape du test de dépréciation au cours du deuxième trimestre se terminant le 30 avril 2009 et comptabiliser toute perte de valeur en résultat net au cours de cette période. Si une perte de valeur est comptabilisée, cette perte pourrait avoir une incidence importante sur notre bénéfice net du deuxième trimestre, même s'il s'agit d'un élément hors trésorerie. De plus, toute incidence éventuelle consisterait en un ajustement comptable uniquement et n'aurait pas d'effet sur l'exploitation courante des activités ni sur notre ratio de capital de première catégorie ou de capital total. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Ajustements comptables

Au cours du trimestre, nous avons relevé les erreurs suivantes concernant des périodes antérieures : la sous-comptabilisation d'un montant de 90 millions de dollars (62 millions après impôts) relativement au passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit; la surcapitalisation d'un montant de 63 millions (43 millions après impôts) au titre des frais de développement de logiciels; la sous-évaluation d'un montant de 15 millions au titre des impôts sur les bénéfices. Ces erreurs n'ont pas d'incidence importante sur les périodes auxquelles elles se rapportent. Cependant, comme la correction de ces erreurs au cours du trimestre considérée aurait faussé considérablement le bénéfice net du trimestre, nous les avons corrigées en réduisant de 120 millions de dollars le solde d'ouverture des bénéfices non répartis pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007.

Modifications des conventions comptables ou des estimations

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Le 1^{er} novembre 2008, nous avons adopté le chapitre 3064 du *Manuel*, intitulé *Écarts d'acquisition et actifs incorporels* (chapitre 3064), publié par l'Institut Canadien des Comptables Agréées (ICCA). Le chapitre 3064, qui remplace le chapitre 3062, intitulé *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, et le chapitre 3450, intitulé *Frais de recherche et de développement*, fournissent des clarifications sur les critères qui doivent être remplis pour permettre la comptabilisation d'un actif incorporel, y compris les actifs incorporels générés à l'interne. Le CPN-27 du Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) de l'ICCA, intitulé *Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation*, ne s'applique plus par suite de l'adoption du chapitre 3064. En raison de l'adoption de ce chapitre, nous avons reclassé un montant de 805 millions de dollars au titre de logiciels du poste Locaux et matériel au poste Autres actifs incorporels

de nos bilans consolidés, et nous avons reclassé la perte de valeur correspondante de 53 millions du poste Frais autres que d'intérêt – Matériel au poste Frais autres que d'intérêt – Amortissement des autres actifs incorporels de nos états consolidés des résultats. Nous avons également reclassé les montants des périodes précédentes. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

En janvier 2009, le CPN a publié le CPN-173, intitulé *Risque de crédit et juste valeur des actifs et des passifs financiers* (CPN-173). En vertu du CPN-173, une entité doit tenir compte de son propre risque de crédit et du risque de crédit de l'autre contrepartie pour déterminer la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. Cet abrégé, qui a pris effet le 1^{er} novembre 2008 en ce qui nous concerne, n'a eu aucune incidence sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation, car nous tenions déjà compte de ces risques de crédit dans nos méthodes d'évaluation avant la publication de l'abrégé.

Adoption future des Normes internationales d'information financière

Conformément à la décision de l'ICCA, nous commencerons à présenter nos états financiers, y compris les données correspondantes des périodes précédentes, en vertu des Normes internationales d'information financières (IFRS) le 1^{er} novembre 2011. Nous avons mis en œuvre, à l'échelle de l'entreprise, un programme exhaustif aux fins de la gestion du passage aux IFRS. Ce programme porte sur les principaux éléments qui seront touchés, y compris l'information financière, les systèmes et processus, les communications et la formation.

Nous avons mené à terme un processus de diagnostic exhaustif afin d'établir l'étendue et la complexité du passage aux IFRS, dans le cadre duquel nous avons :

- mis en évidence les différences importantes qui existent entre les IFRS et les PCGR du Canada;
- organisé des séances de formation interne et des séances de sensibilisation;
- évalué l'incidence de la conversion sur les secteurs d'activité, les processus, les systèmes et les politiques;
- mis en œuvre un programme ayant notamment pour but le lancement de divers projets visant à établir la correspondance entre les processus existants et les nouvelles normes.

Durant la période de transition, nous surveillerons les modifications apportées aux IFRS et ajusterons nos plans aux fins du passage à ces normes en conséquence. Les progrès réalisés jusqu'à présent sont conformes à l'échéancier que nous avons établi.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Durant le trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous n'avons apporté aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante, ou susceptible d'avoir une incidence importante, sur nos activités de contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Opérations entre apparentés

Nos politiques et procédures liées aux opérations entre apparentés n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 octobre 2008. De plus amples informations sont présentées à la note 27 des Notes complémentaires figurant dans notre rapport annuel 2008.

Résultats trimestriels et analyse des tendances

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent les fluctuations saisonnières, la conjoncture générale et les conditions du marché. Plus de détails sont fournis à la page 52 de notre rapport annuel 2008.

Le tableau suivant présent un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	2009	2008				2007		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Revenu net d'intérêt	2 941 \$	2 709 \$	2 301 \$	2 209 \$	2 141 \$	1 998 \$	1 965 \$	1 889 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 000	2 360	3 611	2 745	3 506	3 617	3 515	3 780
Total des revenus	6 941 \$	5 069 \$	5 912 \$	4 954 \$	5 647 \$	5 615 \$	5 480 \$	5 669 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	747	619	334	349	293	263	178	188
Frais autres que d'intérêt	3 622	2 989	3 272	2 970	3 120	3 093	3 165	3 148
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 076	(86)	553	548	616	637	343	677
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 496 \$	1 547 \$	1 753 \$	1 087 \$	1 618 \$	1 622 \$	1 794 \$	1 656 \$
Impôts sur les bénéfices	438	428	442	156	343	255	349	353
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	5	(1)	49	3	30	43	50	24
Bénéfice net	1 053 \$	1 120 \$	1 262 \$	928 \$	1 245 \$	1 324 \$	1 395 \$	1 279 \$
Bénéfice par action – de base	0,74 \$	0,82 \$	0,93 \$	0,70 \$	0,96 \$	1,02 \$	1,07 \$	0,99 \$
– dilué	0,73 \$	0,81 \$	0,92 \$	0,70 \$	0,95 \$	1,01 \$	1,06 \$	0,98 \$
Taux d'imposition effectif (1)	29,3 %	27,7 %	25,2 %	14,4 %	21,2 %	15,7 %	19,5 %	21,3 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (2)	0,815 \$	0,901 \$	0,988 \$	0,994 \$	1,002 \$	1,001 \$	0,937 \$	0,874 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,815	0,830	0,977	0,993	0,996	1,059	0,937	0,901

(1) Charge d'impôts en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Aperçu et résultats consolidés

Au cours des huit derniers trimestres, nos résultats ont été touchés par divers facteurs favorables et défavorables.

- Nos résultats des six derniers trimestres ont été touchés de façon défavorable par des pertes découlant du contexte du marché et de l'augmentation des ajustements défavorables de l'évaluation du crédit à l'égard de certains contrats de dérivés, qui ont été neutralisés en partie par une réduction de la charge d'impôts, par des écritures de compensation et par le gain découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction.
- Au premier trimestre de 2009, nous avons comptabilisé un montant de 149 millions de dollars au titre de la provision générale et des gains à la hausse liés aux activités de titrisation, en raison de notre participation au PAPHA. Pour de plus amples renseignements à ce sujet, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan.
- Au quatrième trimestre de 2008, nous avons comptabilisé une réduction de 542 millions de dollars de la provision au titre du litige relatif à Enron et un montant de 145 millions au titre de la provision générale.
- Les résultats du quatrième trimestre de 2007 tiennent compte d'un gain au titre de la restructuration de Visa Inc. (326 millions de dollars) et d'une charge au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit (121 millions).
- Les résultats des huit derniers trimestres ont été touchés par l'acquisition de certaines activités.

Analyse des tendances

Au cours des huit derniers trimestres, notre bénéfice net consolidé est demeuré stable de façon générale, situation qui reflète le rendement soutenu de la plupart de nos secteurs d'activité, et ce, malgré les pertes découlant de l'incidence du contexte du marché au cours des derniers trimestres. Nos résultats ont été touchés par la volatilité continue des marchés et par la volatilité comptable soutenue. Les revenus ont de façon générale affiché une tendance à la hausse, car les revenus tirés de certaines activités de négociation des Marchés des Capitaux et des portefeuilles de placement du secteur Assurances ont de façon générale bénéficié de la volatilité du marché. L'incidence favorable de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains au cours des quatre derniers trimestres a

également contribué à la tendance à la hausse. Les revenus reflètent également la prise en compte des résultats des sociétés que nous avons acquises et la forte croissance des volumes dans le secteur Services bancaires canadiens. Les résultats de certains trimestres ont été touchés de façon plus importante par le contexte du marché et par la volatilité comptable, ce qui a réduit dans une certaine mesure la croissance des revenus en raison des pertes liées à l'incidence du contexte du marché comptabilisées, de la baisse des revenus tirés des services tarifés et de la compression continue des écarts découlant principalement de la baisse des taux d'intérêt, de la composition des dépôts et du caractère concurrentiel des prix.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a affiché une tendance à la hausse au cours des huit derniers trimestres. Cette tendance à la hausse demeure attribuable à la croissance des portefeuilles et au nombre plus élevé de prêts douteux découlant principalement du marché de l'habitation aux États-Unis et de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises et, plus récemment, de la détérioration de la qualité du crédit de nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux entreprises. Au cours des trimestres les plus récents, la croissance des portefeuilles et la détérioration du crédit des portefeuilles au Canada, de même que l'incidence de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, ont également contribué à l'augmentation.

Les frais autres que d'intérêt ont de façon générale augmenté au cours de la période, résultat qui reflète essentiellement les acquisitions effectuées récemment et la hausse des dépenses à l'appui de nos initiatives visant la croissance et des frais liés aux infrastructures. De façon générale, nos charges ont également subi l'incidence des fluctuations du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain au cours du trimestre. La diminution importante constatée au quatrième trimestre de 2008 tient à la réduction de la provision au titre du litige relatif à Enron.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont fluctué considérablement au cours de la période. Bien que la croissance sous-jacente des activités se soit de façon générale traduite par une augmentation des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, une volatilité importante peut se produire au cours d'un trimestre donné, en raison de la variation de la juste valeur des investissements garantissant les obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, des résultats techniques et des ajustements de la provision actuarielle.

Notre taux d'imposition effectif a de façon générale affiché une tendance à la hausse au cours des huit derniers trimestres, qui reflète la proportion plus grande du bénéfice généré provenant de territoires où les taux d'imposition sont plus élevés et le bénéfice moins élevé provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes

imposables de sociétés canadiennes). Ces facteurs ont été neutralisés en partie au cours des six derniers trimestres par les pertes découlant de l'incidence du contexte du marché qui ont été comptabilisées en fonction de taux d'imposition plus élevés et par une réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi.

Résultats des secteurs d'exploitation

La présente section fournit un aperçu de la façon dont nous évaluons le rendement et présentons les résultats de nos secteurs d'exploitation.

Nous transférons périodiquement certaines activités ou certaines filiales d'un secteur à l'autre, de manière à les aligner plus étroitement

sur notre structure organisationnelle et nos priorités stratégiques. Lorsque ces transferts sont jugés importants, nous retraitions les chiffres correspondants des périodes précédentes.

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

Notre cadre d'information de gestion vise à évaluer le rendement de chacun de nos secteurs d'exploitation comme si ceux-ci exerçaient leurs activités sur une base autonome, et il reflète la façon dont nous gérons nos secteurs d'exploitation. Cette démarche vise à s'assurer que les résultats de nos secteurs d'exploitation tiennent compte de tous les revenus et de toutes les charges pertinents qui sont liés à la conduite des activités des secteurs et reflète la perception qu'a la direction des résultats des secteurs d'exploitation.

Les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion n'ont pas changé depuis 2008 et elles sont décrites à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2008. La direction revoit régulièrement ces méthodes et ces hypothèses afin de s'assurer de leur validité.

Changements effectués au cours du premier trimestre de 2009

Les informations suivantes mettent en évidence les principaux changements que nous avons apportés à notre cadre d'information de gestion et à nos secteurs d'exploitation au cours du premier trimestre de 2009. Sauf indication contraire, les chiffres correspondants des périodes précédentes ont été révisés et ces changements n'ont eu aucune incidence sur nos résultats consolidés.

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2009, nous avons restructuré le secteur Marchés des Capitaux en deux secteurs d'activité, soit Marchés des Capitaux – Ventes et opérations et Services à la grande entreprise et banque d'investissement. Le secteur Marchés des Capitaux – Ventes et opérations regroupe les capacités de nos bureaux bancaires au chapitre des ventes et il est responsable de nos activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe et de nos opérations sur marchandises et opérations de change, ainsi que des activités de négociation pour notre propre compte. Le secteur Services à la grande entreprise et banque d'investissement offre à nos clients un éventail complet de services-conseils, notamment des services de montage et de structuration, des services-conseils ainsi que des services de distribution, et il gère nos activités liées aux placements privés, aux conduits et à la titrisation. Ce secteur d'activité comprend également la division Crédits mondiaux, les solutions aux institutions financières à l'échelle mondiale et la Recherche, qui offre des services de recherche visant l'économie et les valeurs mobilières à l'intention des clients institutionnels et des clients des services de détail à l'échelle mondiale.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de mesures, y compris le bénéfice net, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le

rendement du capital de risque, tant sur une base consolidée que par secteur, à titre de mesures du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. Le rendement du capital de risque n'a aucune définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2008.

Le tableau suivant présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1)	Pour le trimestre terminé le							Pour le trimestre terminé le	
	31 janvier 2009							31 octobre 2008	31 janvier 2008
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	686 \$	122 \$	110 \$	(156)\$	214 \$	36 \$	1 012 \$	1 093 \$	1 221 \$
Moyenne du capital de risque (2)	5 250 \$	1 150 \$	1 150 \$	3 050 \$	7 050 \$	1 050 \$	18 700 \$	16 500 \$	13 650 \$
Ajouter : sous-attribution (surattribution) de capital	-	-	-	-	-	(1 850)	(1 850)	(50)	3 500
Écart d'acquisition et capital incorporel (3)	1 750	2 800	150	5 500	1 050	950	12 200	10 550	5 450
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (4)	7 000 \$	3 950 \$	1 300 \$	8 550 \$	8 100 \$	150 \$	29 050 \$	27 000 \$	22 600 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	38,9 %	12,3 %	33,7 %	(7,3)%	10,4 %	96,5 %	13,8 %	16,1 %	21,5 %
Rendement du capital de risque	51,8 %	41,8 %	38,3 %	(20,3)%	12,0 %	n.s.	21,5 %	26,3 %	35,6 %

- (1) Les chiffres ayant trait à la moyenne du capital de risque, à l'écart d'acquisition et au capital incorporel ainsi qu'à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis. Ces montants sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque sont fondés sur les soldes réels avant leur arrondissement.
- (2) La moyenne du capital de risque comprend le capital de risque lié au risque de crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque d'assurance, au risque opérationnel, au risque commercial et au risque lié aux immobilisations corporelles. Se reporter à la section Gestion du capital pour plus de détails à ce sujet.
- (3) Au premier trimestre de 2009, le montant lié aux Services de soutien généraux comprend des actifs incorporels liés aux logiciels, en raison de l'adoption du chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*. Se reporter à la rubrique Questions et contrôles comptables pour plus de détails à ce sujet.
- (4) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué ou de capital économique.
- n.s. : non significatif

Services bancaires canadiens

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Revenu net d'intérêt	1 718 \$	1 701 \$	1 687 \$
Revenus autres que d'intérêt	747	748	721
Total des revenus	2 465 \$	2 449 \$	2 408 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	270 \$	225 \$	214 \$
Frais autres que d'intérêt	1 176	1 220	1 196
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 019 \$	1 004 \$	998 \$
Bénéfice net	696 \$	676 \$	673 \$
Revenus par division			
Particuliers clients	1 296 \$	1 323 \$	1 333 \$
Services financiers à l'entreprise	615	630	620
Solutions cartes et paiements	554	496	455
Principales données moyennes et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres (1)	38,9 %	37,7 %	38,5 %
Rendement du capital de risque (1)	51,8 %	50,8 %	54,1 %
Marge nette d'intérêt (2), (3)	2,81 %	2,89 %	3,08 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage du montant net de la moyenne des prêts et des acceptations	0,44 %	0,38 %	0,39 %
Levier d'exploitation (4)	4,0 %	(4,4)%	4,1 %
Total des actifs productifs (3), (5)	242 300 \$	234 200 \$	218 100 \$
Prêts et acceptations (3), (5)	242 000	235 500	215 800
Dépôts	168 700	159 400	152 900
Biens administrés	113 800	109 500	115 600

- (1) Le rendement des capitaux propres est calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée du rendement des capitaux propres et du rendement du capital de risque.
- (2) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif productif.
- (3) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.
- (4) Correspond à la différence entre le taux de croissance des revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt.
- (5) Le total des actifs productifs et les prêts et les acceptations comprennent la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, laquelle, pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, s'est établie à 33 milliards de dollars et à 4 milliards, respectivement (22 milliards et 4 milliards au 31 octobre 2008; 20 milliards et 4 milliards au 31 janvier 2008).

Premier trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2008

Le bénéfice net a augmenté de 23 millions de dollars, ou 3 %, comparativement à l'exercice précédent, résultat qui reflète la croissance des volumes enregistrée dans tous les secteurs d'activité, l'ajustement favorable au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit et la priorité accordée de façon générale à la gestion des coûts. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par la compression des écarts, par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et par la diminution des frais de placement liés aux fonds communs de placement.

Le total des revenus a augmenté de 57 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés des services Particuliers clients ont diminué de 37 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète principalement la compression des écarts tenant au fait que la réduction des taux d'intérêt et les pressions concurrentielles ont eu une incidence défavorable sur les écarts liés aux dépôts, ainsi que la diminution des frais de placement liés aux fonds communs de placement découlant de la dépréciation du capital, en raison de l'incertitude qui persiste sur les marchés mondiaux des capitaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance des volumes liés au financement aux fins d'accession à la propriété et aux produits liés aux dépôts des particuliers, par l'augmentation des écarts liés aux prêts et par la hausse des frais bancaires.

Les revenus tirés des services financiers à l'entreprise se sont élevés à 615 millions de dollars, soit un résultat essentiellement inchangé qui tient au fait que la diminution des écarts liés aux dépôts a été en grande partie neutralisée par la forte croissance des volumes de dépôts et de prêts, ainsi que par la hausse des écarts liés aux prêts.

Les revenus tirés des Solutions cartes et paiements ont augmenté de 99 millions de dollars, ou 22 %, en raison principalement d'un ajustement favorable de 52 millions (36 millions après impôts) du passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit, qui reflète les changements favorables apportés aux hypothèses concernant le coût du programme. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse des écarts et à la croissance des soldes et des volumes de transactions.

La marge nette d'intérêt a diminué de 27 points de base comparativement à l'exercice précédent, résultat qui reflète la baisse prononcée des taux d'intérêt, l'incidence des modifications apportées à notre gamme de produits de détail et le maintien de pressions concurrentielles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 56 millions de dollars, ou 26 %, résultat qui reflète les taux de pertes

plus élevés et la croissance des portefeuilles. Les taux de pertes plus élevés liés à nos portefeuilles de prêts sur cartes de crédit, de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises reflètent la détérioration du crédit découlant du nombre plus élevé de faillites, de prêts douteux et de radiations, en raison de la conjoncture de récession. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 20 millions de dollars, ou 2 %, comparativement à l'exercice précédent, résultat qui reflète le règlement favorable de questions liées aux taxes de vente et la baisse des pertes hors exploitation et des coûts des régimes de retraite. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des frais liés aux équipes de vente et de service, à l'appui de la croissance de nos services bancaires de détail.

Premier trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008

Le bénéfice net s'est accru de 20 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète un ajustement favorable du passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit, la croissance des volumes et la priorité générale accordée à la gestion des coûts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et par la compression des écarts.

Le total des revenus a augmenté de 16 millions de dollars comparativement au trimestre précédent, en raison de l'ajustement favorable dont il est fait mention ci-dessus et de la croissance des volumes liés à la plupart des produits. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts, par la diminution des frais de placement liés aux fonds communs de placement et par la baisse des revenus tirés des transactions liées aux prêts sur cartes de crédit.

La marge nette d'intérêt a diminué de 8 points de base comparativement au dernier trimestre, résultat qui reflète essentiellement l'incidence des modifications apportées à notre gamme de produits de détail et le maintien de pressions concurrentielles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 45 millions de dollars, ou 20 %, en raison principalement des taux de pertes plus élevés et de la croissance des portefeuilles dans tous les secteurs d'activité.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 44 millions de dollars, ou 4 %, comparativement au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement la baisse saisonnière des frais de marketing, le règlement favorable d'une question liée aux taxes de vente et la diminution des honoraires, facteurs neutralisés en partie par la hausse des frais d'occupation.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Revenu net d'intérêt	128 \$	133 \$	112 \$
Revenus autres que d'intérêt			
Revenus tirés des services tarifés	539	596	539
Revenus tirés des transactions et autres revenus	330	296	302
Total des revenus	997 \$	1 025 \$	953 \$
Frais autres que d'intérêt	827 \$	860 \$	688 \$
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	170 \$	165 \$	265 \$
Bénéfice net	128 \$	116 \$	181 \$
Revenus par division			
Gestion de patrimoine – Canada	335 \$	369 \$	363 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International	512	483	445
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars US)	417	434	445
Gestion mondiale d'actifs	150	173	145
Autres renseignements			
Rendement des capitaux propres (1)	12,3 %	12,3 %	35,5 %
Rendement du capital de risque (1)	41,8 %	42,8 %	76,7 %
Marge avant impôts (2)	17,1 %	16,1 %	27,8 %
Nombre de conseillers (3)	4 363	4 346	3 822
Biens administrés	464 600 \$	495 100 \$	484 700 \$
Biens administrés – Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars US)	254 600	277 600	306 300
Biens sous gestion	221 100	222 600	164 700

	Premier trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2008
Incidence de la conversion en dollars canadiens de certains éléments libellés en dollars américains		
Total des revenus : augmentation (diminution)	41 \$	77 \$
Frais autres que d'intérêt : augmentation (diminution)	37	71
Bénéfice net : augmentation (diminution)	4	7
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (4)	(10)%	(19)%

- (1) Le rendement des capitaux propres est calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée du rendement des capitaux propres et du rendement du capital de risque.
- (2) La marge avant impôts s'entend du bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales, divisé par le total des revenus.
- (3) Comprend les conseillers ayant un contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.
- (4) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Premier trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2008

Le bénéfice net a diminué de 53 millions de dollars, ou 29 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la baisse des actifs liés aux services tarifés des clients et des volumes de transactions découlant de l'incertitude sur les marchés mondiaux des capitaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des frais au titre de la rémunération variable découlant de la réduction des revenus tirés des commissions.

Le total des revenus a augmenté de 44 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à l'exercice précédent. Les revenus liés aux transactions et les autres revenus ont augmenté, car l'incidence favorable de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains et la prise en compte des revenus liés aux transactions découlant de l'acquisition de FBW à l'exercice précédent ont été neutralisées en partie par la baisse des volumes de transactions. Les revenus tirés des services tarifés sont demeurés inchangés, car l'incidence favorable de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains et la prise en compte des revenus tirés des services tarifés découlant de l'acquisition de PH&N à l'exercice précédent ont été en grande partie neutralisées par la diminution des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle découle de la dépréciation du capital imputable à la baisse de valeur générale des biens.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – Canada ont reculé de 28 millions de dollars, ou 8 %, en raison principalement de la diminution des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de la dépréciation du capital, facteur qui a été neutralisé en partie par la prise

en compte de l'acquisition des services-conseils en gestion privée de PH&N. La diminution des volumes de transactions a également contribué à la baisse des revenus.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – États-Unis et International se sont accrus de 67 millions de dollars, ou 15 %. Libellés en dollars américains, les revenus ont diminué de 28 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la diminution des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de la dépréciation du capital. La baisse des volumes de transactions a été en grande partie neutralisée par la prise en compte des revenus liés aux transactions découlant de l'acquisition de FBW. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des écarts et par l'augmentation des soldes des prêts et dépôts liés à nos services de gestion de patrimoine à l'échelle internationale.

Les revenus tirés de la Gestion mondiale d'actifs ont augmenté de 5 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de la prise en compte des biens sous gestion dans le cadre de l'acquisition des activités de gestion d'actifs de PH&N, facteur neutralisé en partie par la dépréciation du capital. La solide croissance des ventes nettes de fonds communs de placement a également contribué à l'augmentation.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 139 millions de dollars, ou 20 %, résultat qui reflète essentiellement la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris les coûts liés à l'effectif et les coûts d'occupation découlant des acquisitions effectuées, ainsi que l'incidence défavorable de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars

américains. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des frais au titre de la rémunération variable découlant de la baisse des revenus tirés des commissions.

Premier trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008

Le bénéfice net a augmenté de 12 millions de dollars, ou 10 %, par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de l'incidence défavorable, au trimestre précédent, des éléments liés au Reserve Primary Fund et aux titres à enchères dont il est fait mention ci-après. Le résultat ce trimestre reflète également la baisse des actifs liés aux services tarifés des clients et des volumes de transactions.

Le total des revenus a diminué de 28 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète principalement la baisse des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de la dépréciation du capital et la diminution des volumes de transactions résultant du maintien de l'incertitude sur les marchés mondiaux des capitaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence favorable de la variation de la

juste valeur de titres détenus en vertu de notre régime de rémunération à base d'actions et par l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 33 millions de dollars, ou 4 %. Les résultats au trimestre précédent ont été touchés de façon défavorable par les charges liées à l'entente visant le soutien des clients de FBW ayant investi dans le Reserve Primary Fund et le règlement conclu avec les autorités de réglementation américaines relativement aux titres à enchères. Les résultats ce trimestre reflètent la baisse des frais au titre de la rémunération variable découlant de la réduction des revenus tirés des commissions, qui a été largement neutralisée par l'incidence défavorable de la variation de la juste valeur de notre passif au titre de la rémunération gagnée relativement à notre régime de rémunération à base d'actions et par l'incidence défavorable de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains.

Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Revenus autres que d'intérêt			
Primes acquises, montant net	800 \$	752 \$	662 \$
Revenu de placement (1)	488	(697)	127
Honoraires	58	56	51
Total des revenus	1 346 \$	111 \$	840 \$
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 076 \$	(86)\$	616 \$
Frais autres que d'intérêt	141	154	135
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	129 \$	43 \$	89 \$
Bénéfice net	112 \$	59 \$	89 \$
Revenus par secteur d'activité			
Réassurance et autres	302 \$	289 \$	218 \$
Assurances vie et maladie au Canada	542	(197)	300
Assurance IARD	176	138	161
Assurance vie aux États-Unis	326	(119)	161
Principales données moyennes et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres (2)	33,7 %	20,1 %	31,7 %
Rendement du capital de risque (2)	38,3 %	23,0 %	36,0 %
Primes et dépôts (3)	1 080 \$	1 004 \$	945 \$
Variations des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurance (1)	341	(748)	10

(1) Le revenu de placement peut être assujéti à la volatilité découlant des fluctuations trimestrielles de la juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction. Les placements à l'appui des passifs actuariels sont principalement désignés comme détenus à des fins de transaction; par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenu de placement des états consolidés des résultats. Les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions actuarielles.

(2) Le rendement des capitaux propres est calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée du rendement des capitaux propres et du rendement du capital de risque.

(3) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

Premier trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2008

Le bénéfice net a augmenté de 23 millions de dollars, ou 26 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement l'amélioration des résultats techniques liés aux polices d'assurances vie et maladie au Canada et la diminution des coûts de financement attribués au capital, facteurs neutralisés en partie par la diminution des ajustements des provisions techniques.

Le total des revenus a augmenté de 506 millions de dollars, ou 60 %, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation est en grande partie attribuable à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, laquelle a été neutralisée en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus liés aux activités de réassurance et autres se sont accrus de 84 millions de dollars, ou 39 %, en raison principalement de la croissance de nos produits de récession vie en Europe et de nos autres produits de récession vie, ainsi que de l'incidence d'un contrat de réassurance de rentes au Royaume-Uni, que nous avons conclu au troisième trimestre de 2008.

Les revenus liés aux activités d'assurances vie et maladie au Canada ont augmenté de 242 millions de dollars, ou 81 %, en raison

essentiellement de la variation de la juste valeur des placements. Les gains à la cession de placements, la croissance des activités liées à l'assurance vie universelle et la diminution des coûts de financement attribués au capital ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes sur les placements attribuables à l'incidence du repli des marchés boursiers.

Les revenus liés à l'assurance IARD ont progressé de 15 millions de dollars, ou 9 %, comparativement à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la croissance des ventes d'assurance automobile et habitation, laquelle a été neutralisée en partie par la diminution des ventes d'assurance voyage en raison d'un ralentissement dans l'ensemble de l'industrie du voyage.

Les revenus liés aux activités d'assurance vie aux États-Unis ont augmenté de 165 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Libellés en dollars américains, les revenus se sont accrus de 104 millions de dollars, ou 65 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements et de la hausse des ventes de rentes. L'augmentation a été neutralisée en partie par l'incidence des pertes sur les placements découlant des pertes de valeur comptabilisées ce trimestre.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 460 millions de dollars, ou 75 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements et de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités. L'incidence défavorable de la dépréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des obligations libellées en dollars américains et la diminution des ajustements favorables des provisions techniques, qui reflète les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses, ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les provisions techniques favorables liées aux polices d'assurances vie et maladie au Canada.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 6 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement l'incidence de la dépréciation du dollar canadien et la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, facteurs neutralisés en partie par la diminution des coûts liés aux projets.

Premier trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008

Le bénéfice net s'est établi à 112 millions de dollars, en hausse de 53 millions. Ce résultat reflète la diminution des pertes sur les placements et des reculs affichés sur les marchés boursiers par rapport au trimestre précédent. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la

diminution des ajustements favorables des provisions techniques et par la hausse des sinistres liés à l'assurance automobile.

Le total des revenus a augmenté de 1 235 millions de dollars par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements, ainsi que du plus faible niveau des pertes sur les placements et des reculs affichés sur les marchés boursiers ce trimestre. La croissance des activités liées à l'assurance vie, l'incidence favorable de la dépréciation du dollar canadien et la hausse saisonnière des revenus liés à l'assurance voyage ont également contribué au résultat à la hausse.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrus de 1 162 millions de dollars par rapport au dernier trimestre, résultat qui reflète principalement la variation de la juste valeur des placements. La hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, la diminution des ajustements favorables des provisions techniques et l'incidence défavorable de la dépréciation du dollar canadien sur les obligations libellées en dollars américains ont également contribué à l'augmentation.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 13 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui reflète la diminution des frais de marketing et des coûts liés aux projets, ainsi que l'incidence de la priorité générale accordée à la gestion des coûts.

Services bancaires internationaux

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
Revenu net d'intérêt	452 \$	437 \$	248 \$
Revenus autres que d'intérêt	115	35	237
Total des revenus	567 \$	472 \$	485 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	200 \$	198 \$	71 \$
Frais autres que d'intérêt	595	585	378
Bénéfice net (perte nette) avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	(228)\$	(311)\$	36 \$
Bénéfice net (perte nette)	(144)\$	(206)\$	31 \$
Revenus par division			
Services bancaires (1)	374 \$	281 \$	275 \$
RBC Dexia IS (1)	193	191	210
Principales données moyennes et autres renseignements (2)			
Rendement des capitaux propres (3)	(7,3)%	(11,4)%	3,5 %
Rendement du capital de risque (3)	(20,3)%	(34,9)%	6,4 %
Dotation aux provisions spécifiques en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	2,12 %	2,32 %	1,35 %
Prêts et acceptations	37 400 \$	33 900 \$	21 000 \$
Dépôts	54 300	51 800	35 200
Biens administrés – RBC (4)	10 600	11 200	–
– RBC Dexia IS (5)	2 131 400	2 585 000	2 922 000
Biens sous gestion – RBC (4)	3 700	3 900	–

	Premier trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2008
Incidence de la conversion en dollars canadiens de certains éléments libellés en dollars américains et en euros		
Total des revenus : augmentation (diminution)	36 \$	52 \$
Frais autres que d'intérêt : augmentation (diminution)	33	64
Bénéfice net : augmentation (diminution)	(12)	(35)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (6)	(10)%	(19)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros (6)	(5)%	(9)%

(1) Il existe un décalage de un mois dans la présentation des résultats de RBC Dexia IS et de RBTT.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) Le rendement des capitaux propres et le rendement du capital de risque sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée du rendement des capitaux propres et du rendement du capital de risque.

(4) Le poste Biens administrés – RBC et le poste Biens sous gestion – RBC représentent respectivement le total des biens administrés et des biens sous gestion de RBTT présenté avec un décalage de un mois.

(5) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de la coentreprise, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %; ce montant est présenté avec un décalage de un mois.

(6) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Premier trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2008

La perte nette s'est élevée à 144 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net de 31 millions à l'exercice précédent. La diminution du bénéfice est en grande partie imputable aux pertes sur nos portefeuilles de placement et à la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux services bancaires aux États-Unis.

Le total des revenus a augmenté de 82 millions de dollars, ou 17 %, comparativement à l'exercice précédent.

Les revenus tirés des Services bancaires ont augmenté de 99 millions de dollars, ou 36 %, par rapport à l'exercice précédent. Libellés en dollars américains, les revenus tirés des Services bancaires se sont accrus de 30 millions de dollars, ou 11 %, résultat qui reflète la croissance de 58 % des prêts et la croissance de 59 % des dépôts, en raison principalement de l'acquisition de RBTT et d'ANB à l'exercice précédent. Ces résultats ont été neutralisés en partie par les pertes de 92 millions de dollars US sur nos portefeuilles de placement, principalement liées à nos services bancaires aux États-Unis, par la compression des écarts découlant de la réduction des taux d'intérêt, ainsi que par le nombre plus élevé de prêts à intérêts non comptabilisés. Pour une analyse détaillée de nos pertes, se reporter à la rubrique Incidence du contexte du marché.

Les revenus de RBC Dexia IS ont diminué de 17 millions de dollars, ou 8 %, comparativement à l'exercice précédent. La diminution est en grande partie imputable à la réduction des revenus tirés des services tarifés découlant de la baisse des biens administrés, laquelle reflète la dépréciation du capital découlant de la volatilité continue des marchés mondiaux des capitaux, des remboursements nets et des volumes de transactions à la baisse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des écarts liés aux dépôts en espèces des clients.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 200 millions de dollars, en hausse de 129 millions par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse, qui est principalement liée aux services bancaires aux États-Unis, est en grande partie imputable au nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis et à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de détail, qui reflète l'intensification de la récession et le repli du marché de l'habitation aux États-Unis, ainsi que la prise en compte de l'acquisition d'ANB. L'incidence défavorable de la dépréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion de la dotation à la provision pour pertes sur créances libellée en dollars

américains a également contribué à l'augmentation. Pour plus de détails sur la dotation à la provision pour pertes sur créances et sur nos portefeuilles de prêts liés aux services bancaires aux États-Unis, se reporter à la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 217 millions de dollars, ou 57 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la hausse des coûts liés à l'effectif et les coûts d'occupation découlant de l'acquisition de RBTT et d'ANB, ainsi que l'incidence défavorable de la dépréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains.

Premier trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008

La perte nette s'est élevée à 144 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 206 millions au trimestre précédent. Ce résultat reflète principalement la baisse des pertes au titre de nos portefeuilles de placement liés aux services bancaires aux États-Unis.

Le total des revenus a augmenté de 95 millions de dollars, ou 20 %, comparativement au dernier trimestre. L'augmentation reflète principalement la baisse des pertes au titre de nos portefeuilles de placement et l'incidence favorable de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la plus importante compression des écarts liés aux services bancaires aux États-Unis, laquelle découle de la réduction des taux d'intérêt. La hausse du nombre de prêts à intérêts non comptabilisés et la diminution des revenus tirés des services tarifés de RBC Dexia IS ont également neutralisé en partie l'augmentation des revenus.

La dotation à la provision pour pertes sur créances est essentiellement demeurée inchangée par rapport au trimestre précédent. En ce qui concerne les services bancaires aux États-Unis, la diminution des provisions au titre des activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis a été en grande partie neutralisée par la hausse des provisions liées à notre portefeuille de prêts commerciaux.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 10 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au dernier trimestre, résultat qui reflète l'incidence défavorable de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains, laquelle a largement neutralisé la réduction des coûts liés à l'effectif.

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Revenu net d'intérêt (1)	922 \$	648 \$	318 \$
Revenus autres que d'intérêt	487	542	814
Total des revenus (1)	1 409 \$	1 190 \$	1 132 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	160 \$	77 \$	28 \$
Frais autres que d'intérêt	891	124	734
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1)	358 \$	989 \$	370 \$
Bénéfice net	225 \$	584 \$	304 \$
Revenus par division			
Marchés des capitaux – Ventes et opérations	886 \$	470 \$	646 \$
Services à la grande entreprise et banque d'investissement	523	720	486
Principales données moyennes et autres renseignements (2)			
Rendement des capitaux propres (3)	10,4 %	34,6 %	23,9 %
Rendement du capital de risque (3)	12,0 %	40,5 %	29,1 %
Titres du compte de négociation	122 800 \$	133 600 \$	144 800 \$
Dotations aux provisions spécifiques en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	1,37 %	0,73 %	0,30 %
Prêts et acceptations	46 200 \$	41 900 \$	36 600 \$
Dépôts	132 700	135 000	127 300

	Premier trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008	Premier trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2008
Incidence de la conversion en dollars canadiens de certains éléments libellés en dollars américains et en livres sterling		
Total des revenus : augmentation (diminution)	(54)\$	2 \$
Frais autres que d'intérêt : augmentation (diminution)	33	74
Bénéfice net : augmentation (diminution)	(52)	(43)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (4)	(10)%	(19)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling (4)	6 %	10 %

(1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2008.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) Le rendement des capitaux propres est calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée du rendement des capitaux propres et du rendement du capital de risque.

(4) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Premier trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2008

Le bénéfice net a diminué de 79 millions de dollars, ou 26 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement des pertes plus élevées et de l'augmentation des ajustements défavorables des évaluations du crédit à l'égard de certains contrats de dérivés découlant du contexte du marché, comme il est décrit à la rubrique Incidence du contexte du marché. La hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, l'augmentation des frais autres que d'intérêt et l'accroissement du taux d'imposition effectif ont également contribué au résultat à la baisse. La forte dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a également eu une incidence défavorable sur le bénéfice net. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par la hausse des revenus générés dans plusieurs secteurs d'activité.

Le total des revenus a augmenté de 277 millions de dollars, ou 24 %, comparativement à l'exercice précédent.

Les revenus du secteur Marchés des capitaux – Ventes et opérations, ont augmenté de 240 millions de dollars, ou 37 %, en raison principalement des résultats à la hausse tirés de certaines activités de négociation de titres à revenu fixe, activités de négociation de dérivés sur actions et opérations de change, neutralisés en partie par la hausse des pertes liées à certains autres produits à revenu fixe, par l'augmentation des ajustements défavorables de l'évaluation du crédit de certains contrats de dérivés et par la réduction des gains découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, en raison du contexte du marché.

Les revenus du secteur Services à la grande entreprise et banque d'investissement se sont accrus de 37 millions de dollars, ou 8 %, par

rapport à l'exercice précédent. L'augmentation est en grande partie attribuable aux résultats à la hausse tirés de nos activités de prêts et de nos opérations de titrisation, ainsi qu'à l'amélioration des activités de montage de prêts, facteurs neutralisés en partie par la baisse des gains liés aux swaps sur défaillance qui sont comptabilisés à la juste valeur et qui servent de couverture économique à certains prêts consentis à de grandes entreprises au sein de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est élevée à 160 millions de dollars, comparativement à 28 millions à l'exercice précédent. L'augmentation est en grande partie liée à un prêt consenti à un client spécifique des services de courtage privilégié. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 157 millions de dollars, ou 21 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'accroissement des revenus et de l'incidence défavorable de la dépréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains.

Premier trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008

Le bénéfice net a diminué de 359 millions de dollars, ou 61 %, par rapport au dernier trimestre, car le résultat au trimestre précédent a été touché de façon favorable par la réduction de 542 millions de dollars (252 millions après impôts et écritures de compensation connexes) de la provision au titre du litige relatif à Enron. La hausse des pertes et l'augmentation des ajustements défavorables de l'évaluation du crédit à l'égard de certains contrats de dérivés découlant du contexte du

marché, la hausse des frais au titre de la rémunération variable et l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes sur créances ont également contribué au résultat à la baisse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des revenus dégagés dans plusieurs des secteurs d'activité.

Le total des revenus a augmenté de 219 millions de dollars, ou 18 %, comparativement au trimestre précédent, en raison principalement des résultats à la hausse tirés de certaines activités de négociation de titres à revenu fixe, activités de négociation de dérivés sur actions et opérations de change, ainsi que de l'accroissement des activités de montage de titres de participation et des opérations de titrisation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des pertes liées à certains autres produits à revenu fixe, par l'augmentation des ajustements défavorables de l'évaluation du crédit à l'égard de certains contrats de dérivés et par la diminution des gains découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC

désignés comme détenus à des fins de transaction. La baisse des gains liés aux swaps sur défaillance qui sont comptabilisés à la juste valeur et qui servent de couverture économique à certains prêts consentis à de grandes entreprises au sein de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises et la réduction des activités de fusion et d'acquisition ont également neutralisé en partie l'augmentation des revenus.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est élevée à 160 millions de dollars, comparativement à 77 millions au trimestre précédent. L'augmentation est en grande partie liée à un prêt consenti à un client spécifique des services de courtage privilégié.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 767 millions de dollars comparativement au trimestre précédent, en raison principalement de la réduction de la provision au titre du litige relatif à Enron, au trimestre précédent. La hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'accroissement des revenus a également contribué à cette augmentation.

Services de soutien généraux

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse des tendances d'une période à l'autre n'est pas pertinente. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments importants qui ont

eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période. Les résultats des Services de soutien généraux ont été touchés de façon importante par la volatilité continue des marchés mondiaux des capitaux et par l'incertitude économique.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Revenu net d'intérêt (1)	(279)\$	(210)\$	(224)\$
Revenus autres que d'intérêt	436	32	53
Total des revenus (1)	157 \$	(178)\$	(171)\$
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	117 \$	119 \$	(20)\$
Frais autres que d'intérêt	(8)	46	(11)
Bénéfice net (perte nette) avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1)	48 \$	(343)\$	(140)\$
Bénéfice net (perte nette)	36 \$	(109)\$	(33)\$
Titrisation			
Total des créances titrisées et vendues en cours (2)	25 429 \$	15 196 \$	17 574 \$
Nouvelles opérations de titrisation au cours de la période (3)	7 025	1 877	600

- (1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2008. Ces montants tiennent compte de l'écriture d'élimination des ajustements liés à certains revenus avantageux sur le plan fiscal (dividendes imposables de sociétés canadiennes) comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009 s'est établi à 60 millions de dollars (102 millions au 31 octobre 2008; 132 millions au 31 janvier 2008).
- (2) Le total des créances titrisées et vendues en cours se compose de créances liées aux prêts sur cartes de crédit et aux prêts hypothécaires résidentiels au Canada.
- (3) Les nouvelles opérations de titrisation se composent des créances liées aux prêts hypothécaires résidentiels au Canada et aux prêts sur cartes de crédit titrisées et vendues au cours de la période. Se reporter à la note 6 des Notes complémentaires des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour plus de détails à ce sujet. Ce montant ne tient pas compte des activités de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels au Canada et de prêts hypothécaires commerciaux du secteur Marchés des Capitaux.

Premier trimestre de 2009

Le bénéfice net de 36 millions de dollars comprend des gains au titre des opérations de titrisation, déduction faite de couvertures économiques de 267 millions (183 millions après impôts), qui reflètent un niveau d'activités de titrisation plus élevé que la normale. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan. Le bénéfice net comprend également des gains découlant de la variation de la juste valeur des dérivés qui servent de couverture économique à nos activités de financement et des gains de 41 millions (28 millions après impôts) découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la comptabilisation d'un montant de 149 millions de dollars (101 millions après impôts) au titre de la provision générale au cours du trimestre considéré et par des pertes de 139 millions (101 millions après impôts) liées à certains titres disponibles à la vente. Pour une analyse détaillée des provisions générales et des pertes, se reporter aux rubriques Risque de crédit et Incidence du contexte du marché, respectivement.

Quatrième trimestre de 2008

La perte nette de 109 millions de dollars comprend des pertes de 154 millions (107 millions après impôts) liées à nos titres, dont une tranche de 113 millions à trait à des titres disponibles à la vente, et une tranche de 41 millions, à des titres détenus à des fins de transaction. La perte nette tient également compte de la comptabilisation d'un montant

de 145 millions de dollars (98 millions après impôts) au titre de la provision générale, en raison de la croissance du volume et de la diminution de la qualité du crédit de notre portefeuille de prêts de détail au Canada par rapport aux périodes antérieures ainsi que de la faiblesse de notre portefeuille lié aux services bancaires aux États-Unis, d'une perte de change liée à nos dépôts libellés en dollars américains utilisés pour financer certains titres disponibles à la vente et de pertes de 30 millions (20 millions après impôts) liées à l'annulation des initiatives de paiement au sein de l'industrie canadienne au cours du trimestre. Ces pertes ont été neutralisées en grande partie par les gains de 111 millions de dollars (76 millions après impôts) liés aux ajustements à la juste valeur des titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, par les gains au titre des activités de titrisation, déduction faite des activités de couverture de 58 millions (39 millions après impôts), et par les gains de 50 millions (33 millions après impôts) découlant de la variation de la juste valeur des dérivés ayant servi de couverture économique à nos activités de financement. Nous avons également constaté un gain net au titre des montants d'impôts qui sont principalement liés à nos activités de financement de l'entreprise et qui n'ont pas été attribués à nos secteurs d'exploitation.

Premier trimestre de 2008

La perte nette de 33 millions de dollars reflète principalement un écart de conversion lié aux dépôts libellés en dollars américains utilisés pour financer certains titres disponibles à la vente libellés en dollars

américains, ainsi que la réduction de valeur d'un actif d'impôts reporté qui reflète la réduction récente des taux d'imposition des sociétés au Canada en 2008. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par des montants d'impôts liés aux activités de financement de l'entreprise et

qui n'ont pas été attribués à nos secteurs d'exploitation, ainsi que par des gains de 35 millions de dollars (24 millions après impôts) découlant de la variation de la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction.

Résultats par secteur géographique ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le											
	31 janvier 2009				31 octobre 2008				31 janvier 2008			
	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Total des revenus	4 454 \$	2 071 \$	416 \$	6 941 \$	3 546 \$	705 \$	818 \$	5 069 \$	3 940 \$	1 070 \$	637 \$	5 647 \$
Bénéfice net (perte nette)	1 023 \$	199 \$	(169)\$	1 053 \$	915 \$	86 \$	119 \$	1 120 \$	1 015 \$	84 \$	146 \$	1 245 \$

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Pour plus de détails sur la présentation des résultats par secteur géographique, se reporter à la note 28 des Notes complémentaires de notre rapport annuel 2008.

Premier trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2008

Le bénéfice net au Canada s'est établi à 1 023 millions de dollars, en hausse de 8 millions, ou 1 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement les gains au titre des activités de titrisation, déduction faite des activités de couverture économique, la croissance des volumes, un ajustement favorable du passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit et la gestion des coûts liés à nos services bancaires, ainsi que les résultats à la hausse tirés des activités de négociation de certains titres à revenu fixe et opérations de change. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation des ajustements défavorables de l'évaluation du crédit à l'égard de certains contrats de dérivés, par la compression des écarts liés à nos services bancaires et par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est élevé à 199 millions de dollars, en hausse de 115 millions comparativement à l'exercice précédent; ce résultat tient principalement aux résultats à la hausse tirés de certaines activités de négociation de change, de titres à revenu fixe et de dérivés sur actions. Ce facteur a été neutralisé en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'accroissement des revenus, par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances, par l'incidence défavorable de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion du bénéfice net libellé en dollars américains, par la hausse des pertes sur les placements et par la compression des écarts liés à nos services bancaires.

La perte nette des autres pays s'est établie à 169 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net de 146 millions à l'exercice précédent. Le résultat ce trimestre tient compte de la hausse des pertes découlant du contexte du marché et des gains plus faibles découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction.

Premier trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 108 millions de dollars, ou 12 %, comparativement au trimestre précédent, résultat qui reflète en grande partie les gains au titre des activités de titrisation, déduction faite des activités de couverture économique, qui découlent du niveau plus élevé des activités de titrisation, de l'amélioration des activités de montage de titres de participation, d'un ajustement favorable du passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit, de la croissance des volumes et de la gestion des coûts liés à nos services bancaires. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'augmentation des ajustements défavorables de l'évaluation du crédit à l'égard de certains contrats de dérivés et par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le bénéfice net aux États-Unis a progressé de 113 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Le résultat ce trimestre reflète les résultats à la hausse tirés de certaines activités de négociation de titres à revenu fixe, activités de négociation de dérivés sur actions et opérations de change, et la diminution des pertes liées aux placements. Ces résultats à la hausse ont été neutralisés en partie par la réduction de la provision au titre du litige relatif à Enron comptabilisée au trimestre précédent, par la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant de l'accroissement des revenus et par l'incidence défavorable de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion du bénéfice net libellé en dollars américains.

La perte nette des autres pays s'est élevée à 169 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net de 119 millions au trimestre précédent. Le résultat de la période considérée tient compte de la hausse des pertes liées au contexte du marché et de la baisse des gains découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction.

Situation financière

Bilan condensé (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Actif			
Encaisse et montants à recevoir de banques (2)	10 199 \$	11 086 \$	4 187 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	15 362	20 041	13 664
Valeurs mobilières	172 182	171 134	184 348
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	40 930	44 818	76 419
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	283 436	289 540	245 618
Autres – Dérivés	144 376	136 134	73 345
– Autres (3)	46 691	51 106	35 180
Total de l'actif	713 176 \$	723 859 \$	632 761 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts	422 850 \$	438 575 \$	394 416 \$
Autres – Dérivés	130 196	128 705	74 127
– Autres (3)	114 467	114 039	130 225
Débitures subordonnées	7 784	8 131	5 865
Titres de fiducies de capital	1 399	1 400	1 400
Passifs liés aux actions privilégiées	–	–	300
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 308	2 371	1 523
Capitaux propres	34 172	30 638	24 905
Total du passif et des capitaux propres	713 176 \$	723 859 \$	632 761 \$

(1) L'actif et le passif monétaires exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan. L'actif et le passif non monétaires sont convertis en dollars canadiens aux taux historiques. L'actif et le passif de nos établissements autonomes dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan. Pour de plus amples informations, se reporter à la note 1 des Notes complémentaires de notre rapport annuel 2008.

(2) Le montant de 10 milliards de dollars présenté au poste Encaisse et montants à recevoir de banques au 31 janvier 2009 se compose principalement de soldes d'exploitation auprès d'autres banques, de billets de banque et de soldes d'exploitation auprès de la Banque du Canada. Étant donné que le montant présenté au poste Encaisse et montants à recevoir de banques est lié aux activités d'exploitation à court terme, nous sommes d'avis que l'analyse des tendances d'un exercice à l'autre n'est pas pertinente.

(3) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux bilans consolidés intermédiaires non vérifiés.

Premier trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2008

Notre bilan continue de subir les contrecoups du contexte actuel du marché et de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des soldes libellés principalement en dollars américains. L'augmentation de 15 milliards de dollars de notre position nette concernant les actifs liés aux dérivés par rapport à l'exercice précédent est en grande partie attribuable aux facteurs dont il est fait mention ci-dessous dans les sections concernant les actifs et passifs liés aux dérivés.

Le total de l'actif a augmenté de 80 milliards de dollars, ou 13 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui est en grande partie attribuable à l'augmentation de la juste valeur des montants liés aux dérivés, à l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des actifs libellés en devises et à la forte croissance des prêts de gros et de détail, facteurs neutralisés en partie par la diminution des conventions de revente et de certaines positions liées aux activités de négociation.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont augmenté de 2 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des dépôts productifs d'intérêts libellés principalement en dollars américains.

Les valeurs mobilières ont diminué de 12 milliards de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la réduction des activités de négociation de titres de participation et de titres de créance sur les marchés des dérivés sur actions et des titres de créance, en raison du contexte actuel du marché. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des titres libellés principalement en dollars américains, par le nombre plus élevé de positions liées aux instruments de créance garantis par le gouvernement et par le nombre plus élevé de placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles sur le marché canadien garantis par le gouvernement, à l'appui des activités de titrisation. Pour de plus amples renseignements sur nos activités de titrisation, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et biens empruntés ont diminué de 35 milliards de dollars, ou 46 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète le plus faible niveau des activités des contreparties et des activités d'emprunts de titres découlant du contexte actuel du marché. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des conventions de revente et biens empruntés libellés principalement en dollars américains.

Les prêts se sont accrus de 38 milliards de dollars, ou 15 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la forte croissance des prêts de gros découlant de l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des prêts de gros libellés principalement en dollars américains liés à nos services bancaires aux États-Unis et de l'apport d'ANB et de RBTT, deux sociétés acquises à l'exercice précédent dans le cadre de nos activités aux États-Unis et dans les Antilles, respectivement. La forte croissance des prêts aux grandes entreprises est en grande partie attribuable aux prêts consentis à des clients au Canada et aux États-Unis. La croissance des prêts de détail tient à la forte croissance des volumes liés aux produits bancaires au Canada, neutralisée en partie par le niveau plus élevé des activités de titrisation liées aux prêts hypothécaires résidentiels au Canada. Les prêts de détail liés à l'acquisition d'ANB et de RBTT ont également contribué au résultat à la hausse.

Les actifs liés aux dérivés ont augmenté de 71 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse de la juste valeur découlant de l'incidence des taux d'intérêt à la baisse sur nos positions receveur de taux fixe et de l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur les actifs libellés en devises.

Les autres actifs ont augmenté de 12 milliards de dollars, en raison principalement de l'écart d'acquisition lié aux acquisitions de RBTT, d'ANB, de PH&N et de FBW à l'exercice précédent.

Le total du passif a augmenté de 71 milliards de dollars, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'augmentation de la juste valeur des passifs liés aux dérivés, de l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur les passifs

libellés en devises et de la hausse des dépôts. Ces résultats à la hausse ont été neutralisés en partie par la baisse des activités d'emprunt de titres et des conventions de rachat.

Les dépôts se sont accrus de 28 milliards de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui est en partie attribuable à l'augmentation des dépôts des entreprises et des gouvernements, laquelle tient en grande partie à l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des dépôts libellés principalement en dollars américains, à l'émission de certains billets de dépôt, qui sont classés dans les dépôts, et à l'apport d'ANB et de RBTT, deux sociétés acquises. L'incertitude sur les marchés mondiaux des capitaux a entraîné une augmentation des financements dans le cadre d'enchères gouvernementales, neutralisée en partie par la baisse des dépôts à des banques partiellement imputable à la diminution des besoins de financement liés à nos activités de négociation. Les dépôts des particuliers ont également contribué au résultat à la hausse, en raison principalement de la forte demande visant nos produits bancaires au Canada.

Les passifs liés aux dérivés se sont accrus de 56 milliards de dollars, résultat qui est principalement imputable à la hausse de la juste valeur découlant de l'incidence de la réduction des taux d'intérêt sur les positions payeur de taux fixe et à l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur les passifs libellés en devises.

Les autres passifs ont diminué de 16 milliards de dollars, résultat qui reflète le plus faible niveau des activités des contreparties liées aux emprunts de titres, aux prêts de titres et aux conventions de rachat. Ce facteur a été partiellement contrebalancé par l'augmentation des sommes à payer à des courtiers en raison du calendrier des règlements.

Les débetures subordonnées ont augmenté de 2 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète l'émission nette de débetures subordonnées à l'appui de la croissance des activités.

Les capitaux propres ont progressé de 9 milliards de dollars, ou 37 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète en grande partie l'émission d'actions ordinaires, en contrepartie des acquisitions de RBTT, d'ANB, de PH&N et de FBW en 2008 et à l'appui de la croissance des activités. L'augmentation tient également à l'émission d'actions privilégiées, au bénéfice net et aux gains de change non réalisés de nos établissements étrangers autonomes, déduction faite de nos opérations de couverture. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les dividendes déclarés sur nos actions ordinaires et sur nos actions privilégiées, ainsi que par la hausse des pertes non réalisées sur notre portefeuille de titres disponibles à la vente.

Premier trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008

Le total de l'actif a diminué de 11 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui est en grande partie imputable au niveau plus élevé des activités de titrisation et à la diminution des dépôts productifs d'intérêts à des banques, des conventions de revente et des titres empruntés. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des actifs libellés principalement en dollars américains. L'augmentation de 7 milliards de dollars de notre position nette concernant les actifs liés aux dérivés par rapport au trimestre précédent est en grande partie attribuable aux facteurs dont il est fait mention ci-après dans les sections concernant les actifs et passifs liés aux dérivés.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont diminué de 5 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement du nombre réduit d'actifs donnés en garantie liés à nos activités de négociation.

Les valeurs mobilières se sont accrues de 1 milliard de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient principalement au nombre plus élevé de positions liées aux instruments de créance garantis par le gouvernement, en prévision de la hausse de la demande par les clients découlant de la volatilité des marchés et du nombre plus élevé de placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles sur le marché canadien qui sont garanties par le gouvernement et dont il est fait mention ci-dessus, et de titres à enchères rachetés de nos clients des services de courtage de détail aux États-Unis par suite du règlement conclu avec les autorités de réglementation américaines. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par la réduction de certaines positions liées aux titres dont il est fait mention ci-dessus.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont diminué de 4 milliards de dollars, ou 9 %, comparativement au trimestre précédent, résultat qui reflète le plus faible niveau des activités des contreparties et la diminution des activités d'emprunts de titres découlant du contexte actuel du marché.

Les prêts ont reculé de 6 milliards de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient en grande partie à la diminution de 3 milliards des prêts de gros, laquelle découle du nombre moins élevé d'actifs donnés en garantie relativement à nos activités de négociation. Les prêts de détail ont diminué par rapport au trimestre précédent, en raison principalement du niveau plus élevé des activités de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels au Canada, facteur neutralisé en partie par la croissance des volumes liés aux services bancaires canadiens.

Les actifs liés aux dérivés se sont accrus de 8 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, résultat qui est principalement attribuable à la hausse de la juste valeur découlant de l'incidence des taux d'intérêt à la baisse sur les positions receveur de taux fixe, facteur neutralisé en partie par la réduction des positions sur dérivés.

Le total des passifs a diminué de 14 milliards de dollars, ou 2 %, comparativement au dernier trimestre, en raison principalement de la diminution des dépôts, qui tient en partie à l'accroissement des obligations liées aux titres empruntés.

Les dépôts ont diminué de 16 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient en grande partie à la diminution des dépôts des entreprises, en raison de la réduction de nos besoins de financement liés aux activités de négociation, facteur neutralisé en partie par l'augmentation des dépôts à vue liés aux services de gestion de patrimoine canadiens et internationaux. Les dépôts des particuliers ont augmenté, en raison de la forte demande visant nos produits bancaires au Canada.

Les passifs liés aux dérivés se sont accrus de 1 milliard de dollars, résultat qui est en grande partie imputable à l'augmentation de la juste valeur découlant de l'incidence des taux d'intérêt à la baisse sur nos positions payeur de taux fixe, facteur neutralisé en partie par la réduction stratégique de nos positions sur dérivés.

Les capitaux propres ont augmenté de 4 milliards de dollars, ou 12 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement l'émission d'actions ordinaires et d'actions privilégiées pour appuyer la croissance des activités. L'augmentation tient également au bénéfice net et aux gains de change non réalisés de nos établissements étrangers autonomes, déduction faite de nos opérations de couverture. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les dividendes déclarés sur nos actions ordinaires et sur nos actions privilégiées, ainsi que par la hausse des pertes non réalisées sur notre portefeuille de titres disponibles à la vente.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans nos bilans consolidés. Une analyse complète de ces types d'arrangements, et plus précisément de leur nature, de leur utilisation et de leur importance, est présentée aux pages 76 à 80 de notre rapport annuel 2008.

Opérations de titrisation

Nous procédons périodiquement à la titrisation de créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels, principalement afin de diversifier nos sources de financement et d'améliorer notre position de liquidité. Nous procédons aussi à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation. Nous effectuons aussi des opérations de titrisation synthétique afin de transférer les risques liés à des éléments donnés de nos actifs financiers sans transférer réellement les actifs, par l'intermédiaire de certains instruments financiers.

En octobre 2008, le gouvernement du Canada a annoncé la création du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés, en vertu duquel il achètera des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles assurés par le gouvernement, dans le cadre de ses efforts visant à maintenir l'accès à du crédit à long terme pour la population canadienne et à accroître les liquidités du système financier au Canada. Le gouvernement du Canada a majoré ce montant à 125 milliards de dollars lorsqu'il a annoncé son budget en janvier 2009. Notre programme de titrisation nous fournit une source de financement rentable, car les prix des titres à enchères sont de façon générale inférieurs à ceux des sources de financement de gros traditionnelles à l'heure actuelle, en raison du contexte du marché. Au cours du premier trimestre de 2009, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels d'un montant de 10,6 milliards de dollars. Une tranche de 7,9 milliards de dollars de ce montant a été vendue et la tranche

résiduelle de 2,7 milliards a été conservée. En raison de la possibilité de bénéficier d'un financement à faible coût, le niveau de nos activités de titrisation au cours du trimestre a été plus élevé comparativement à celui des périodes antérieures. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la note 6 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Conduits multicédants gérés par RBC

Dans le cas des facilités engagées, nos conduits multicédants achètent des actifs financiers jouissant d'une qualité du crédit élevée, principalement auprès de nos clients, et ils financent en majorité ces achats au moyen de l'émission de papier commercial adossé à des actifs (PCAA) assorti d'une cote élevée et offert à escompte. Il existe, pour les actifs achetés, des facilités de garantie de liquidités sous-jacentes, qui égalent généralement 102 % des actifs que nos conduits multicédants ont achetés ou se sont engagés à acheter. Les facilités de garantie de liquidité servent principalement à fournir une autre source de financement advenant le cas où nos conduits multicédants n'auraient pas accès au marché du PCAA. Dans la plupart des cas, nous fournissons la facilité de garantie de liquidité liée à l'opération. Nous fournissons également une facilité de rehaussement de crédit à l'échelle du programme, qui représente généralement 10 % de la valeur nominale du PCAA en cours. Le montant total de l'engagement au titre des facilités de garantie de liquidité et de la facilité de rehaussement de crédit à l'échelle du programme est supérieur au montant des actifs que nos conduits multicédants ont achetés ou se sont engagés à acheter. Le risque de perte maximal ne peut pas excéder le montant des actifs que nos conduits multicédants ont achetés ou se sont engagés à acheter; par conséquent, le risque de perte maximal attribuable à nos facilités de garantie de liquidité et de rehaussement de crédit est inférieur au montant total de l'engagement au titre de ces facilités.

Facilités de liquidités et de rehaussement de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2009				Au 31 octobre 2008				Au 31 janvier 2008			
	Valeur nominale des facilités engagées (1)	Valeur nominale attribuable	Prêts en cours	Risque de perte maximal total	Valeur nominale des facilités engagées (1)	Valeur nominale attribuable	Prêts en cours	Risque de perte maximal total	Valeur nominale des facilités engagées (1)	Valeur nominale attribuable	Prêts en cours	Risque de perte maximal total
Facilités de garantie de liquidité	41 492 \$	35 319 \$	1 983 \$	37 302 \$	43 452 \$	37 080 \$	1 947 \$	39 027 \$	43 782 \$	38 765 \$	1 083 \$	39 848 \$
Facilités de rehaussement de crédit	4 253	4 253	–	4 253	4 486	4 486	–	4 486	4 275	4 275	–	4 275
Total	45 745 \$	39 572 \$	1 983 \$	41 555 \$	47 938 \$	41 566 \$	1 947 \$	43 513 \$	48 057 \$	43 040 \$	1 083 \$	44 123 \$

(1) Selon le plafond de financement total lié aux facilités engagées

Risque de perte maximal par type d'actifs des clients

(en millions de dollars)	Au 31 janvier 2009			Au 31 octobre 2008			Au 31 janvier 2008		
	(\$ US)	(\$ CA)	Total (\$ CA)	(\$ US)	(\$ CA)	Total (\$ CA)	(\$ US)	(\$ CA)	Total (\$ CA)
Actifs titrisés en cours									
Prêts sur cartes de crédit	11 180 \$	1 494 \$	15 207 \$	12 281 \$	1 494 \$	16 286 \$	12 000 \$	984 \$	13 030 \$
Prêts-auto et crédit-bail automobile	3 501	4 614	8 908	3 426	5 390	9 517	4 603	6 905	11 525
Prêts aux étudiants	3 609	–	4 426	3 670	–	4 420	2 709	–	2 719
Créances clients	1 974	1 592	4 012	2 280	2 302	5 048	2 412	2 233	4 654
Créances au titre du matériel	770	1 962	2 907	365	1 535	1 975	468	1 900	2 370
Titres adossés à des actifs	2 353	–	2 886	2 360	–	2 843	1 919	–	1 926
Prêts à la consommation	1 122	–	1 376	1 122	–	1 351	1 737	40	1 783
Créances au titre du financement des stocks des concessionnaires	326	187	588	327	187	581	326	187	515
Primes d'assurance	193	86	322	213	203	460	306	315	622
Autres prêts	259	–	318	276	–	333	331	–	333
Créances liées au marché de l'électricité	–	306	306	–	306	306	–	306	306
Prêts pour camions et crédit-bail pour camions	166	–	203	235	–	283	437	–	438
Prêts hypothécaires résidentiels	–	96	96	–	110	110	3 724	164	3 902
Total	25 453 \$	10 337 \$	41 555 \$	26 555 \$	11 527 \$	43 513 \$	30 972 \$	13 034 \$	44 123 \$
Montant équivalent en dollars canadiens	31 218 \$	10 337 \$	41 555 \$	31 986 \$	11 527 \$	43 513 \$	31 090 \$	13 034 \$	44 123 \$

Le risque de perte maximal s'élevait à 41,6 milliards de dollars au 31 janvier 2009 (43,5 milliards au 31 octobre 2008; 44,1 milliards au 31 janvier 2008). Le montant maximal des actifs que les conduits multicédants pourraient être tenus d'acheter en vertu des engagements d'achat se chiffrait à 40,8 milliards de dollars au 31 janvier 2009 (42,7 milliards au 31 octobre 2008; 43,0 milliards au 31 janvier 2008). Sur l'ensemble des engagements d'achat, les conduits en cours multicédants avaient acheté au total pour 31,1 milliards de dollars d'actifs financiers au 31 janvier 2009 (33,6 milliards au 31 octobre 2008; 31,5 milliards au 31 janvier 2008).

Les conduits multicédants achètent divers actifs financiers et ils financent les achats en émettant du papier commercial adossé à des actifs assorti de cotes élevées, sans levier financier. Les principales catégories d'actifs financés par les conduits multicédants sont les prêts sur cartes de crédit, les prêts-auto et le crédit-bail automobile, les prêts aux étudiants, les créances clients, les créances au titre du matériel, les titres adossés à des actifs et les prêts à la consommation. Au 31 janvier 2009, ces catégories d'actifs représentaient 96 % de notre risque de perte maximal par type d'actifs des clients (95 % au 31 octobre 2008; 86 % au 31 janvier 2008). Moins de 1 % (1 % au 31 octobre 2008; 1,5 % au 31 janvier 2008) des actifs titrisés en cours étaient constitués des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A aux États-Unis, et les actifs titrisés ne comprennent pas de prêts hypothécaires commerciaux.

Nous poursuivons nos activités de montage de manière sélective, tout en réduisant nos expositions et nos concentrations. Les actifs libellés en dollars américains ont diminué de 1,1 milliard de dollars US et les actifs libellés en dollars canadiens ont diminué de 1,2 milliard principalement dans la catégorie des prêts sur cartes de crédit et des prêts auto et crédit-bail automobile, respectivement. Le montant des rehaussements de crédit fournis par les cédants dans le cadre de nouvelles transactions et du renouvellement de transactions existantes a augmenté, car les cotes de crédit liées à ces transactions ont été haussées au cours du trimestre.

Au 31 décembre 2008, la moyenne pondérée de la protection de crédit de premier niveau contre les pertes s'établissait à 38,8 % du total des actifs (35,7 % au 30 septembre 2008), ce qui correspond à un multiple de couverture de 8,8 fois (10,5 fois au 30 septembre 2008) le taux de pertes annuel moyen pondéré prévu de 4,4 % (3,5 % au 30 septembre 2008) lié au portefeuille d'actifs de clients. L'augmentation de la protection de crédit de premier niveau tient au rehaussement du crédit des nouvelles transactions et des transactions renouvelées, car les cotes de crédit liées à ces transactions ont été haussées au cours du trimestre.

En outre, la structure de frais des conduits multicédants contribue à diminuer le risque auquel nous sommes exposés à l'égard du portefeuille. Au 31 janvier 2009, 90 % des actifs titrisés (plus de 90 % au 31 octobre 2008; 93 % au 31 janvier 2008) sont financés par le recouvrement du coût de financement et d'autres frais.

Les conduits multicédants aux États-Unis incluent 2,9 milliards de dollars de titres adossés à des actifs. Les conduits multicédants au

Canada ne comprennent aucun titre adossé à des actifs. En 2008, certains conduits multicédants aux États-Unis ont eu recours à nos facilités de garantie de liquidité pour financer une portion des titres adossés à des actifs. Ces emprunts se chiffraient à 2,0 milliards de dollars au 31 janvier 2009 (1,9 milliard au 31 octobre 2008; 1,1 milliard au 31 janvier 2008). Une tranche de 204 millions de dollars de ce montant a trait à un TGC lié à des TAA et est classée comme un prêt douteux. Au 31 janvier 2009, la provision pour pertes sur prêts au titre de ce prêt douteux totalisait 65 millions de dollars (65 millions au 31 octobre 2008; néant au 31 janvier 2008).

Le PCAA émis par les conduits totalise 31,1 milliards de dollars au 31 janvier 2009 (33,6 milliards au 31 octobre 2008; 31,6 milliards au 31 janvier 2008), et 73 % (74 % au 31 octobre 2008; 78 % au 31 janvier 2008) de l'ensemble de ce papier commercial obtient généralement la cote de crédit la plus élevée de chaque agence de notation et la tranche restante du papier commercial obtient la deuxième cote en importance attribuée par chaque agence de notation. Nous achetons à l'occasion le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter la liquidité générale du programme. Au 31 janvier 2009, la juste valeur de nos placements s'élevait à 443 millions de dollars (598 millions au 31 octobre 2008; 787 millions au 31 janvier 2008), lesquels sont classés comme des titres détenus à des fins de transaction dans notre bilan consolidé.

Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous fournissons à des tiers des garanties, notamment des dérivés de crédit, des ventes d'options de vente, des garanties pour prêt de titres, des facilités de garantie de liquidité, des lettres de garantie financière, des garanties de bonne fin, des produits à valeur stable, des rehaussements de crédit, des prêts hypothécaires vendus avec recours et certaines ententes d'indemnisation. Au 31 janvier 2009, nous avons des facilités de garantie de liquidité d'un montant de 36 milliards de dollars (38 milliards au 31 octobre 2008; 40 milliards au 31 janvier 2008) relativement à nos programmes de papier commercial adossé à des actifs, dont une tranche correspondant à 97 % (98 % au 31 octobre 2008; 96 % au 31 janvier 2008) était engagée auprès de conduits multicédants gérés par RBC. Se reporter à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2008 pour de plus amples renseignements sur les garanties dont il est fait mention ci-dessus et pour une description de nos obligations au titre de certaines ententes d'indemnisation, ainsi qu'à la note 15 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Restructuration de certains conduits de papier commercial adossé à des actifs (PCAA) non commandité par des banques (accord de Montréal)

Se reporter à la rubrique Information supplémentaire – Forum sur la stabilité financière et à la note 10 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour une analyse de la restructuration de certains conduits de PCAA non commandité par des banques.

Information supplémentaire – Forum sur la stabilité financière

Le Forum sur la stabilité financière (FSF) réunit des hauts représentants des autorités financières internationales, notamment des banques centrales, des autorités de contrôle et des institutions financières internationales. Le 7 avril 2008, le FSF a présenté aux ministres des pays membres du G7 un rapport sur les conditions actuelles du marché du crédit. Parmi les principales recommandations figurant dans le rapport, mentionnons le fait que les entreprises doivent publier davantage d'information sur les risques auxquels elles sont exposées et sur les méthodes d'évaluation, y compris les pertes, ainsi que sur la gestion des liquidités. Les informations que nous présentons sont dans l'ensemble conformes aux recommandations du FSF portant sur les questions qui revêtent de l'importance pour nous.

Nous fournissons des informations dans les rubriques suivantes de notre Rapport aux actionnaires :

- Rendement financier – Incidence du contexte du marché
- Gestion du risque, du capital et des liquidités – Risque de crédit et risque de marché
- Arrangements hors bilan

Il y a également lieu de se reporter aux informations concernant les politiques et méthodes de détermination des justes valeurs, aux notes 1 et 2 de nos états financiers consolidés annuels de 2008.

Risques nets liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain découlant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des TGC et des prêts hypothécaires

	Au 31 janvier 2009			Total
	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comporter des prêts à risque ou de catégorie Alt-A	
(en millions de dollars canadiens)				
Juste valeur des titres, avant les opérations de couverture	565 \$	1 491 \$	53 \$	2 109 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, selon la cote				
AAA	107 \$	1 213 \$	– \$	
AA	51	138	–	
A	46	14	–	
BBB	6	81	–	
Inférieure à BBB-	4	45	46	
Total	214 \$	1 491 \$	46 \$	1 751 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, par année de montage				
2003 (ou avant)	28 \$	31 \$	– \$	
2004	37	86	–	
2005	140	654	22	
2006	9	447	24	
2007	–	273	–	
Total	214 \$	1 491 \$	46 \$	1 751 \$
Coût après amortissement des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A (prêts entiers)	294 \$	970 \$	– \$	1 264 \$
Risque total lié aux prêts à risque et de catégorie Alt-A, déduction faite des opérations de couverture	508 \$	2 461 \$	46 \$	3 015 \$
Sensibilité de la juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, aux modifications des hypothèses :				
Augmentation de 100 points de base de l'écart de taux	(7)\$	(42)\$	(1)\$	
Augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt	(8)	(37)	2	
Augmentation de 20 % des taux de défaillance	(65)	(52)	(1)	
Diminution de 25 % des taux de paiement anticipé	(12)	(87)	1	

Risques liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain

Certaines activités et opérations que nous effectuons nous exposent au risque de crédit lié aux prêts à risque et aux créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A sur le marché américain. Les risques figurant au bilan auxquels nous sommes exposés ont trait principalement à nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, dans des TGC liés à des TAA et dans des prêts hypothécaires (prêts entiers), lesquels constituent des prêts plutôt que des titres. Les titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et les TGC liés à des TAA peuvent être inscrits au bilan soit comme des titres détenus à des fins de transaction, soit comme des titres disponibles à la vente. Les prêts hypothécaires sont comptabilisés au coût après amortissement. Le tableau suivant présente la juste valeur de ces placements, déduction faite des opérations de couverture. Les risques nets liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain représentaient environ 0,4 % du total de notre actif au 31 janvier 2009.

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au 31 janvier 2009
Juste valeur des TGC, déduction faite des opérations de couverture, par type de garantie	
TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A sur le marché américain	46 \$
TGC de sociétés	371
Total des TGC, déduction faite des opérations de couverture	417 \$

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 214 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain. Relativement à ces risques potentiels, plus de 95 % de nos placements connexes présentaient une cote A ou supérieure, et 50 %, une cote AAA, sur une base nette, au 31 janvier 2009. Aucun de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles n'a été émis au cours des deux dernières années.

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 1 491 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. Relativement à ces risques potentiels, plus de 81 % de nos placements connexes présentaient une cote AAA au 31 janvier 2009. Moins de 49 % de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles ont été émis en 2006 et en 2007.

Du total de nos placements dans des TGC, des placements de 46 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque ou aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. Cela représente moins de 12 % du montant total net de nos positions non couvertes sur nos placements directs dans les TGC, qui totalisait 417 millions de dollars.

Comme l'illustre le tableau ci-dessus, les modifications des hypothèses ont des répercussions relativement négligeables sur les risques nets liés à nos placements dans des prêts à risque et prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. La principale incidence tient à une augmentation de 20 % des taux de défaillance, qui entraîne une diminution de 7 % ou moins de la juste valeur nette de nos placements dans des prêts à risque et prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain, car la plupart de nos placements sont assortis de cotes AAA ou constituent des titres de premier rang compris dans la structure du capital. Une diminution de 25 % des taux de paiement anticipé occasionne une baisse de 6 % ou moins de la juste valeur de nos placements en prêts à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, déduction faite des opérations de couverture.

Structures d'accueil

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses opérations financières avec des structures d'accueil. Ces dernières sont habituellement créées dans un but unique et distinct, leur durée de vie est souvent limitée et elles servent à isoler juridiquement les actifs financiers qu'elles détiennent par rapport à l'organisation cédante, qui peut être un de nos clients ou notre organisation. Les structures d'accueil ne sont pas des entités en exploitation et elles n'ont généralement aucun effectif. Les structures d'accueil peuvent être des entités à détenteurs de droits variables (EDDV), telles qu'elles sont définies à la NOC-15 du *Manuel de l'ICCA*, intitulée « Consolidation des entités à détenteurs de droits variables ». En vertu des PCGR, nous pouvons comptabiliser ou non les EDDV dans notre bilan. Se reporter aux pages 76 à 80 de notre rapport annuel 2008 pour une analyse détaillée de nos structures d'accueil hors bilan.

Se reporter aux pages 37, 148 et 149 de notre rapport annuel 2008 pour en savoir davantage sur les EDDV que nous avons consolidées (figurant au bilan) ou sur celles dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs, mais que nous n'avons pas consolidées (hors bilan). Le tableau suivant fournit des renseignements supplémentaires sur ces EDDV au 31 janvier 2009.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2009						
	Total de l'actif (1)	Risque maximal (1),(2)	Total de l'actif par cote de crédit				
			AAA et AA	A	BBB	BB et cote plus faible	Aucune cote
EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs :							
Conduits multicédants (3)	40 779 \$	41 555 \$	22 513 \$	17 005 \$	1 055 \$	206 \$	– \$
EDDV de financement structuré	10 725	3 889	5 986	553	–	–	4 186
EDDV de création de produits de crédit	1 539	970	805	54	61	543	76
Conduits de tiers	736	369	580	97	59	–	–
Fonds de placement	662	253	–	–	–	–	662
Autres	168	60	–	–	–	–	168
	54 609 \$	47 096 \$	29 884 \$	17 709 \$	1 175 \$	749 \$	5 092 \$
EDDV consolidées :							
EDDV de financement structuré	1 814 \$		906 \$	908 \$	– \$	– \$	– \$
Fonds de placement	1 239		–	–	–	–	1 239
EDDV de création de produits de crédit	178		–	–	–	178	–
Structures de rémunération	62		–	–	–	–	62
Autres	78		–	–	–	–	78
	3 371 \$		906 \$	908 \$	– \$	178 \$	1 379 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2009								
	Total de l'actif (1)	Risque maximal (1),(2)	Total de l'actif par durée moyenne jusqu'à l'échéance				Total de l'actif selon l'emplacement géographique des emprunteurs		
			Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans objet	Canada	États-Unis	Autres pays
EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs :									
Conduits multicédants (3)	40 779 \$	41 555 \$	17 235 \$	21 379 \$	2 165 \$	– \$	10 134 \$	28 990 \$	1 655 \$
EDDV de financement structuré	10 725	3 889	–	–	6 029	4 696	–	10 725	–
EDDV de création de produits de crédit	1 539	970	–	–	1 539	–	–	1 539	–
Conduits de tiers	736	369	724	12	–	–	736	–	–
Fonds de placement	662	253	–	15	–	647	318	105	239
Autres	168	60	4	–	–	164	44	124	–
	54 609 \$	47 096 \$	17 963 \$	21 406 \$	9 733 \$	5 507 \$	11 232 \$	41 483 \$	1 894 \$
EDDV consolidées :									
EDDV de financement structuré	1 814 \$	–	– \$	– \$	1 814 \$	– \$	– \$	1 814 \$	– \$
Fonds de placement	1 239	–	–	–	–	1 239 \$	–	605	634
EDDV de création de produits de crédit	178	–	178	–	–	–	–	–	178
Structures de rémunération	62	–	–	–	–	62	62	–	–
Autres	78	–	–	–	70	8	5	27	46
	3 371 \$		178 \$	– \$	1 884 \$	1 309 \$	67 \$	2 446 \$	858 \$

- (1) Le total de l'actif et le risque de perte maximal correspondent aux informations que nous fournissons à la note 6 des Notes complémentaires des états financiers consolidés annuels.
- (2) Le risque de perte maximal découlant des droits variables significatifs détenus dans ces EDDV est principalement lié aux placements, aux prêts, aux facilités de liquidités et à la juste valeur des dérivés. Le risque de perte maximal découlant de nos conduits multicédants pourrait excéder le total de l'actif de ces conduits, car les facilités de liquidités que nous consentons peuvent parfois être élargies jusqu'à concurrence de 102 % du total de la valeur des actifs compris dans ces conduits.
- (3) Représente seulement les conduits multicédants que nous gérons.

La distribution des risques liés aux actifs au sein des EDDV présentée dans le tableau ci-dessus reflète la qualité du crédit des garanties sous-jacentes à ces actifs, tandis que les actifs ou les garanties sous-jacentes liés à certaines EDDV ne sont assortis d'aucune cote. Les actifs qui ne sont assortis d'aucune cote comprennent notamment les dérivés, les parts de fonds communs de placement ou de fonds de couverture ainsi que les prêts aux particuliers ou les prêts privés.

Plus de 87 % des actifs dans des EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A. Plus de 54 % des actifs dans des EDDV consolidées sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A. Dans les deux cas, les actifs proviennent principalement des États-Unis et ont différentes dates d'échéance.

Conduits multicédants

Les conduits multicédants que nous administrons représentent plus de 75 % du total des actifs des EDDV que nous ne consolidons pas, au 31 janvier 2009, et ils servent principalement à titriser des actifs financiers des clients. Nous administrons ces conduits multicédants en Amérique du Nord.

Nous achetons du papier commercial émis par nos conduits multicédants en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter la liquidité générale du programme. Au 31 janvier 2009, la juste valeur de nos placements s'élevait à 443 millions de dollars, et ces placements sont classés comme détenus à des fins de transaction.

Nous fournissons également des facilités de garantie de liquidité et des rehaussements de crédit partiels aux conduits multicédants. Se reporter à la section Arrangements hors bilan pour une analyse du total des engagements et des montants en cours au titre des facilités de liquidités et de rehaussement du crédit des conduits multicédants et pour des renseignements détaillés sur le risque de perte maximal par type d'actifs des clients au 31 janvier 2009.

PCAA canadien non commandité par des banques

En 2008, nous détenions certains placements en papier commercial de tiers non commandité par des banques assujéti à un moratoire et à la restructuration de certains conduits de PCAA (accord de Montréal). Dans le cadre du plan de restructuration conclu en janvier 2009, le PCAA non commandité par des banques a été échangé contre des billets à plus long terme de Master Asset Vehicle II (MAV II), une EDDV nouvellement constituée. Ces billets sont évalués à la juste valeur dans le bilan consolidé et s'établissaient à 2,5 millions de dollars au 31 janvier 2009. Nous participons également à une facilité de financement de marge d'une valeur nominale de 100 millions de dollars relativement à MAV II. Pour des renseignements supplémentaires sur notre participation aux activités de restructuration du PCAA non commandité par des banques, se reporter aux pages 82 et 174 de notre rapport annuel 2008 et à la note 10 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Instruments de placement structurés

Au 31 janvier 2009, nous avons des dérivés de taux d'intérêt conclus dans le cours normal de nos activités totalisant 59 millions de dollars, conclus au moyen d'instruments de placement structurés. Nous ne détenons pas de papier commercial émis au moyen d'instruments de placement structurés. Nous ne gérons aucun instrument de placement structuré.

Financement avec endettement

Nos services de financement avec endettement comprennent les activités de financement des infrastructures, des services essentiels et d'autres types d'entités. Ils ne comprennent pas le financement de première qualité ni le financement de qualité inférieure pour lequel nous ne participons pas aux placements privés. Le tableau suivant présente le total de nos engagements de financement émis et non émis par secteur géographique et par secteur d'activité, lequel représente environ 0,6 % du total de notre actif.

Risque de perte maximal par type d'actifs des clients

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2009			Variation par rapport au 31 octobre 2008		Variation nette du risque
	Engagements non capitalisés	Risque lié aux engagements capitalisés	Risque total	Engagements non capitalisés	Risque lié aux engagements capitalisés	
Financement avec endettement par secteur géographique						
Canada	230 \$	834 \$	1 064 \$	4 \$	125 \$	129 \$
États-Unis	489	1 039	1 528	56	146	202
Europe	450	1 272	1 722	79	(88)	(9)
	1 169 \$	3 145 \$	4 314 \$	139 \$	183 \$	322 \$
Financement avec endettement par type						
Placements privés dans des infrastructures ou des services essentiels	389 \$	1 101 \$	1 490 \$	124 \$	25 \$	149 \$
Placements privés dans d'autres entités	780	2 044	2 824	15	158	173
	1 169 \$	3 145 \$	4 314 \$	139 \$	183 \$	322 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2009
Risque par secteur d'activité	
Communications/médias/télécommunications	569 \$
Biens de consommation et produits industriels	1 002
Énergie	236
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	234
Soins de santé	348
Infrastructures	1 490
Services publics	359
Immobilier	52
Exploitation minière	24
Total	4 314 \$

Assurance couvrant les actifs non liés au marché des prêts à risque fournie par des assureurs spécialisés

Outre l'assurance spécialisée décrite à la section Incidence du contexte du marché, nous souscrivons directement et indirectement des polices d'assurance auprès d'assureurs spécialisés, lesquelles couvrent les

actifs non liés au marché des prêts à risque, comme il est décrit dans le tableau et dans les paragraphes qui suivent.

Polices d'assurance souscrites directement et indirectement auprès d'assureurs spécialisés

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2009	
	Valeur en capital/ nominale	Juste valeur
Financial Security Assurance Holdings Ltd. (FSA)	378 \$	51 \$
Syncora Holdings Ltd. (anciennement XL Capital Ltd.)	293	15
AMBAC Financial Group (AMBAC)	238	32
Total	909 \$	98 \$

Comme l'illustre le tableau précédent, nous détenons, au 31 janvier 2009, des polices d'assurance totalisant 909 millions de dollars souscrites auprès d'assureurs spécialisés; ces polices couvrent le risque de défaillance par l'émetteur ou la contrepartie relativement aux actifs détenus à des fins de transaction non liés au marché des prêts à risque, qui se composent de TGC ou de titres adossés à des prêts avec flux groupés de sociétés et de swaps de taux. La juste valeur comptabilisée relativement à ces polices d'assurance s'élevait à 98 millions de dollars au 31 janvier 2009.

Nous sommes également exposés à un risque indirect lié aux polices d'assurance souscrites auprès d'assureurs spécialisés, en raison des actifs que nous détenons et des facilités de liquidités que nous fournissons. Les assureurs spécialisés fournissent de l'assurance cautionnement sur les actifs de tiers que nous détenons, tels que les obligations sur le marché municipal américain, les titres à enchères et les CPG, les swaps de taux, les obligations du secteur de l'infrastructure publique et les CPG garantis. Dans de tels cas, nous bénéficions de la

protection fournie par ce contrat. La valeur en capital/nominale de ces actifs s'élevait à 2 034 millions de dollars au 31 janvier 2009. La majorité de ces actifs sont détenus dans notre portefeuille de négociation, et les variations de la juste valeur sont reflétées au poste Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation, tandis que la valeur implicite de l'assurance est reflétée dans la juste valeur de l'actif. Nous fournissons par ailleurs des facilités de liquidités de 741 millions de dollars à certains clients au titre de leurs programmes d'émissions d'obligations à l'égard desquels une assurance a été souscrite auprès d'un assureur spécialisé dans le cadre du programme, sur lesquelles une tranche de 31 millions avait été prélevée au 31 janvier 2009.

Autres informations sur le FSF

La juste valeur de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales s'élevait à 372 millions de dollars au 31 janvier 2009.

Gestion du risque, du capital et des liquidités

Contexte de gestion des risques

L'économie canadienne est entrée en récession au quatrième trimestre civil de 2008, en raison de la faiblesse de la demande américaine et mondiale, de la baisse des prix des marchandises et de l'incertitude actuelle à l'égard de la situation des marchés des capitaux. Les dépenses de consommation ont été peu élevées, reflétant ainsi l'affaiblissement des marchés du travail et de l'habitation. En outre, la récession aux États-Unis s'est accentuée au quatrième trimestre civil de 2008.

Le contexte de récession et le manque de liquidités se sont traduits par un accroissement du taux de faillites et par la détérioration de la qualité du crédit des particuliers et des entreprises, comme en témoigne l'augmentation des prêts en souffrance et des prêts douteux. La mesure dans laquelle cette détérioration se poursuivra en 2009 est encore incertaine. La volatilité des marchés boursiers a entraîné, et continuera d'entraîner, un risque de marché plus élevé et des pertes pour certaines

entreprises des marchés des capitaux et certains portefeuilles de placement.

Au cours du trimestre, nous avons pris des mesures pour atténuer une partie de l'incidence défavorable du contexte actuel de gestion des risques. Nous avons notamment pris des mesures pour améliorer notre liquidité et notre situation de capital, entre autres au moyen de l'émission de capital de première catégorie additionnel.

Nos activités commerciales nous exposent à divers risques, qui touchent presque toutes les facettes de notre exploitation. Notre objectif consiste à gérer ces risques de façon à protéger l'entreprise contre un degré inacceptable de volatilité des bénéfices tout en soutenant et en favorisant les occasions d'affaires.

Pour plus de détails, se reporter aux pages 83 à 118 de notre rapport annuel 2008 puisque notre méthode de gestion du risque n'a pas changé considérablement comparativement à celle qui est décrite dans notre rapport annuel 2008.

Risque de crédit

La récession au Canada ainsi que la récession plus marquée aux États-Unis, la faiblesse persistante du marché de l'habitation, l'augmentation du chômage et le resserrement des conditions de crédit ont continué d'avoir une incidence défavorable sur la qualité du crédit des ménages et des entreprises. Ces conditions ont donné lieu à une hausse du nombre de prêts douteux, des provisions pour pertes sur créances et de

la dotation à la provision pour pertes sur créances. Aux États-Unis, la turbulence sur les marchés financiers mondiaux, la diminution de valeur des maisons et le ralentissement des dépenses de consommation ont eu une incidence négative sur notre portefeuille de prêts aux constructeurs et de prêts commerciaux.

Risque de crédit par portefeuille et par secteur

(en millions de dollars canadiens)	Aux							
	31 janvier 2009			31 octobre 2008			31 janvier 2008	
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation				
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres (2)	Dérivés hors cote (3)	Risque total (4)	Risque total (4)	Risque total (4)
En cours	Engagements inutilisés	Autres (1)						
Prêts hypothécaires résidentiels (5)	117 791 \$	3 \$	– \$	– \$	– \$	117 794 \$	122 993 \$	113 433 \$
Prêts aux particuliers	63 592	43 168	55	–	–	106 815	103 256	89 224
Prêts sur cartes de crédit	8 926	20 099	–	–	–	29 025	28 866	28 098
Prêts aux petites entreprises	2 679	2 262	48	–	–	4 989	5 118	5 294
Prêts de détail	192 988 \$	65 532 \$	103 \$	– \$	– \$	258 623 \$	260 233 \$	236 049 \$
Prêts aux entreprises								
Exploitations agricoles	5 296 \$	412 \$	17 \$	– \$	28 \$	5 753 \$	5 786 \$	5 839 \$
Industrie automobile	4 069	1 902	134	17	728	6 850	6 519	5 618
Biens de consommation	7 066	2 189	513	–	315	10 083	10 372	8 522
Énergie	8 827	8 590	2 844	8	1 856	22 125	20 762	19 045
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	5 294	5 168	3 079	44 959	12 400	70 900	86 293	96 094
Industrie forestière	1 088	517	100	–	110	1 815	1 905	2 107
Produits industriels	4 932	2 392	313	–	363	8 000	7 839	6 640
Mines et métaux	3 703	1 185	545	26	969	6 428	6 726	4 723
Secteur immobilier et secteurs connexes	23 726	3 169	1 272	–	547	28 714	28 216	24 427
Technologie et médias	4 046	2 812	292	–	606	7 756	7 018	6 143
Transport et environnement	4 179	1 890	348	–	1 106	7 523	7 699	5 134
Autres	25 964	6 774	9 281	3 269	10 759	56 047	54 451	54 970
États souverains	2 237	2 489	11 855	1 774	12 093	30 448	36 401	29 917
Banques	3 754	4 345	51 182	57 046	33 548	149 875	163 231	185 095
Prêts de gros	104 181 \$	43 834 \$	81 775 \$	107 099 \$	75 428 \$	412 317 \$	443 218 \$	454 274 \$
Risque total	297 169 \$	109 366 \$	81 878 \$	107 099 \$	75 428 \$	670 940 \$	703 451 \$	690 323 \$

(1) Comprend les passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, ainsi que les titres de créance disponibles à la vente.

(2) Comprend les conventions de rachat et de vente ainsi que les emprunts et prêts de titres.

(3) Montant de l'équivalent-crédit compte tenu des accords généraux de compensation.

(4) Le risque total représente le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance, soit le risque brut prévu advenant un cas de défaillance par un débiteur. Ce montant est présenté compte non tenu de toute provision spécifique et il ne reflète pas l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit. Les risques liés aux catégories d'actifs « Expositions renouvelables sur la clientèle de détail éligibles » et « Autres expositions sur la clientèle de détail » prévues par l'accord de Bâle II sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accès à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(5) Comprend certaines opérations de titrisation synthétique de prêts hypothécaires.

Premier trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2008

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés s'est chiffré à 671 milliards de dollars, soit une diminution de 19 milliards ou 3 % par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution a trait principalement à la mise en pension de titres, reflétant un plus faible niveau d'activités des contreparties et une baisse des activités d'emprunts et de prêts découlant de la volatilité du marché mondial des capitaux. La diminution a été en partie contrebalancée par une forte croissance des prêts, par l'apport des acquisitions d'ANB aux États-Unis et de RBTT dans les Antilles, conclues à l'exercice précédent, par l'affaiblissement du dollar canadien qui a eu une incidence favorable sur la conversion des risques libellés en dollars américains, ainsi que par une hausse du risque lié aux dérivés hors cote.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail auquel nous sommes exposés s'est accru de 23 milliards de dollars ou 10 %, en raison principalement d'une augmentation de 18 milliards des prêts aux particuliers et d'une hausse de 4 milliards des prêts hypothécaires résidentiels, déduction faite des opérations de titrisation, par suite d'une forte demande visant les prêts garantis par des immeubles résidentiels attribuable à la vigueur des marchés de l'habitation au début de 2008, aux faibles taux d'intérêt et à un faible taux de chômage au Canada durant la majeure partie de l'exercice 2008. L'utilisation de cautionnements et de garanties au sein du portefeuille de prêts de détail fait partie intégrante de notre stratégie d'atténuation du risque de crédit. Au 31 janvier 2009, les prêts hypothécaires assurés représentaient 25 % ou 29 milliards de dollars de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels. Du montant total des prêts aux particuliers en cours, qui s'élève à 64 milliards de dollars, une tranche d'environ 32 milliards ou 50 % est garantie.

Le risque de crédit auquel nous sommes exposés relativement aux prêts de gros a diminué de 42 milliards de dollars ou 9 %. Une baisse de 74 milliards de dollars ou 41 % de la mise en pension de titres a été partiellement contrebalancée par une croissance des prêts et des engagements inutilisés de 22 milliards et par une hausse du risque lié aux dérivés hors cote de 10 milliards. En ce qui concerne le risque de crédit par secteur d'activité, les baisses de 35 milliards de dollars et de 25 milliards dans les secteurs Banques et Services financiers autres que ceux fournis par des banques, respectivement, ont été en partie contrebalancées par une croissance générale dans la plupart des autres secteurs, les augmentations les plus importantes ayant été enregistrées dans le Secteur immobilier et autres secteurs connexes, de même que dans les secteurs Énergie et Transport et environnement. Le taux d'utilisation des prêts de gros est demeuré stable au cours de la période, s'établissant à 42 %.

Premier trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés s'est chiffré à 671 milliards de dollars, soit une diminution de 33 milliards ou 5 %. Le risque de crédit lié aux prêts de détail auquel nous sommes exposés a affiché une légère baisse de 2 milliards de dollars ou 1 % par rapport au trimestre précédent, principalement en raison d'une augmentation des opérations de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels canadiens, en partie contrebalancée par un volume plus élevé de prêts aux particuliers au Canada. Le risque de crédit auquel nous sommes exposés relativement aux prêts de gros a diminué de 31 milliards de dollars ou 7 %, essentiellement en raison d'une baisse du risque lié aux dérivés hors cote, d'une réduction de la mise en pension de titres découlant d'un plus faible niveau d'activités des contreparties et d'une baisse des activités d'emprunts et de prêts. En ce qui concerne le risque de crédit par secteur d'activité, les diminutions les plus importantes ont été enregistrées dans les secteurs Banques, Services financiers autres que ceux fournis par des banques et États souverains.

Ajustements des évaluations du crédit

Nous procédons à des ajustements des évaluations du crédit afin d'obtenir la juste valeur des opérations sur dérivés qui sont exposées aux variations de la qualité du crédit de la contrepartie. Nous effectuons ces ajustements au moyen de modèles internes et nos méthodes tiennent compte de l'incidence de nos écarts de taux et de ceux de la contrepartie sur le passif et l'actif futurs potentiels de la contrepartie liée au dérivé.

Dérivés de crédit émis aux fins de négociation (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Capital nominal			
Protection achetée	136 248 \$	140 010 \$	212 161 \$
Protection vendue	124 319	132 515	196 272
Juste valeur (2)			
Positive	16 718	16 456	15 799
Négative	14 694	15 344	14 398
Coût de remplacement (3)	6 054	5 607	3 641

(1) Comprend les swaps sur défaillance. Plus de 91 % (98 % au 31 octobre 2008; 90 % au 31 janvier 2008) de notre exposition nette aux risques a trait à des contreparties jouissant de cotes de première qualité.

(2) Juste valeur brute avant la compensation.

(3) Coût de remplacement après la compensation, mais compte non tenu des garanties.

Premier trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2008

La valeur nominale totale des dérivés de crédit émis aux fins de négociation a diminué de 147,9 milliards de dollars ou 36 % par rapport à l'an dernier. La diminution reflète principalement une réduction stratégique des positions qui soutiennent les opérations structurées. Les justes valeurs positive et négative brutes totales et le coût de remplacement se sont accrues de 0,9 milliard de dollars, de 0,3 milliard et de 2,4 milliards, respectivement, par rapport à l'an dernier. Ces résultats à la hausse tiennent au fait que l'élargissement des écarts de taux et la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain ont largement neutralisé la réduction des positions.

Premier trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008

La valeur nominale totale des dérivés de crédit émis aux fins de négociation a diminué de 11,9 milliards de dollars ou 4 % par rapport au trimestre précédent. La diminution reflète principalement une réduction stratégique des positions. La juste valeur positive brute totale a augmenté de 0,3 milliard de dollars, et le coût de remplacement a augmenté de 0,4 milliard par rapport au trimestre précédent. Ces résultats reflètent en grande partie la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et à l'euro. La juste valeur négative brute totale a reculé de 0,7 milliard de dollars, principalement en raison d'une réduction stratégique des positions.

Pour un résumé des faits importants qui sont survenus sur le marché au cours du trimestre et qui ont une incidence sur certaines positions sur dérivés de crédit achetées auprès d'assureurs spécialisés, se reporter à la section Incidence du contexte du marché.

Position sur dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation (capital nominal et juste valeur) (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Capital nominal			
Prêts aux entreprises			
Industrie automobile	377 \$	473 \$	403 \$
Énergie	369	363	668
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	343	379	842
Mines et métaux	601	590	517
Secteur immobilier et secteurs connexes	145	136	426
Technologie et médias	10	10	33
Transport et environnement	224	224	354
Autres (2)	433	439	485
États souverains	299	294	332
Banques	263	259	710
Protection achetée, montant net	3 064 \$	3 167 \$	4 770 \$
Protection à effet de compensation vendue liée à la même entité de référence	24	–	237
Protection achetée, montant brut	3 088 \$	3 167 \$	5 007 \$
Protection vendue, montant net (3)	141 \$	147 \$	199 \$
Protection à effet de compensation achetée liée à la même entité de référence	24	–	237
Protection vendue, montant brut	165 \$	147 \$	436 \$
Protection achetée et vendue, montant brut (capital nominal)	3 253 \$	3 314 \$	5 443 \$
Juste valeur (4)			
Positive	384 \$	400 \$	118 \$
Négative	15	15	49

(1) Comprend les swaps sur défaillance.

(2) Au 31 janvier 2009, le poste Autres est lié aux biens de consommation, 40 millions de dollars (39 millions au 31 octobre 2008; néant au 31 janvier 2008), au secteur de la santé, 12 millions (12 millions au 31 octobre 2008; 10 millions au 31 janvier 2008) et à d'autres éléments, 381 millions (388 millions au 31 octobre 2008; 475 millions au 31 janvier 2008).

(3) La protection vendue au 31 janvier 2009 visait le poste Biens de consommation, 76 millions de dollars (81 millions au 31 octobre 2008; 72 millions au 31 janvier 2008) et le poste Autres, 65 millions (66 millions au 31 octobre 2008; 127 millions au 31 janvier 2008).

(4) Juste valeur brute avant la compensation.

Premier trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2008

La valeur nominale brute des dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation a régressé de 2,2 milliards de dollars ou 40 % par rapport à l'an dernier, essentiellement en raison d'une réduction stratégique de nos positions et de l'échéance de contrats. Le total de la protection achetée a diminué de 1,9 milliard de dollars ou 38 % comparativement à l'exercice précédent. Cette diminution a particulièrement touché les risques liés aux secteurs Banques, Services financiers autres que ceux fournis par des banques, Énergie, Transport et environnement, ainsi que le Secteur immobilier et secteurs connexes. Le total de la protection vendue a diminué de 271 millions de dollars en raison principalement d'une réduction stratégique de nos positions.

La juste valeur positive brute totale s'est accrue de 266 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de l'élargissement des écarts de taux. La juste valeur négative brute totale

a affiché une baisse de 34 millions de dollars ou 69 % comparativement à l'an dernier, résultat qui tient principalement à l'échéance de contrats.

Premier trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008

La valeur nominale brute des dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation a baissé de 61 millions de dollars ou 2 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement la réduction stratégique des positions achetées liées aux secteurs Industrie automobile et Services financiers autres que ceux fournis par des banques. Le total de la protection vendue a augmenté de 18 millions de dollars comparativement au trimestre précédent.

La juste valeur positive brute totale a régressé de 16 millions de dollars ou 4 % par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de la réduction stratégique des positions achetées mentionnée précédemment.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Dotation à la provision pour pertes sur créances			
Prêts hypothécaires résidentiels	16 \$	10 \$	3 \$
Prêts aux particuliers	144	126	110
Prêts sur cartes de crédit	83	72	65
Prêts aux petites entreprises	15	14	9
Prêts de détail	258	222	187
Prêts aux entreprises	340	252	94
Prêts aux États souverains	–	–	–
Prêts aux banques	–	–	–
Prêts de gros	340	252	94
Dotations aux provisions spécifiques	598	474	281
Dotation à la provision générale	149	145	12
Dotation à la provision pour pertes sur créances	747 \$	619 \$	293 \$
Canada	377 \$	240 \$	203 \$
États-Unis	211	219	74
Autres pays	10	15	4
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances (1)	598 \$	474 \$	281 \$
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,80 %	0,65 %	0,44 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Montant brut des prêts douteux (1)			
Canada	502 \$	428 \$	337 \$
États-Unis	209	133	44
Autres pays	188	167	53
Prêts de détail	899	728	434
Canada	533	529	381
États-Unis	1 964	1 526	599
Autres pays	144	140	36
Prêts de gros	2 641	2 195	1 016
Total du montant brut des prêts douteux	3 540 \$	2 923 \$	1 450 \$
Canada	1 035 \$	957 \$	718 \$
États-Unis	2 173	1 659	643
Autres pays	332	307	89
Total du montant brut des prêts douteux	3 540 \$	2 923 \$	1 450 \$
Provisions spécifiques pour pertes sur prêts (1)			
Canada	134 \$	119 \$	116 \$
États-Unis	30	21	8
Autres pays	70	68	16
Prêts de détail	234	208	140
Canada	167	138	146
États-Unis	440	375	123
Autres pays	50	46	17
Prêts de gros	657	559	286
Total des provisions spécifiques pour pertes sur prêts	891 \$	767 \$	426 \$
Canada	301 \$	257 \$	262 \$
États-Unis	470	396	131
Autres pays	120	114	33
Total des provisions spécifiques pour pertes sur prêts	891 \$	767 \$	426 \$
Provision générale			
Prêts de détail	876 \$	798 \$	601 \$
Prêts de gros	726	650	383
Provision générale pour les éléments hors bilan et les autres éléments	86	84	260
Total de la provision générale	1 688 \$	1 532 \$	1 244 \$
Total de la provision pour pertes sur créances	2 579 \$	2 299 \$	1 670 \$
Principaux ratios de la qualité du crédit			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage du montant des prêts et des acceptations	1,19 %	0,96 %	0,56 %
Total des radiations nettes en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,64 %	0,52 %	0,33 %

(1) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Premier trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2008*Dotation à la provision pour pertes sur créances*

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui s'est établi à 747 millions de dollars, a augmenté de 454 millions comparativement à l'exercice précédent. Cette augmentation se compose d'une tranche de 317 millions de dollars attribuable aux provisions spécifiques et d'une tranche de 137 millions relative aux provisions générales.

Une tranche de 71 millions de dollars de cette augmentation est attribuable à la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances liées aux prêts de détail. Au Canada, la dotation aux provisions au titre de notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux particuliers (essentiellement des marges de crédit non garanties) a augmenté, reflétant principalement la hausse des taux de pertes et la croissance des portefeuilles. Aux États-Unis, la dotation aux provisions au titre des prêts pour achats de lots, des prêts hypothécaires résidentiels et du financement aux fins d'accession à la propriété a augmenté en raison de la récession économique qui touche le pays.

La dotation aux provisions spécifiques au titre des prêts de gros a augmenté de 246 millions de dollars, reflétant la hausse du nombre de prêts douteux de nos portefeuilles de prêts aux grandes entreprises et de prêts aux entreprises au Canada. L'augmentation du portefeuille canadien de prêts aux grandes entreprises reflète principalement un montant lié à un client spécifique des services de courtage privilégié. Étant donné que ce prêt a été classé comme un prêt douteux et que la sûreté sous-jacente a été prise en charge au cours du premier trimestre de 2009, aucun montant brut des prêts douteux ni aucune provision pour pertes sur créances connexes n'étaient comptabilisés à la fin du premier trimestre de 2009. De plus, les provisions au titre du financement de constructeurs résidentiels et de notre portefeuille de prêts commerciaux, qui témoignent de l'accentuation de la récession et du déclin du marché de l'habitation aux États-Unis, ont également contribué à cette hausse. L'augmentation aux États-Unis reflète aussi l'incidence de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.

La dotation à la provision générale a augmenté de 137 millions de dollars comparativement à l'exercice précédent, en raison de la détérioration du crédit de notre portefeuille canadien de prêts aux grandes entreprises, de la hausse des taux de pertes et de la croissance du volume du portefeuille de prêts de détail au Canada. La hausse de la dotation à la provision liée à notre portefeuille de prêts bancaires aux États-Unis a aussi contribué à l'augmentation.

L'augmentation de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances a donné lieu à une augmentation du ratio de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage des prêts et acceptations, qui s'est établi à 0,80 % comparativement à 0,44 % à l'exercice précédent.

Montant brut des prêts douteux

Le montant brut total des prêts douteux a augmenté de 2 090 millions de dollars par rapport à l'an dernier.

Une tranche de 465 millions de dollars de cette augmentation est attribuable aux prêts de détail classés comme prêts douteux. Au Canada, la hausse du nombre de prêts douteux liés aux prêts hypothécaires résidentiels, aux prêts aux petites entreprises et aux prêts aux particuliers a essentiellement reflété la hausse des taux de pertes imputable à la faiblesse de l'économie et la croissance des portefeuilles. Aux États-Unis, l'augmentation du nombre de prêts douteux est liée aux prêts hypothécaires résidentiels, aux prêts pour achat de lots et au financement aux fins d'accession à la propriété. La hausse du nombre de prêts douteux liés à nos portefeuilles dans d'autres pays, principalement attribuable à l'acquisition de RBTT au cours de l'exercice précédent, a également contribué à cette augmentation.

Le montant brut des prêts de gros classés comme prêts douteux a affiché une hausse de 1 625 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en grande partie attribuable à une augmentation de 706 millions liée à notre portefeuille des constructeurs résidentiels aux États-Unis et à une augmentation de 344 millions liée à notre portefeuille de prêts commerciaux aux États-Unis. En outre, l'augmentation du nombre de prêts douteux de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, principalement aux États-Unis, comprenait un montant de 204 millions de dollars lié aux prêts consentis en vertu des facilités de

liquidités utilisées dans le cadre des programmes de PCAA offerts par des conduits multicédants administrés par RBC et garantis par la tranche assortie d'une cote AAA de TCG liés à des TAA. L'augmentation du nombre de prêts douteux liés à nos portefeuilles dans d'autres pays est principalement attribuable à l'acquisition de RBTT au cours de l'exercice précédent.

Par suite de l'augmentation du montant brut des prêts douteux, le ratio du montant brut des prêts douteux exprimé en pourcentage des prêts et des acceptations a augmenté pour s'établir à 1,19 %, comparativement à 0,56 % à l'exercice précédent.

Provision pour pertes sur créances

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 909 millions de dollars, ou 54 %, par rapport à l'exercice précédent, témoignant d'une hausse de 465 millions des provisions spécifiques et d'une hausse de 444 millions de la provision générale.

Les provisions spécifiques au titre des prêts de détail ont augmenté de 94 millions de dollars, ou 67 %, par rapport à l'an dernier principalement en raison d'une hausse de la provision au titre de notre portefeuille de prêts aux particuliers dans les autres pays découlant de l'acquisition de RBTT. Les provisions spécifiques accrues au titre de notre portefeuille de prêts de détail et de prêts hypothécaires résidentiels aux États-Unis et de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux petites entreprises au Canada, liées à l'augmentation du nombre de prêts douteux, ont aussi contribué à cette augmentation.

Les provisions spécifiques au titre des prêts de gros ont augmenté de 371 millions de dollars comparativement à l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique en grande partie par la hausse du nombre de prêts douteux, comme il a été mentionné précédemment.

La provision générale s'est accrue de 444 millions de dollars, ou 36 %, comparativement à l'exercice précédent, reflétant l'affaiblissement de la qualité du crédit et la croissance des volumes de nos portefeuilles de prêts de détail et de prêts aux entreprises au Canada, la détérioration des portefeuilles de services bancaires aux États-Unis, ainsi que l'acquisition d'ANB et de RBTT au cours de l'exercice précédent.

Le ratio de couverture total (total de la provision pour pertes sur créances en pourcentage du montant brut des prêts douteux) a diminué, passant de 115 % l'an dernier à 73 %. Cette diminution est essentiellement liée à nos services bancaires aux États-Unis, plus particulièrement à nos activités de financement de constructeurs résidentiels, car nous estimons que la valeur des garanties sous-jacentes nous permettra éventuellement d'obtenir des taux de recouvrement raisonnables. Ce ratio de couverture demeure plus élevé que les niveaux enregistrés au cours du ralentissement du secteur immobilier survenu au Canada et aux États-Unis au début des années 1990.

Premier trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008*Dotation à la provision pour pertes sur créances*

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 128 millions de dollars, ou 21 %, comparativement au trimestre précédent. Cette hausse est en grande partie attribuable à une augmentation de 124 millions de dollars de la dotation aux provisions spécifiques au titre de nos portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances liées aux prêts de détail a augmenté de 36 millions de dollars, ou 16 %, par rapport au trimestre précédent. Au Canada, cette hausse résulte de l'augmentation de la dotation aux provisions spécifiques au titre de notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux particuliers (essentiellement des marges de crédit non garanties), reflétant principalement la hausse des taux de pertes et la croissance des portefeuilles. Aux États-Unis, la dotation aux provisions au titre des prêts aux particuliers et des prêts hypothécaires résidentiels a augmenté.

La dotation aux provisions spécifiques au titre des prêts de gros a augmenté de 88 millions de dollars, ou 35 %, comparativement au trimestre précédent. Cette hausse est en grande partie liée à notre portefeuille de prêts aux entreprises et reflète principalement un montant lié à un client spécifique des services de courtage privilégié au Canada. Pour ce qui est des services bancaires aux États-Unis, la diminution de la dotation à la provision liée à nos activités de

financement de constructeurs résidentiels a été en grande partie contrebalancée par la hausse de la dotation aux provisions au titre de notre portefeuille de prêts commerciaux.

L'augmentation de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances a donné lieu à une augmentation du ratio de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage des prêts et acceptations, qui s'est établi à 0,80 % comparativement à 0,65 % au trimestre précédent.

Montant brut des prêts douteux

Le montant brut total des prêts douteux a augmenté de 617 millions de dollars, ou 21 %, par rapport au trimestre précédent.

Les prêts de détail classés comme prêts douteux ont augmenté de 171 millions de dollars, ou 23 %, comparativement au trimestre précédent. Au Canada, la hausse du nombre de prêts douteux liés aux prêts hypothécaires résidentiels, aux prêts aux petites entreprises et aux prêts aux particuliers a contribué à cette augmentation, reflétant essentiellement la conjoncture de récession et la croissance des portefeuilles. Aux États-Unis, l'augmentation du nombre de prêts douteux est liée aux prêts hypothécaires résidentiels, aux prêts pour achat de lots et au financement aux fins d'accession à la propriété. L'augmentation du nombre de prêts hypothécaires résidentiels classés comme prêts douteux liés à notre portefeuille des Antilles a contribué à la hausse pour ce qui est de notre portefeuille dans les autres pays.

Le montant brut des prêts de gros classés comme prêts douteux a affiché une hausse de 446 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation tient en grande partie à nos services bancaires aux États-Unis, principalement à nos activités de financement de constructeurs résidentiels et à notre portefeuille de prêts commerciaux. L'accroissement reflète également la hausse du nombre de prêts douteux de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises liés à quelques comptes au Canada et aux États-Unis.

Compte tenu de l'augmentation du montant brut des prêts douteux, le ratio du montant brut des prêts douteux exprimé en pourcentage des prêts et des acceptations a augmenté pour s'établir à 1,19 %, comparativement à 0,96 % au trimestre précédent.

Provision pour pertes sur créances

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 280 millions de dollars, ou 12 %, par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation comprend des hausses de 124 millions de dollars et de 156 millions des provisions spécifiques et de la provision générale, respectivement.

Les provisions spécifiques au titre des prêts de détail ont augmenté de 26 millions de dollars, ou 13 %, comparativement au trimestre précédent. Au Canada, la hausse de la provision spécifique touche nos portefeuilles de prêts aux particuliers, de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux petites entreprises. L'augmentation des provisions spécifiques liées à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels, au financement aux fins d'accession à la propriété et aux prêts pour l'achat de lots aux États-Unis a également contribué à la hausse.

Les provisions spécifiques au titre des prêts de gros ont augmenté de 98 millions de dollars, ou 18 %. Cette augmentation est principalement liée à nos portefeuilles de prêts commerciaux et à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis. L'augmentation des provisions spécifiques, en grande partie dans nos portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts aux grandes entreprises au Canada, est attribuable à un petit nombre de prêts douteux.

La provision générale s'est accrue de 156 millions de dollars, ou 10 %, comparativement au trimestre précédent, reflétant la détérioration de la qualité du crédit des portefeuilles de prêts aux grandes entreprises, la détérioration de la qualité du crédit et la croissance des portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et de prêts aux particuliers au Canada et la faiblesse des portefeuilles de prêts de détail et de prêts commerciaux aux États-Unis.

Le ratio de couverture total (total de la provision pour pertes sur créances en pourcentage du montant brut des prêts douteux) a diminué, passant de 79 % au trimestre précédent à 73 %. Cette diminution est essentiellement liée à nos services bancaires aux États-Unis, plus particulièrement à nos activités de financement de constructeurs résidentiels, car nous estimons que la valeur des garanties sous-jacentes

nous permettra éventuellement d'obtenir des taux de recouvrement raisonnables. Ce ratio de couverture demeure plus élevé que les niveaux enregistrés au cours du ralentissement du secteur immobilier survenu au début des années 1990.

Services bancaires aux États-Unis

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	31 janvier 2009	31 octobre 2008
Prêts de détail		
Prêts hypothécaires résidentiels	3 093 \$	2 922 \$
Financement aux fins d'accession à la propriété	4 576	4 269
Prêts pour l'achat de lots	1 110	1 142
Prêts sur cartes de crédit	202	187
Autres	317	320
	9 298 \$	8 840 \$
Prêts de gros		
Prêts commerciaux	15 371 \$	14 588 \$
Financement aux constructeurs résidentiels	2 034	2 116
RBC Real Estate Finance Inc. (REFI)	1 069	1 153
Autres	328	585
	18 802	18 442
Total des prêts liés aux services bancaires aux États-Unis	28 100 \$	27 282 \$

Au 31 janvier 2009, le total des prêts liés aux services bancaires aux États-Unis s'élevait à 28,1 milliards de dollars, soit 18,8 milliards en prêts de gros et 9,3 milliards en prêts de détail. Les activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis se composent d'un montant de 2,0 milliards de dollars au titre de nos activités de financement de constructeurs en cours et d'un montant de 1,1 milliard relatif à RBC Real Estate Finance Inc. (REFI), une filiale en propriété exclusive créée afin de gérer l'abandon graduel de nos activités de financement de constructeurs résidentiels dans les États suivants : Californie, Washington, Arizona, Utah, Illinois et Colorado (États non compris dans notre réseau), ainsi que de certains autres prêts douteux liés aux activités de financement de constructeurs résidentiels dans les États compris dans notre réseau.

Environ 90 % du montant total de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances constatée aux États-Unis au cours du trimestre, établi à 211 millions de dollars, vise les services bancaires aux États-Unis. Environ 45 % de ce montant est lié à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis, y compris notre portefeuille de REFI. La tranche restante est attribuable aux prêts bancaires commerciaux, ainsi qu'au financement aux fins d'accession à la propriété et aux prêts pour l'achat de lots et, dans une moindre mesure, aux prêts hypothécaires résidentiels.

Environ 85 % du montant total de la dotation à la provision pour pertes sur créances de gros constatée aux États-Unis au cours du trimestre est attribuable aux services bancaires de détail aux États-Unis.

Instruments d'intermédiation bancaire

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Titres de sociétés ouvertes	1 287 \$	1 461 \$	1 813 \$
Titres de sociétés fermées	1 525	1 630	1 300
Risque total lié aux instruments d'intermédiation bancaire (1)	2 812 \$	3 091 \$	3 113 \$
Pertes nettes non réalisées aux fins de la réglementation, montant cumulé (2)	(670)\$	(380)\$	(48)\$

(1) Le risque total représente le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance, soit le risque brut prévu advenant un cas de défaillance par un débiteur. L'accord de Bâle II définit les risques liés au portefeuille d'intermédiation bancaire en fonction de la substance économique de l'opération plutôt qu'en fonction de la forme juridique ou du traitement comptable lié à l'instrument. Cela donne lieu à des différences au chapitre de l'établissement des titres de capitaux propres détenus dans le portefeuille d'intermédiation bancaire et de ceux présentés dans les notes 3 et 4 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

(2) Ce montant représente les pertes non réalisées, déduction faite des impôts sur les bénéfices.

Premier trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2008

Le risque lié aux instruments d'intermédiation bancaire a diminué de 301 millions de dollars, ou 10 %, comparativement à l'exercice précédent, en grande partie en raison d'une diminution de la valeur de marché de nos portefeuilles de titres cotés en Bourse, contrebalancée en partie par la hausse de notre portefeuille d'actions de sociétés fermées découlant des portefeuilles additionnels.

Le montant cumulé des pertes nettes non réalisées a augmenté de 622 millions de dollars, principalement en raison de la baisse de la valeur de marché de notre portefeuille d'actions de sociétés ouvertes.

Risque de marché

Au cours du premier trimestre de 2009, les marchés des capitaux à l'échelle mondiale ont continué de subir une volatilité plus importante que ce qui avait été observé au cours des périodes antérieures. La corrélation entre les facteurs de risque, qui donnait habituellement lieu à un degré plus élevé de diversification, s'est affaiblie, alors que la volatilité s'est accrue. Cette volatilité accrue a été prise en compte dans le modèle de scénario de la valeur à risque (VAR) globale et constitue un des principaux facteurs expliquant l'augmentation de la moyenne de la VAR et de la VAR à la fin du trimestre.

VAR globale

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2009				31 octobre 2008		31 janvier 2008	
	Pour le trimestre terminé				Pour le trimestre terminé		Pour le trimestre terminé	
	Au 31 janvier	Moyenne	Haut	Bas	Au 31 octobre	Moyenne	Au 31 janvier	Moyenne
Actions	9 \$	12 \$	21 \$	6 \$	8 \$	12 \$	11 \$	15 \$
Change	2	5	13	2	8	4	3	2
Marchandises	1	1	2	-	1	1	2	2
Taux d'intérêt	60	43	69	20	34	32	20	21
Risque spécifique lié à la dette	9	10	14	7	8	8	6	5
Effet de diversification	(17)	(23)	(32)	(14)	(19)	(23)	(20)	(21)
VAR globale	64 \$	48 \$	70 \$	26 \$	40 \$	34 \$	22 \$	24 \$

Premier trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2008

La moyenne de la VAR globale pour le trimestre s'est chiffrée à 48 millions de dollars, en hausse de 24 millions par rapport à l'an dernier. Cette hausse reflète en grande partie la volatilité accrue des marchés et les positions plus importantes sur taux d'intérêt de certaines unités fonctionnelles responsables des activités de négociation. La diminution de la diversification, qui est passée de 47 % à 32 %, explique également l'augmentation de la VAR globale.

Premier trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008

La moyenne de la VAR globale pour le trimestre s'est chiffrée à 48 millions de dollars, en hausse de 14 millions comparativement au dernier trimestre. Cette hausse reflète principalement la volatilité accrue des marchés et les positions plus importantes sur taux d'intérêt de certaines unités responsables des activités de négociation, ainsi que la diminution de la diversification, qui est passée de 40 % à 32 %.

La VAR globale, qui se chiffrait à 64 millions de dollars à la fin du trimestre, a augmenté de 24 millions comparativement à la VAR globale enregistrée à la fin du dernier trimestre. Ce résultat reflète principalement la volatilité accrue des marchés et les positions plus importantes sur taux d'intérêt de certaines unités responsables des activités de négociation, ainsi que la diminution de la diversification, qui est passée de 32 % à 21 %.

Revenus de négociation

Au cours du trimestre, nous avons connu six séances marquées par des pertes de négociation nettes. Deux des séances marquées par les pertes de négociation nettes les plus importantes, au cours desquelles la VAR globale a été dépassée pour chaque séance, s'expliquent essen-

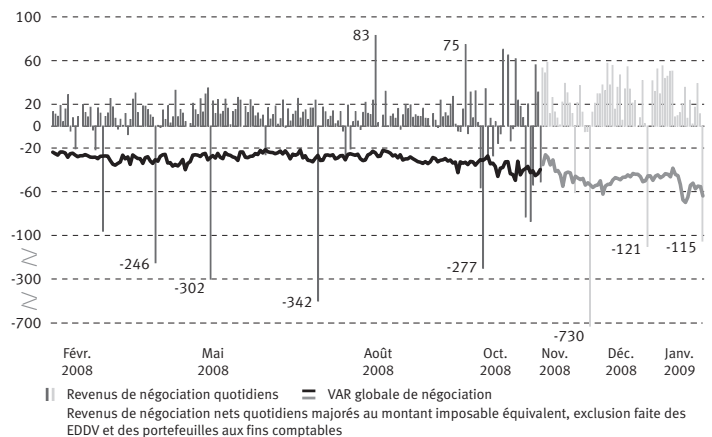
Premier trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008

Le risque lié aux instruments d'intermédiation bancaire a diminué de 279 millions de dollars, ou 9 %, et le montant cumulé des pertes nettes non réalisées a augmenté de 290 millions, ou 76 %, en grande partie en raison d'une diminution de la valeur de marché de nos portefeuilles de placements.

Risque de marché lié aux activités de négociation

Le tableau ci-après illustre notre VAR globale par catégorie de risque important liée au total de nos activités de négociation selon notre démarche d'attribution du capital fondée sur des modèles, ainsi que l'effet de diversification de nos portefeuilles, lequel représente l'écart entre la VAR globale et la somme des VAR individuelles par facteur de risque.

tiellement par les ajustements de fins de mois des évaluations liées aux éléments décrits précédemment à la section Incidence du contexte du marché. Les deux autres séances marquées par des pertes de négociation nettes importantes au cours desquelles la VAR globale a été dépassée reflètent en grande partie l'importante volatilité des marchés des valeurs mobilières et du crédit au cours du trimestre.

Revenus de négociation et VAR globale (1) (en millions de dollars canadiens)

(1) Revenus de négociation majorés au montant imposable équivalent, exclusion faite des revenus liés aux EDDV consolidés.

Risque de marché lié aux activités autres que de négociation (gestion de l'actif et du passif)**Évaluation des risques de marché – activités bancaires autres que de négociation**

	31 janvier 2009						31 octobre 2008		31 janvier 2008	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt
	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Incidence de toutes les devises	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Incidence de toutes les devises				
(en millions de dollars canadiens)										
Avant l'incidence fiscale d'une : augmentation des taux de 100 p.b.	(423)\$	(78)\$	(501)\$	16 \$	54 \$	70 \$	(508)\$	45 \$	(496)\$	53 \$
diminution des taux de 100 p.b.	372	24	396	(84)	(31)	(115)	448	(90)	386	(87)

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos Services bancaires aux États-Unis.

Premier trimestre de 2009

Le tableau ci-dessus présente l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures sont fondées sur des

hypothèses formulées par la haute direction et elles sont validées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos activités de gestion des risques. Au premier trimestre de 2009, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif.

Gestion du capital

Notre situation de capital s'est considérablement renforcée au cours du trimestre considéré. Au total, nous avons recueilli un montant supplémentaire de 3,45 milliards de dollars en capitaux propres réglementaires au cours du trimestre, grâce à l'émission d'actions ordinaires et d'actions privilégiées d'un montant respectif de

2,3 milliards et de 1,15 milliard à des fins commerciales générales. Le produit de l'émission soutient davantage notre position de capital et nous donne la souplesse voulue pour continuer d'investir dans les activités existantes qui nous permettent de générer des rendements attrayants.

Le tableau suivant présente notre capital réglementaire et nos ratios de capital réglementaire. Au 31 janvier 2009, nous étions en conformité avec les cibles en matière de capital établies par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

Capital réglementaire, actif ajusté en fonction des risques et ratios de capital

	Accord de Bâle II		
	Au		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
Capital			
Capital de première catégorie	28 901 \$	25 031 \$	23 444 \$
Capital total	34 112	30 710	26 993
Actif ajusté en fonction des risques			
Risque de crédit	220 464 \$	229 537 \$	188 483 \$
Risque de marché	19 184	17 220	19 070
Risque opérationnel	33 913	31 822	29 942
Total de l'actif ajusté en fonction des risques	273 561 \$	278 579 \$	237 495 \$
Facteur d'ajustement du plancher de capital requis par le BSIF pendant la période de transition	-	-	3 711
Total de l'actif ajusté en fonction des risques pendant la période de transition	273 561 \$	278 579 \$	241 206 \$
Ratios de capital			
Capital de première catégorie	10,6 %	9,0 %	9,7 %
Capital total	12,5 %	11,0 %	11,2 %
Coefficient actif/capital	17,5X	20,1X	22,1X

Premier trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2008

Au 31 janvier 2009, le ratio du capital de première catégorie était de 10,6 % et le ratio du capital total, de 12,5 %.

Le ratio du capital de première catégorie a augmenté de 90 points de base par rapport à l'an dernier, augmentation qui tient principalement aux émissions de capital, effectuées aux fins des acquisitions de RBTT, d'ANB, de PH&N et de FBW au cours de l'exercice précédent, à l'émission, au cours du trimestre, d'actions ordinaires d'un montant de 2,3 milliards de dollars et d'actions privilégiées d'un montant de 1,15 milliard à des fins commerciales générales, ainsi qu'au montant des capitaux autogénérés à l'interne au cours de la période. Les niveaux de capital plus élevés ont été partiellement contrebalancés par l'augmentation de l'actif ajusté en fonction des risques et par le

montant plus élevé de l'écart d'acquisition porté en déduction du capital par suite des acquisitions.

Le ratio du capital total a augmenté de 130 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement des émissions de capital et des capitaux générés à l'interne dont il est fait mention ci-dessus au paragraphe sur le ratio du capital de première catégorie, ainsi que de l'émission nette de débentures subordonnées.

L'actif ajusté en fonction des risques a augmenté de 32,4 milliards de dollars, ou 13 %, par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la croissance de nos activités, y compris les acquisitions mentionnées précédemment, et de l'incidence de la dépréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des actifs libellés en devises.

Au 31 janvier 2009, notre coefficient actif/capital, qui s'établissait à 17,5 fois, avait diminué de 4,6 fois comparativement à l'exercice précédent, principalement en raison des émissions de capital, des capitaux autogénérés à l'interne et des modifications apportées par le BSIF au traitement des provisions générales dans le calcul du coefficient au cours du deuxième trimestre de 2008. Notre coefficient actif/capital demeure en deçà du maximum permis par le BSIF.

Premier trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008

Le ratio du capital de première catégorie a augmenté de 160 points de base par rapport au trimestre précédent, principalement en raison des émissions d'actions ordinaires et d'actions privilégiées, ainsi que d'une baisse de l'actif ajusté en fonction des risques.

Le ratio du capital total a augmenté de 150 points de base par rapport au trimestre précédent, augmentation découlant essen-

tiellement des émissions de capital et de la baisse de l'actif ajusté en fonction des risques, en partie contrebalancée par le rachat de débiteures subordonnées.

L'actif ajusté en fonction des risques a diminué de 5 milliards de dollars ou 2 % comparativement au trimestre précédent, essentiellement en raison d'une baisse de l'actif ajusté en fonction des risques lié aux prêts aux grandes entreprises et aux créances hypothécaires résidentielles, neutralisé en partie par la hausse du risque opérationnel et de l'actif ajusté en fonction des risques de marché.

Notre coefficient actif/capital a diminué de 2,6 fois comparativement au quatrième trimestre de 2008, principalement en raison des émissions de capital et d'une diminution des actifs figurant au bilan et hors bilan.

Principales activités de gestion du capital ⁽¹⁾

	Pour le trimestre terminé le			
	31 janvier 2009			
(en millions de dollars canadiens)	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Dollars par action	Montant
Capital de première catégorie				
Actions ordinaires émises				
À des fins commerciales générales	22 décembre 2008 et 6 janvier 2009	65 263	35,25 \$	2 301 \$
Options sur actions levées ⁽²⁾		450		9
Actions privilégiées de premier rang émises				
À dividende non cumulatif, série AL ⁽³⁾	3 novembre 2008	12 000	25,00	300
À dividende non cumulatif, série AN ⁽³⁾	8 décembre 2008	9 000	25,00	225
À dividende non cumulatif, série AP ⁽³⁾	14 janvier 2009	11 000	25,00	275
À dividende non cumulatif, série AR ⁽³⁾	29 janvier 2009	14 000	25,00	350
Capital de deuxième catégorie				
Remboursement par anticipation de débiteures subordonnées échéant le 27 janvier 2014 ⁽⁴⁾	27 janvier 2009			500

(1) Pour plus de détails au sujet des principales activités de gestion du capital, se reporter à la note 11 des Notes complémentaires de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

(2) Le poste Montants comprend les espèces reçues au titre des options sur actions levées au cours du trimestre, l'ajustement à la juste valeur des options sur actions et la levée des options sur actions liée aux droits à la plus-value des actions et aux droits à la plus-value des actions qui ont fait l'objet d'une renonciation.

(3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.

(4) Pour plus de détails, se reporter à la note 16 de notre Rapport annuel 2008.

Données concernant les actions et dividendes

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2009		
(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions privilégiées de premier rang ⁽¹⁾			
À dividende non cumulatif, série W	12 000	300 \$	0,31 \$
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	0,28
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300	0,29
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	0,29
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	0,28
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AH	8 500	213	0,35
À dividende non cumulatif, série AJ ⁽²⁾	16 000	400	0,55
À dividende non cumulatif, série AL ⁽²⁾	12 000	300	0,43
À dividende non cumulatif, série AN ⁽²⁾	9 000	225	–
À dividende non cumulatif, série AP ⁽²⁾	11 000	275	–
À dividende non cumulatif, série AR ⁽²⁾	14 000	350	–
Total des actions privilégiées de premier rang		3 813 \$	
Actions ordinaires en circulation	1 406 973	12 694 \$	0,50 \$
Actions autodétenues – privilégiées	(76)	(2)	
Actions autodétenues – ordinaires	(1 805)	(88)	
Actions échangeables de RBC PH&N Holdings Inc.	6 413	324	–
Options sur actions			
En circulation	23 848		
Pouvant être levées	18 479		
Dividendes			
Actions ordinaires		702	
Actions privilégiées		41	

(1) Seules les actions privilégiées de premier rang, série W, comportent une option de conversion et, au 31 janvier 2009, ces actions n'étaient pas encore convertibles.

(2) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.

Au 20 février 2009, le nombre d'actions ordinaires et d'options sur actions en circulation ou en cours se chiffrait à 1 406 991 000 et à 23 513 000, respectivement. Au 20 février 2009, le nombre de nos

actions privilégiées et ordinaires autodétenues s'établissait à 45 000 et à 1 993 000, respectivement.

Capital économique

(soldes moyens en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Risque de crédit	10 100 \$	8 800 \$	7 400 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	2 800	2 000	1 300
Risque opérationnel	3 400	3 100	2 750
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 250	2 450	2 050
Risque d'assurance	150	150	150
Capital-risque	18 700 \$	16 500 \$	13 650 \$
Écart d'acquisition et actifs incorporels	12 200	10 550	5 450
Capital économique	30 900 \$	27 050 \$	19 100 \$
Sous-attribution (surattribution) de capital (1)	(1 850)	(50)	3 500
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	29 050 \$	27 000 \$	22 600 \$

(1) La sous-attribution (surattribution) de capital est présentée dans les résultats du secteur Services de soutien généraux. Les modèles d'attribution font actuellement l'objet d'un examen.

Premier trimestre de 2009 par rapport au premier trimestre de 2008

Le capital économique a augmenté de 11,8 milliards de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels, ainsi que d'une augmentation du capital lié au risque de crédit et au risque de marché (activités de négociation). L'écart d'acquisition et les actifs incorporels ont augmenté principalement en raison de l'écart d'acquisition supplémentaire provenant des acquisitions de RBTT, d'ANB, de PH&N et de FBW conclues au cours de l'exercice précédent, ainsi que de l'incidence de la dépréciation du dollar canadien sur l'écart d'acquisition libellé en devises. La hausse du capital lié au risque de crédit est attribuable à la croissance des activités, y compris les acquisitions, et à l'incidence de la dépréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des actifs libellés en devises. L'augmentation du capital lié au risque de marché (activités de négociation) découle principalement de la volatilité du marché et de la croissance du portefeuille.

Premier trimestre de 2009 par rapport au quatrième trimestre de 2008

Le capital économique a augmenté de 3,9 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels, ainsi que du capital lié au risque de crédit et au risque de marché (activités de négociation). L'écart d'acquisition et les actifs incorporels se sont accrus en raison principalement du reclassement d'actifs incorporels par suite d'une modification comptable au cours du trimestre considéré, tandis que la hausse du capital lié au risque de crédit s'explique essentiellement par la croissance des activités et par une dégradation plus importante du portefeuille. L'augmentation du capital lié au risque de marché (activités de négociation) découle de la croissance du portefeuille et de la volatilité du marché.

Risque d'illiquidité et de financement

Malgré la faiblesse de la conjoncture financière mondiale qui persiste, nous sommes d'avis que notre position de liquidité et de financement demeure appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie. Il n'y a eu aucun changement important à notre cadre de gestion des liquidités et du financement depuis le 4 décembre 2008, et le risque d'illiquidité et de financement auquel nous sommes exposés demeure en deçà de notre seuil de tolérance au risque. Sauf en ce qui concerne l'incertitude relative au moment auquel le rétablissement des liquidités sur les marchés à terme se produira, nous ne sommes au courant d'aucune autre tendance ou demande ni d'aucun autre engagement ou événement susceptible d'entraîner un changement important de cette position.

Les dépôts de particuliers constituent notre principale source de fonds prévisibles. Certains groupes de clients commerciaux et institutionnels maintiennent également des soldes relationnels dont la volatilité est relativement faible. Pris dans leur ensemble, ces clients représentent une source très stable de dépôts de base dans la plupart

Capital affecté aux filiales

Le tableau suivant illustre le ratio du capital de première catégorie et le ratio du capital total de notre principale filiale bancaire, RBC Bank (USA).

Ratios de capital de notre principale filiale bancaire

	Au		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
RBC Bank (USA) (1), (2), (3)			
Ratio du capital de première catégorie	7,6 %	8,2 %	10,2 %
Ratio du capital total	10,8 %	11,5 %	12,6 %

- (1) Calculé selon les lignes directrices publiées par le Federal Reserve Board des États-Unis et formulées conformément à l'accord de Bâle I, car les États-Unis ne comptent pas adopter l'accord de Bâle II avant 2010.
- (2) Étant donné que l'exercice s'échelonne du 1^{er} janvier au 31 décembre, les ratios illustrés sont présentés au 31 décembre 2008, au 30 septembre 2008 et au 31 décembre 2007, respectivement.
- (3) Les ratios de capital au 30 septembre 2008 ont été mis à jour afin de refléter les calculs révisés.

Autres facteurs influant sur le capital

Comme il est mentionné à la section Gestion du capital de notre Rapport annuel 2008, nous commencerons à présenter nos états financiers conformément aux IFRS le 1^{er} novembre 2011. Nous continuons de surveiller les développements comptables afin d'évaluer l'incidence de l'adoption des IFRS sur notre capital et sur nos obligations d'information.

des contextes imaginables, puisqu'ils sont moins sensibles aux développements du marché que les prêteurs sur opérations et les investisseurs, en raison des répercussions de l'assurance-dépôts et de leurs relations étendues, et parfois même exclusives, avec nous. Nos dépôts de base tiennent compte de nos estimations statistiques des tranches très stables du total des soldes relationnels, des soldes des dépôts des particuliers et des dépôts des clients commerciaux et institutionnels (dépôts à vue, dépôts à préavis et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds de gros venant à échéance dans plus de un an.

Nos actifs liquides se composent principalement d'un groupe diversifié de titres négociables et liquides auxquels des cotes élevées ont été attribuées, et ils comprennent des portefeuilles distincts (libellés en dollars canadiens et en dollars américains) d'actifs liquides en cas d'urgence afin de composer avec les risques d'illiquidité possibles (notamment la baisse des dépôts, la réduction des prêts et l'accroissement des garanties exigées), tant au bilan que hors bilan, qui ont été estimés à l'aide de modèles que nous avons élaborés ou à l'aide

d'analyses de scénarios et d'évaluations des facteurs de stress que nous effectuons périodiquement. Ces portefeuilles doivent satisfaire à des niveaux minimaux d'actifs et à des critères d'admissibilité stricts, de manière à garantir un accès immédiat à des liquidités en cas d'urgence, y compris des critères d'admissibilité à titre de garantie à l'égard des avances consenties par les banques centrales.

Même si la conjoncture des marchés demeure difficile, nous avons été en mesure de renforcer davantage notre position de liquidité au cours du trimestre au moyen de l'émission d'actions ordinaires d'un montant de 2,3 milliards de dollars et d'actions privilégiées d'un montant de 1,15 milliard de dollars. Nous continuons d'avoir accès à du financement par emprunt de premier rang, ainsi qu'à d'autres sources de financement.

Cotes de crédit

Le tableau ci-dessous présente nos principales cotes de crédit au 25 février 2009, qui demeurent inchangées depuis le 4 décembre 2008.

Nos cotes de crédit demeurent parmi les plus élevées de celles obtenues par les institutions financières à l'échelle mondiale, et elles étayent notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti de façon concurrentielle.

	Au 25 février 2009 (1)		
	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang	Perspective
Moody's	P-1	Aaa	Négative
S&P	A-1+	AA-	Stable
Fitch	F1+	AA	Stable
DBRS	R-1 (élevé)	AA	Stable

(1) Les cotes de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les cotes de crédit peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de cotation en tout temps.

Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos affaires, nous concluons des contrats qui entraînent des engagements à l'égard des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités. Selon la nature de ces engagements,

l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos engagements de financement contractuels futurs.

	31 janvier 2009				31 octobre 2008	31 janvier 2008
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
(en millions de dollars canadiens) (1)						
Financement à long terme non garanti	10 802 \$	26 711 \$	13 077 \$	4 986 \$	55 576 \$	58 615 \$
Obligations couvertes	36	–	3 329	2 080	5 445	4 922
Débitures subordonnées	222	–	–	7 631	7 853	8 258
	11 060 \$	26 711 \$	16 406 \$	14 697 \$	68 874 \$	72 121 \$
						58 993 \$

(1) Les montants présentés ci-dessus excluent les intérêts courus, à l'exception des montants présentés dans la colonne « Moins de 1 an ».

États financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Bilans consolidés (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2009 (1)	31 octobre 2008 (1)	31 janvier 2008 (1)
Actif			
Encaisse et montants à recevoir de banques	10 199 \$	11 086 \$	4 187 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	15 362	20 041	13 664
Valeurs mobilières			
Titres détenus à des fins de transaction	119 637	122 508	150 750
Titres disponibles à la vente	52 545	48 626	33 598
	172 182	171 134	184 348
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	40 930	44 818	76 419
Prêts			
Prêts de détail	192 988	195 455	174 779
Prêts de gros	92 941	96 300	72 430
	285 929	291 755	247 209
Provision pour pertes sur prêts	(2 493)	(2 215)	(1 591)
	283 436	289 540	245 618
Autres			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	11 240	11 285	11 700
Dérivés	144 376	136 134	73 345
Locaux et matériel, montant net (2)	2 463	2 471	1 638
Écart d'acquisition	9 948	9 977	4 897
Autres actifs incorporels (2)	2 196	2 042	1 264
Autres actifs	20 844	25 331	15 681
	191 067	187 240	108 525
	713 176 \$	723 859 \$	632 761 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts			
Particuliers	142 414 \$	139 036 \$	121 351 \$
Entreprises et gouvernements	251 849	269 994	229 598
Banques	28 587	29 545	43 467
	422 850	438 575	394 416
Autres			
Acceptations	11 240	11 285	11 700
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	31 701	27 507	44 312
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	32 370	32 053	40 522
Dérivés	130 196	128 705	74 127
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 880	7 385	7 558
Autres passifs	31 276	35 809	26 133
	244 663	242 744	204 352
Débitures subordonnées	7 784	8 131	5 865
Titres de fiducie de capital	1 399	1 400	1 400
Passifs liés aux actions privilégiées	–	–	300
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 308	2 371	1 523
Capitaux propres			
Actions privilégiées	3 813	2 663	2 050
Actions ordinaires (émises – 1 406 972 825; 1 341 260 229 et 1 276 634 851)	12 694	10 384	7 328
Surplus d'apport	242	242	267
Actions autodétenues – privilégiées (détenues – 75 600; 259 700 et 290 100)	(2)	(5)	(6)
– ordinaires (détenues – 1 804 551; 2 258 047 et 2 622 469)	(88)	(104)	(119)
Bénéfices non répartis (1)	20 060	19 816	18 578
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(2 547)	(2 358)	(3 193)
	34 172	30 638	24 905
	713 176 \$	723 859 \$	632 761 \$

(1) Le solde d'ouverture des bénéfices non répartis au 1^{er} novembre 2006 a été retraité. Se reporter à la note 1.(2) Les données correspondantes des périodes précédentes ont été reclassées par suite de l'adoption du chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*. Se reporter à la note 1.

États consolidés des résultats (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Revenu d'intérêt			
Prêts	3 589 \$	3 843 \$	3 930 \$
Valeurs mobilières	1 871	1 711	1 810
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	393	586	901
Dépôts à des banques	86	128	150
	5 939	6 268	6 791
Frais d'intérêt			
Dépôts	2 351	2 792	3 492
Autres passifs	546	666	1 077
Débitures subordonnées	101	101	81
	2 998	3 559	4 650
Revenu net d'intérêt	2 941	2 709	2 141
Revenus autres que d'intérêt			
Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires	1 346	111	841
Revenus tirés des activités de négociation	(126)	(526)	262
Commissions de gestion de placements et de services de garde	419	449	433
Revenus tirés des fonds communs de placement	327	387	375
Commissions de courtage en valeurs mobilières	321	390	333
Frais bancaires	387	371	324
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	199	253	216
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	167	165	166
Revenus sur cartes	218	182	159
Commissions de crédit	113	124	108
Revenus tirés de la titrisation	348	171	66
Perte nette sur les titres disponibles à la vente	(270)	(372)	(20)
Autres	551	655	243
Revenus autres que d'intérêt	4 000	2 360	3 506
Total des revenus	6 941	5 069	5 647
Dotations à la provision pour pertes sur créances	747	619	293
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 076	(86)	616
Frais autres que d'intérêt			
Ressources humaines	2 290	1 954	1 992
Matériel (1)	255	270	220
Frais d'occupation	251	249	214
Communications	170	230	161
Honoraires	125	169	134
Impartition de services de traitement	72	105	77
Amortissement des autres actifs incorporels (1)	110	109	70
Autres	349	(97)	252
	3 622	2 989	3 120
Bénéfice avant impôts	1 496	1 547	1 618
Charge d'impôts	438	428	343
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	1 058	1 119	1 275
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	5	(1)	30
Bénéfice net	1 053 \$	1 120 \$	1 245 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(41)	(27)	(24)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 012 \$	1 093 \$	1 221 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 366 868	1 337 753	1 273 862
Bénéfice de base par action (en dollars)	0,74 \$	0,82 \$	0,96 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilués (en milliers)	1 379 191	1 353 588	1 286 595
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,73 \$	0,81 \$	0,95 \$
Dividendes par action (en dollars)	0,50 \$	0,50 \$	0,50 \$

(1) Les données correspondantes des périodes précédentes ont été reclassées par suite de l'adoption du chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*. Se reporter à la note 1.

États consolidés du résultat étendu (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Résultat étendu			
Bénéfice net	1 053 \$	1 120 \$	1 245 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts			
Variation nette des (pertes) gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(476)	(923)	10
(Pertes nettes) gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	171	252	10
Reclassement aux résultats de pertes sur les titres disponibles à la vente	(305)	(671)	20
Écarts de conversion			
Gains de change non réalisés	178	3 581	1 010
Reclassement aux résultats de gains de change	(1)	–	–
Pertes nettes de change liées aux activités de couverture	(19)	(1 678)	(696)
	158	1 903	314
Variation nette des couvertures des flux de trésorerie			
Pertes nettes sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(41)	(125)	(323)
Reclassement aux résultats de (gains) pertes liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(1)	36	2
	(42)	(89)	(321)
Autres éléments du résultat étendu	(189)	1 143	13
Total du résultat étendu	864 \$	2 263 \$	1 258 \$

États consolidés de la variation des capitaux propres (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2009 (1)	31 octobre 2008 (1)	31 janvier 2008 (1)
Actions privilégiées			
Solde au début	2 663 \$	2 263 \$	2 050 \$
Émises	1 150	400	–
Solde à la fin	3 813	2 663	2 050
Actions ordinaires			
Solde au début	10 384	10 308	7 300
Émises	2 310	76	34
Achetées aux fins d'annulation	–	–	(6)
Solde à la fin	12 694	10 384	7 328
Surplus d'apport			
Solde au début	242	251	235
Renonciation aux droits à la plus-value des actions	–	(3)	(2)
Attributions de rémunération à base d'actions	(8)	4	27
Autres	8	(10)	7
Solde à la fin	242	242	267
Actions autodétenues – actions privilégiées			
Solde au début	(5)	(10)	(6)
Ventes	5	10	4
Achats	(2)	(5)	(4)
Solde à la fin	(2)	(5)	(6)
Actions autodétenues – actions ordinaires			
Solde au début	(104)	(98)	(101)
Ventes	28	–	7
Achats	(12)	(6)	(25)
Solde à la fin	(88)	(104)	(119)
Bénéfices non répartis			
Solde au début (1)	19 816	19 397	18 047
Bénéfice net	1 053	1 120	1 245
Dividendes sur actions privilégiées	(41)	(27)	(24)
Dividendes sur actions ordinaires	(702)	(670)	(638)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	–	–	(49)
Frais d'émission et autres	(66)	(4)	(3)
Solde à la fin	20 060	19 816	18 578
Cumul des autres éléments du résultat étendu			
Ajustement transitoire – instruments financiers	(45)	(45)	(45)
Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(1 373)	(1 068)	(45)
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des activités de couverture	(644)	(802)	(2 893)
Gains et pertes sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(485)	(443)	(210)
Solde à la fin	(2 547)	(2 358)	(3 193)
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu	17 513	17 458	15 385
Capitaux propres à la fin	34 172 \$	30 638 \$	24 905 \$

(1) Le solde d'ouverture des bénéfices non répartis au 1^{er} novembre 2006 a été retraité. Se reporter à la note 1.

États consolidés des flux de trésorerie (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice net	1 053 \$	1 120 \$	1 245 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation			
Dotation à la provision pour pertes sur créances	747	619	293
Amortissement (1)	95	86	73
Impôts futurs	(277)	14	(183)
Amortissement des autres actifs incorporels (1)	110	109	70
Gain à la vente de locaux et de matériel	(4)	(5)	(4)
Gain sur la titrisation de prêts	(365)	(83)	(22)
(Gain) perte sur les titres disponibles à la vente	(12)	58	(10)
Réduction de valeur de titres disponibles à la vente	280	331	28
Variations de l'actif et du passif d'exploitation			
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	495	(223)	275
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(398)	(47)	99
Impôts exigibles	225	(1 095)	(1 535)
Actifs dérivés	(8 242)	(67 035)	(6 760)
Passifs dérivés	1 491	62 082	2 117
Titres détenus à des fins de transaction	4 332	12 360	(2 313)
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	2 909	(627)	1 416
Autres	(2 054)	(3 701)	(1 412)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	385	3 963	(6 623)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	4 679	(6 715)	(1 783)
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation de prêts	(4 773)	(27 588)	(10 633)
Produit de la titrisation de prêts	7 797	2 940	1 503
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	5 210	2 195	940
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	2 857	2 962	5 839
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(10 709)	(5 511)	(8 265)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et de logiciels	(156)	(458)	(267)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	3 888	11 389	(12 106)
Encaisse affectée aux acquisitions, montant net	-	(20)	(9)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	8 793	(20 806)	(24 781)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Variation des dépôts	(15 725)	29 484	29 211
Remboursement de débentures subordonnées	(500)	-	(500)
Émission d'actions privilégiées	1 150	400	-
Rachat d'actions privilégiées aux fins d'annulation	-	(300)	-
Émission d'actions ordinaires	2 310	71	32
Achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	-	-	(55)
Actions autodétenues – ventes	33	10	11
Actions autodétenues – achats	(14)	(11)	(29)
Dividendes versés	(696)	(696)	(661)
Frais d'émission	(61)	(5)	-
Dividendes/distributions versés par des filiales aux actionnaires sans contrôle	1	(1)	(30)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	317	4 238	3 489
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	4 194	(14 189)	(377)
Variation des emprunts à court terme des filiales	(1 177)	653	161
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(10 168)	19 654	31 252
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	103	704	113
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	(887)	3 515	(39)
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	11 086	7 571	4 226
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	10 199 \$	11 086 \$	4 187 \$
Présentation de renseignements supplémentaires relatifs aux flux de trésorerie			
Intérêts versés durant la période	3 585 \$	3 353 \$	4 891 \$
Impôts sur les bénéfices (recouvrés) payés durant la période	(193)\$	124 \$	1 504 \$

(1) Les données correspondantes des périodes précédentes ont été reclassées par suite de l'adoption du chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*. Se reporter à la note 1.

Notes complémentaires (non vérifié) (Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions et les pourcentages.)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada) et en fonction des mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, à l'exception des renseignements ci-après. En vertu des PCGR du Canada, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels; par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes complémentaires de l'exercice terminé le 31 octobre 2008 figurant aux pages 132 à 200 du rapport annuel 2008 (rapport annuel 2008). Selon la direction, tous les ajustements nécessaires à la présentation fidèle des résultats des périodes visées ont été apportés. Sauf indication contraire, ces ajustements se composent uniquement d'ajustements récurrents habituels. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Note 1 : Principales conventions comptables**Ajustements comptables**

Au cours du trimestre, nous avons relevé les erreurs suivantes liées aux périodes antérieures : une sous-comptabilisation de 90 millions de dollars (62 millions après impôts) de notre passif lié aux points récompenses; une surcapitalisation de 63 millions (43 millions après impôts) au titre des frais de développement de logiciels; une sous-évaluation de 15 millions des impôts sur les bénéfices. Ces erreurs n'ont pas d'incidence importante sur les périodes auxquelles elles se rapportent. Cependant, comme la correction de ces erreurs au cours du trimestre considéré aurait faussé considérablement le bénéfice net du trimestre, nous les avons corrigées en réduisant de 120 millions de dollars le solde d'ouverture des bénéfices non répartis pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007.

Principales modifications comptables*Écarts d'acquisition et actifs incorporels*

Le 1^{er} novembre 2008, nous avons adopté le chapitre 3064 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (ICCA), intitulé *Écarts d'acquisition et actifs incorporels* (chapitre 3064). Le chapitre 3064, qui remplace le chapitre 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, et le chapitre 3450, *Frais de recherche et de développement*, apporte des précisions sur les critères à respecter pour la comptabilisation d'un actif incorporel, y compris les actifs incorporels générés à l'interne. L'abrégié n° 27 du Comité sur les problèmes nouveaux de l'ICCA, intitulé *Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation*, cesse de s'appliquer à partir du moment où le chapitre 3064 a été adopté. Par suite de l'adoption du

chapitre 3064, un montant de 805 millions de dollars au titre des logiciels a été reclassé du poste « Locaux et matériel » au poste « Autres actifs incorporels » de notre bilan consolidé (789 millions au 31 octobre 2008), et l'amortissement correspondant de 53 millions a été reclassé du poste « Frais autres que d'intérêt – Matériel » au poste « Frais autres que d'intérêt – Amortissement des autres actifs incorporels » de notre état consolidé des résultats (221 millions pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008; 48 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008).

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

En janvier 2009, le CPN a publié l'abrégié n° 173, intitulé *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers* (CPN-173). Le CPN-173 exige qu'une entité tienne compte de son propre risque de crédit et du risque de crédit de la contrepartie concernée dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments dérivés. Le CPN-173, qui est entré en vigueur en ce qui nous concerne le 1^{er} novembre 2008, n'a eu aucune incidence sur notre situation financière ni sur nos résultats d'exploitation puisque notre méthode d'évaluation tenait déjà compte des risques de crédit susmentionnés avant la publication de cet abrégié.

Note 2 : Test de dépréciation de l'écart d'acquisition

Conformément au chapitre 3064, nous soumettons nos écarts d'acquisition à un test de dépréciation au moins une fois par année, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une dépréciation. Comme il est mentionné à la note 10 de nos états financiers consolidés annuels de 2008, selon les résultats de notre dernier test de dépréciation annuel, nous avons conclu que nos écarts d'acquisition n'avaient subi aucune dépréciation au 31 octobre 2008. Au cours du trimestre considéré, l'incidence continue de la crise économique sur notre unité d'exploitation Services bancaires internationaux, en particulier, nous a semblé être une indication que l'écart d'acquisition de cette unité devait faire l'objet d'un test de dépréciation. En outre, RBC Bank (USA), qui fait partie de l'unité d'exploitation Services bancaires internationaux, effectue actuellement son test de dépréciation annuel de l'écart d'acquisition, et les résultats provisoires révèlent qu'une perte de valeur sera probablement comptabilisée dans ses états financiers distincts pour l'exercice terminé le 31 décembre 2008. Notre secteur Services bancaires internationaux comprend deux unités d'exploitation : les Services bancaires internationaux, qui regroupent principalement RBC Bank (USA), RBTT Financial Group et nos activités bancaires traditionnelles dans les Antilles; et les Services aux investisseurs institutionnels qui sont exploités par l'entremise de notre coentreprise, RBC Dexia Investor Services.

Nous avons effectué la première étape de ce test en deux étapes qui vise à déterminer si l'écart d'acquisition de l'unité d'exploitation Services bancaires internationaux a subi une dépréciation. Les résultats de cette première étape, au cours de laquelle nous avons comparé la juste valeur de l'unité d'exploitation avec sa valeur comptable, y compris l'écart d'acquisition, ont révélé que la juste valeur des Services bancaires internationaux est inférieure à la valeur comptable, ce qui signifie que l'écart d'acquisition de 4,6 milliards de dollars attribué à cette unité d'exploitation pourrait avoir

subi une dépréciation. Par conséquent, nous avons entamé la deuxième étape du test de dépréciation afin d'évaluer le montant de la possible perte de valeur, le cas échéant.

Le chapitre 3064 exige que lorsque la deuxième étape du test de dépréciation d'un écart d'acquisition n'est pas menée à terme avant la publication des états financiers, et qu'une perte de valeur de l'écart d'acquisition est probable et peut faire l'objet d'une estimation raisonnable, la meilleure estimation de cette perte est comptabilisée dans les états financiers. Nous n'avons pas été en mesure, à la date de publication de ces états financiers, d'avancer suffisamment la deuxième étape du test pour obtenir une estimation raisonnable de la perte de valeur, le cas échéant; en conséquence, nous n'avons présenté aucun montant dans ces états financiers. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir une estimation raisonnable de la perte de valeur en raison de la complexité d'évaluer la juste valeur de la quasi-totalité des actifs et des passifs de notre unité d'exploitation Services bancaires internationaux qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur au bilan, comme les prêts, les immeubles et les autres actifs incorporels. L'incidence de la conjoncture économique actuelle a rendu encore plus complexe l'évaluation de ces actifs et passifs. Par ailleurs, la répartition du coût d'acquisition pour RBTT Financial Group (RBTT), que nous avons acquis en juin 2008 et qui constitue un élément important de l'unité d'exploitation Services bancaires internationaux, n'a pas été finalisée.

La deuxième étape du test de dépréciation de notre écart d'acquisition sera achevée au cours du deuxième trimestre se terminant le 30 avril 2009, et toute perte de valeur sera constatée au résultat net de cette période. La perte de valeur qui sera constatée, le cas échéant, pourrait avoir une incidence importante sur notre bénéfice net du deuxième trimestre.

Note 3 : Juste valeur des instruments financiers**Gains et pertes non réalisés reportés au moment de la comptabilisation initiale**

Le tableau suivant illustre les ajustements apportés au montant global des gains non réalisés reportés au moment de la comptabilisation initiale des instruments financiers pour les trimestres terminés le 31 janvier 2009, le 31 octobre 2008 et le 31 janvier 2008. Les gains non réalisés reportés au moment de la comptabilisation initiale proviennent principalement des obligations structurées liées à des titres de participation, des dérivés de crédit et de taux d'intérêt structurés et des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques.

	Au et pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Gains non réalisés reportés qui ne sont pas encore comptabilisés dans le résultat net, au début	198 \$	180 \$	186 \$
Ajouter : gains (pertes) non réalisés reportés survenus au cours de la période	–	22	(2)
Déduire : gains reportés reclassés au résultat net au cours de la période	10	4	4
Gains non réalisés reportés, à la fin	188 \$	198 \$	180 \$

Valeur comptable et juste valeur de certains instruments financiers

Le tableau suivant illustre la comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers au 31 janvier 2009 et au 31 octobre 2008 :

	Au 31 janvier 2009					Au 31 octobre 2008			
	Valeur comptable et juste valeur					Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
Instruments financiers devant être classés comme détenus à des fins de transaction	Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction (1)	Instruments disponibles à la vente évalués au coût					
Actifs financiers									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction	103 926 \$	15 711 \$	– \$	– \$	– \$	119 637 \$	119 637 \$	122 508 \$	122 508 \$
Titres disponibles à la vente	–	–	50 976	–	1 569	52 545	52 545	48 626	48 626
Total des valeurs mobilières	103 926 \$	15 711 \$	50 976 \$	– \$	1 569 \$	172 182 \$	172 182 \$	171 134 \$	171 134 \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	– \$	13 579 \$	– \$	27 351 \$	– \$	40 930 \$	40 930 \$	44 818 \$	44 818 \$
Prêts									
Prêts de détail	– \$	– \$	– \$	191 878 \$	– \$	191 878 \$	191 878 \$	194 448 \$	198 127 \$
Prêts de gros	–	5 211	–	86 347	–	91 558	91 558	95 092	95 752
Total des prêts	– \$	5 211 \$	– \$	278 225 \$	– \$	283 436 \$	283 436 \$	289 540 \$	293 879 \$
Autres									
Dérivés	144 376 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	144 376 \$	144 376 \$	136 134 \$	136 134 \$
Autres actifs	–	152	–	26 335	–	26 487	26 487	31 039	31 039
Passifs financiers									
Dépôts									
Particuliers	– \$	1 335 \$	– \$	141 079 \$	– \$	142 414 \$	142 414 \$	139 036 \$	139 859 \$
Entreprises et gouvernements (2)	–	54 256	–	197 593	–	251 849	251 849	269 994	270 026
Banques (3)	–	6 416	–	22 171	–	28 587	28 587	29 545	29 545
Total des dépôts	– \$	62 007 \$	– \$	360 843 \$	– \$	422 850 \$	422 850 \$	438 575 \$	439 430 \$
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	31 701 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	31 701 \$	31 701 \$	27 507 \$	27 507 \$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	16 374	–	15 996	–	32 370	32 370	32 053	32 053
Dérivés	130 196	–	–	–	–	130 196	130 196	128 705	128 705
Autres passifs	–	–	–	38 526	–	38 526	38 526	42 271	42 458
Débitures subordonnées	–	72	–	7 712	–	7 784	7 784	8 131	7 686
Titres de fiducie de capital	–	–	–	1 399	–	1 399	1 399	1 400	1 448

(1) Il n'existe pas de différence importante entre la juste valeur et la valeur comptable.

(2) Le poste Entreprises et gouvernements inclut les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(3) Les banques désignent les banques réglementées.

Note 3 : Juste valeur des instruments financiers (suite)**Reclassement d'instruments financiers**

Comme il est mentionné à la note 3 de nos états financiers consolidés annuels de 2008, certains titres de la catégorie « détenus à des fins de transaction » ont été reclassés dans la catégorie « disponibles à la vente » le 1^{er} août 2008, conformément aux modifications apportées par l'ICCA aux chapitres 3855, 3861 et 3862. Le tableau suivant présente

des données du trimestre considéré sur ces titres et d'autres titres adossés à des créances hypothécaires qui ont été reclassés, mais qui ne sont pas compris dans le tableau intitulé « Reclassement de titres détenus à des fins de transaction dans la catégorie des titres disponibles à la vente » figurant à la note 3 de nos états financiers consolidés annuels de 2008.

	Total de la valeur comptable et de la juste valeur au 31 janvier 2009	Total de la valeur comptable et de la juste valeur au 31 octobre 2008	Variation de la juste valeur au cours de la période allant du 1 ^{er} novembre 2008 au 31 janvier 2009 (1)	Revenu d'intérêt/gains comptabilisés dans le résultat net au cours de la période allant du 1 ^{er} novembre 2008 au 31 janvier 2009
Actifs financiers				
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	4 300 \$	4 358 \$	11 \$	40 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	881	980	(131)	27
Titres adossés à des actifs	1 357	1 324	33	7
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	581	593	(7)	6
	7 119 \$	7 255 \$	(94)\$	80 \$

(1) La variation de la juste valeur exclut le cycle baissier ou les rachats de ces titres pour le premier trimestre de 2009.

Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur

Le tableau suivant présente des renseignements sur les prêts et les créances désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur, le risque maximal de crédit, le degré d'atténuation du risque par les dérivés de crédit et les instruments semblables, ainsi que les variations de la juste valeur de ces actifs au

31 janvier 2009 et au 31 janvier 2008. Les variations de la juste valeur des prêts et des créances désignés comme détenus à des fins de transaction attribuables aux modifications du risque de crédit se calculent par la différence entre le total des variations de la juste valeur de l'instrument au cours de la période et des variations de la juste valeur calculées en fonction des courbes de rendement sans risque appropriées.

	31 janvier 2009						
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction	Risque maximal de crédit	Variation de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2008 attribuable aux modifications du risque de crédit	Variation cumulative de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuable aux modifications du risque de crédit	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variation de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables depuis le 1 ^{er} novembre 2008	Variation cumulative de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
Prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction							
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	6 745 \$	6 745 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	13 579	13 579	–	–	–	–	–
Prêts – prêts de gros	5 211	5 211	27	(280)	896	(40)	28
Total	25 535 \$	25 535 \$	27 \$	(280)\$	896 \$	(40)\$	28 \$

(1) La variation cumulative est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou, si cette date est postérieure, à partir de la date de la comptabilisation initiale des dérivés de crédit ou des instruments semblables.

	31 janvier 2008						
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction	Risque maximal de crédit	Variation de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2007 attribuable aux modifications du risque de crédit	Variation cumulative de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuable aux modifications du risque de crédit	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variation de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables depuis le 1 ^{er} novembre 2007	Variation cumulative de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
Prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction							
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	3 877 \$	3 877 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	28 434	28 434	–	–	–	–	–
Prêts – prêts de gros	3 668	3 243	(56)	(74)	1 597	38	56
Total	35 979 \$	35 554 \$	(56)\$	(74)\$	1 597 \$	38 \$	56 \$

(1) La variation cumulative est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou, si cette date est postérieure, à partir de la date de la comptabilisation initiale des dérivés de crédit ou des instruments semblables.

Note 3 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

Le tableau suivant présente les variations de la juste valeur des passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur ainsi que leur valeur à l'échéance contractuelle et leur valeur comptable. Pour déterminer la variation, au cours d'un exercice, de la juste valeur d'un passif financier désigné comme détenu à des fins de transaction, nous calculons, au début de l'exercice, la valeur actualisée des

flux de trésorerie contractuels de l'instrument au moyen des taux suivants : d'abord, au moyen d'un taux d'actualisation observé qui reflète notre écart de taux et ensuite, au moyen d'un taux qui ne tient pas compte de notre écart de taux. Puis, nous comparons l'écart entre ces valeurs et l'écart entre celles obtenues au moyen des mêmes taux en fin de période.

	31 janvier 2009			Variations de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2008 attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC	Variation cumulative de la juste valeur (1)
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle		
Passifs désignés comme détenus à des fins de transaction					
Dépôts à terme					
Particuliers	1 394 \$	1 335 \$	(59)\$	(13)\$	(59)\$
Entreprises et gouvernements (2)	54 669	54 256	(413)	(59)	(583)
Banques (3)	6 419	6 416	(3)	1	(3)
Total des dépôts à terme	62 482 \$	62 007 \$	(475)\$	(71)\$	(645)\$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	16 377 \$	16 374 \$	(3)\$	– \$	– \$
Débitures subordonnées	137	72	(65)	(30)	(78)
Total	78 996 \$	78 453 \$	(543)\$	(101)\$	(723)\$

(1) La variation cumulative attribuable aux modifications de nos écarts de taux est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou, si cette date est postérieure, à partir de la date de la comptabilisation initiale des passifs désignés comme détenus à des fins de transaction.

(2) Le poste Entreprises et gouvernements inclut les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(3) Les banques désignent les banques réglementées.

	31 janvier 2008			Variations de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2007 attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC	Variation cumulative de la juste valeur (1)
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle		
Passifs désignés comme détenus à des fins de transaction					
Dépôts à terme					
Particuliers	2 348 \$	2 284 \$	(64)\$	(5)\$	(11)\$
Entreprises et gouvernements (2)	53 722	53 660	(62)	(123)	(197)
Banques (3)	15 428	15 418	(10)	–	(1)
Total des dépôts à terme	71 498 \$	71 362 \$	(136)\$	(128)\$	(209)\$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	25 110 \$	25 108 \$	(2)\$	– \$	– \$
Débitures subordonnées	94	82	(12)	(8)	(15)
Total	96 702 \$	96 552 \$	(150)\$	(136)\$	(224)\$

(1) La variation cumulative attribuable aux modifications de nos écarts de taux est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou, si cette date est postérieure, à partir de la date de la comptabilisation initiale des passifs désignés comme détenus à des fins de transaction.

(2) Le poste Entreprises et gouvernements inclut les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(3) Les banques désignent les banques réglementées.

Note 4 : Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente

Le tableau suivant présente les gains et les pertes non réalisés bruts sur les titres disponibles à la vente (1).

	Au							
	31 janvier 2009				31 octobre 2008			
	Coût après amortissement	Gains non réalisés	Pertes non réalisées	Juste valeur	Coût après amortissement	Gains non réalisés	Pertes non réalisées	Juste valeur
Créances du gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral	14 432 \$	643 \$	(13) \$	15 062 \$	13 123 \$	422 \$	(1) \$	13 544 \$
Provinces et municipalités	1 103	22	(2)	1 123	674	5	(1)	678
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	9 327	77	(381)	9 023	9 230	16	(356)	8 890
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	1 491	9	(1)	1 499	1 271	4	(1)	1 274
Titres adossés à des créances hypothécaires	4 203	8	(952)	3 259	4 280	4	(734)	3 550
Titres adossés à des actifs	5 107	8	(470)	4 645	5 192	11	(407)	4 796
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	15 200	246	(699)	14 747	13 301	136	(453)	12 984
Titres de participation	3 686	4	(662)	3 028	3 057	4	(378)	2 683
Titres de substitut de prêt	256	—	(97)	159	256	—	(29)	227
	54 805 \$	1 017 \$	(3 277) \$	52 545 \$	50 384 \$	602 \$	(2 360) \$	48 626 \$

(1) Comprend des titres détenus jusqu'à l'échéance d'un montant de 192 millions de dollars (205 millions au 31 octobre 2008).

Les titres disponibles à la vente et les titres détenus jusqu'à l'échéance font l'objet de tests de dépréciation à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie. Notre test de dépréciation est essentiellement fondé sur les facteurs décrits à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2008. Selon la nature des titres faisant l'objet d'un test de dépréciation, nous appliquons une méthode et une approche constantes pour évaluer la probabilité de recouvrer le coût du titre.

Ces méthodes comprennent notamment des modèles de prévision des flux de trésorerie qui tiennent compte des flux de trésorerie réels et prévus et d'un certain nombre d'hypothèses et de paramètres d'entrée fondés sur des facteurs propres à chaque titre, notamment des cotes internes et externes à l'égard des garanties, des subordinations et d'autres facteurs du marché. Les données utilisées, notamment les défaillances, le remboursement anticipé et les taux de recouvrement, se fondent sur les données de marché à jour fournies par un tiers. La direction modifie ces facteurs si elle juge que les données antérieures ne sont pas représentatives du comportement futur ou si le modèle présente des limites. Nous avons utilisé cette approche pour évaluer notre portefeuille de titres adossés à des créances hypothécaires, ainsi que certains instruments complexes liés aux portefeuilles de titres adossés à des actifs et de titres d'emprunt de sociétés et autres créances.

Lorsque la direction a jugé que le recouvrement du coût après amortissement était improbable, les titres ont été considérés comme ayant subi une perte de valeur durable et ont été ramenés à leur juste valeur. Par ailleurs, les titres pour lesquels la direction ne pouvait confirmer s'ils seraient détenus jusqu'à l'échéance ou pour lesquels elle a jugé improbable le recouvrement de leur valeur avant qu'ils ne soient cédés ont également été considérés comme ayant subi une perte de valeur durable et ont été ramenés à leur juste valeur.

Au 31 janvier 2009, les pertes non réalisées sur les titres disponibles à la vente et les titres détenus jusqu'à l'échéance se chiffraient à 3 277 millions de dollars. La perte non réalisée de 381 millions de dollars sur les titres de créance d'États, de municipalités et d'organismes américains est liée en grande partie aux titres adossés à des créances hypothécaires d'agences et aux titres à enchères sur le marché américain, y compris certains titres désignés comme détenus à des fins de transaction qui ont été reclassés et rachetés auprès de nos clients des services de courtage au détail. Les agences émettrices sont soutenues par le gouvernement américain, et les pertes non réalisées sur ces titres reflètent essentiellement les préoccupations à l'égard de la liquidité sur le marché actuel.

Les titres adossés à des créances hypothécaires se composent essentiellement de titres de catégorie Alt-A américains, de titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis ainsi que de titres à risque américains d'un montant de 199 millions de dollars. Les titres de catégorie Alt-A américains et les titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence sont des tranches de

premier rang supérieur et disposent d'un soutien du crédit important et présentent des subordinations, un surdimensionnement et des écarts de taux excédentaires. Les pertes non réalisées de 952 millions de dollars reflètent en grande partie l'incidence de la hausse des écarts sur le marché.

Les titres adossés à des actifs se composent essentiellement de prêts aux étudiants garantis, notamment des titres à enchères sur le marché américain qui ont été reclassés dans les titres disponibles à la vente le 1^{er} août 2008. Ces titres comprennent également des titres adossés à des prêts avec flux groupés, des prêts aux étudiants non garantis et des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales aux États-Unis. La plupart de ces instruments jouissent d'une cote élevée et d'un soutien du crédit important et ont connu des baisses de valeur modérées au cours de l'exercice, lesquelles ont donné lieu à des pertes non réalisées de 470 millions de dollars ou 10 % de la valeur totale du portefeuille. Les titres d'emprunt de sociétés et autres créances se composent essentiellement d'obligations de sociétés, de titres de gouvernements de pays non membres de l'OCDE et d'obligations structurées. Les obligations de sociétés, qui sont bien diversifiées, proviennent de divers émetteurs et secteurs, avec une plus grande concentration dans le secteur des institutions financières américaines et mondiales. Les titres de gouvernements de pays non membres de l'OCDE sont surtout liés à des pays des Antilles où nous exerçons actuellement des activités. Les obligations structurées sont en grande partie soutenues par des prêts sur cartes de crédit canadiens de grande qualité. Les pertes non réalisées sur les titres adossés à des actifs et sur les titres d'emprunt de sociétés et autres créances sont principalement imputables à l'élargissement des écarts de taux découlant des perturbations continues sur les marchés financiers et au repli du marché de l'habitation aux États-Unis. Cependant, en nous basant sur le crédit sous-jacent des émetteurs ou sur le fait que certains titres présentent un surdimensionnement et des écarts de taux excédentaires pour soutenir le crédit lié aux obligations, ou sont à tout le moins assortis d'une cote A, nous estimons que les flux de trésorerie futurs seront suffisants pour nous permettre de recouvrer le coût après amortissement de ces titres d'ici leur échéance.

Les titres de participation se composent pour l'essentiel de titres de participation et d'actions privilégiées d'institutions financières canadiennes, négociés sur le marché. Dans une moindre mesure, nous détenons également des placements dans des sociétés ouvertes, fermées et de capital-risque. Une tranche importante des pertes non réalisées de 662 millions de dollars touche les actions de banques canadiennes négociées sur le marché que nous détenons à titre de couverture économique de certains régimes de rémunération à base d'actions. Bien que le cours de leurs actions subisse des pressions compte tenu de la conjoncture des marchés actuelle, ces banques sont bien capitalisées et elles continuent de générer de solides résultats et de verser des dividendes.

Note 4 : Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente (suite)

La direction est d'avis que les pertes non réalisées sur les titres mentionnés ci-dessus au 31 janvier 2009 sont de nature temporaire, et elle a la capacité et l'intention de les conserver jusqu'au recouvrement de leur juste valeur, ce qui pourrait correspondre à la date d'échéance des titres de créance.

et la perte non réalisée antérieure est reclassée du cumul des autres éléments du résultat étendu au résultat net. Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, un montant de 280 millions de dollars (28 millions au 31 janvier 2008) au titre des pertes de valeur sur les titres disponibles à la vente que nous avons considérées comme durables a été comptabilisé au résultat net.

Pertes de valeur constatées

Lorsque nous déterminons qu'un titre a subi une perte de valeur durable, le coût après amortissement du titre est réduit à la juste valeur,

Note 5 : Provision pour pertes sur prêts et prêts douteux**Provision pour pertes sur prêts**

	Au 31 janvier 2009						Au 31 octobre 2008
	Solde au début	Radiations	Recouvrements	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Autres ajustements (1)	Solde à la fin	Solde à la fin
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	30 \$	(7)\$	– \$	16 \$	1 \$	40 \$	30 \$
Prêts aux particuliers	161	(148)	17	144	(1)	173	161
Prêts sur cartes de crédit	–	(96)	12	83	1	–	–
Prêts aux petites entreprises (2)	17	(14)	2	15	1	21	17
	208 \$	(265)\$	31 \$	258 \$	2 \$	234 \$	208 \$
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (3)	559 \$	(252)\$	12 \$	340 \$	(2)\$	657 \$	559 \$
Prêts aux organismes souverains (4)	–	–	–	–	–	–	–
Prêts aux banques (5)	–	–	–	–	–	–	–
	559 \$	(252)\$	12 \$	340 \$	(2)\$	657 \$	559 \$
Provisions spécifiques	767 \$	(517)\$	43 \$	598 \$	– \$	891 \$	767 \$
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	20 \$	– \$	– \$	(2)\$	(2)\$	16 \$	20 \$
Prêts aux particuliers	461	–	–	53	3	517	461
Prêts sur cartes de crédit	270	–	–	25	1	296	270
Prêts aux petites entreprises (2)	47	–	–	–	–	47	47
	798 \$	– \$	– \$	76 \$	2 \$	876 \$	798 \$
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (3)	650 \$	– \$	– \$	71 \$	5 \$	726 \$	650 \$
Prêts aux organismes souverains (4)	–	–	–	–	–	–	–
Prêts aux banques (5)	–	–	–	–	–	–	–
	650 \$	– \$	– \$	71 \$	5 \$	726 \$	650 \$
Provision pour engagements hors bilan et autres	84 \$	– \$	– \$	2 \$	– \$	86 \$	84 \$
Provision générale	1 532 \$	– \$	– \$	149 \$	7 \$	1 688 \$	1 532 \$
Total de la provision pour pertes sur créances	2 299 \$	(517)\$	43 \$	747 \$	7 \$	2 579 \$	2 299 \$
Provision pour engagements hors bilan et autres (6)	(84)	–	–	(2)	–	(86)	(84)
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 215 \$	(517)\$	43 \$	745 \$	7 \$	2 493 \$	2 215 \$

(1) Représente principalement l'incidence de la conversion de la provision pour pertes sur prêts libellée en devises.

(2) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.

(3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement. Comprend des provisions de 65 millions de dollars (65 millions au 31 octobre 2008) relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidité prélevés par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs.

(4) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.

(5) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(6) La provision pour engagements hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte au poste Autres passifs.

Un prêt est considéré comme en souffrance lorsque la contrepartie n'a pas effectué de paiement à la date d'échéance contractuelle. Le tableau suivant présente la valeur comptable des prêts en souffrance qui ne sont pas classés à titre de prêts douteux puisqu'ils sont i) en souffrance depuis moins de 90 jours ou ii) entièrement garantis et qu'il est raisonnable de s'attendre à ce que les efforts de recouvrement donnent lieu à un remboursement. Les soldes de cartes de crédit sont radiés lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 180 jours.

Prêts en souffrance mais non douteux

	Au 31 janvier 2009				Au 31 octobre 2008			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	Plus de 90 jours	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	Plus de 90 jours	Total
Prêts de détail	3 015 \$	1 292 \$	271 \$	4 578 \$	2 873 \$	1 153 \$	246 \$	4 272 \$
Prêts de gros	1 885	761	206	2 852	1 830	649	114	2 593
Total	4 900 \$	2 053 \$	477 \$	7 430 \$	4 703 \$	1 802 \$	360 \$	6 865 \$

Note 5 : Provision pour pertes sur prêts et prêts douteux (suite)**Prêts douteux** (1)

	Au			31 octobre 2008
	31 janvier 2009			
	Montant brut	Provisions spécifiques	Montant net	
Prêts de détail				
Prêts hypothécaires résidentiels	450 \$	(40)\$	410 \$	310 \$
Prêts aux particuliers	397	(173)	224	187
Prêts aux petites entreprises (2)	52	(21)	31	23
	899 \$	(234)\$	665 \$	520 \$
Prêts de gros				
Prêts aux entreprises (3)	2 641 \$	(657)\$	1 984 \$	1 636 \$
Prêts aux organismes souverains (4)	–	–	–	–
Prêts aux banques (5)	–	–	–	–
	2 641 \$	(657)\$	1 984 \$	1 636 \$
Total	3 540 \$	(891)\$	2 649 \$	2 156 \$

(1) Le solde moyen des prêts douteux bruts pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009 s'est élevé à 3 232 millions de dollars (2 540 millions au 31 octobre 2008).

(2) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.

(3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement. Comprend des prêts douteux d'un montant brut de 204 millions de dollars (203 millions au 31 octobre 2008) et d'un montant net de 139 millions (138 millions au 31 octobre 2008) relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidité prélevés par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs.

(4) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.

(5) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

La garantie principale et les autres rehaussements de crédit que nous détenons à titre de sûreté pour les prêts de détail comprennent i) des assurances hypothécaires, des hypothèques sur des immeubles et des biens résidentiels, ii) des droits de recours sur des biens de particuliers que nous finançons, comme des automobiles, ainsi que sur des garanties personnelles, des dépôts à terme et des valeurs mobilières; et comprennent, pour les prêts de gros, i) des droits de recours sur des actifs commerciaux, comme des immeubles, du matériel, des stocks, des créances et des actifs

incorporels et ii) des droits de recours sur des biens immobiliers commerciaux que nous finançons.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, les actifs acquis à l'égard des prêts douteux se sont établis à 1 351 millions de dollars (43 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008). La réduction connexe de la provision pour pertes sur créances s'est établie à 9 millions de dollars (25 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008).

Note 6 : Titrisations**Activités de titrisation pour le trimestre terminé le**

	31 janvier 2009 (1), (6)		31 octobre 2008 (1), (6)		31 janvier 2008 (1)		
	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (2), (3)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (4), (5)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (2), (3)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (4), (5)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (2), (3)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (4), (5)	Prêts hypothécaires commerciaux américains (2), (7)
	Prêts titrisés et vendus	7 590 \$	291 \$	2 821 \$	138 \$	1 250 \$	98 \$
Produit net en espèces reçu	7 505	292	2 799	141	1 240	98	156
Titres adossés à des actifs acquis	–	–	–	–	–	–	9
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	449	–	102	–	33	–	–
Gain (perte) à la vente avant impôts	364	1	80	3	23	–	(1)

(1) Nous n'avons effectué aucune titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours de la période.

(2) Nous n'avons pas comptabilisé d'actif ni de passif de gestion pour nos droits de gestion relatifs aux prêts titrisés, car nous avons reçu une rémunération adéquate pour nos services.

(3) Les prêts hypothécaires résidentiels canadiens assurés titrisés au cours du trimestre par la création de titres adossés à des créances hypothécaires et conservés au 31 janvier 2009 totalisaient 3 043 millions de dollars (5 237 millions au 31 octobre 2008). Ces titres sont comptabilisés à la juste valeur et sont tous assurés.

(4) Les prêts hypothécaires résidentiels américains titrisés et cédés comprennent des créances hypothécaires assurées et non assurées. Nous n'avons conservé aucun de ces titres.

(5) Au cours du trimestre, nous avons constaté des montants nominaux liés aux droits de gestion à l'égard des prêts hypothécaires résidentiels américains titrisés et vendus.

(6) Nous n'avons effectué aucune titrisation de prêts hypothécaires commerciaux américains au cours de la période.

(7) Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008, le produit net en espèces reçu correspond à un produit en espèces brut de 165 millions de dollars, moins les fonds affectés à l'achat de billets d'un montant de 9 millions. La valeur en capital des billets s'élevait à 9 millions de dollars.

Note 6 : Titrisations (suite)

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur des droits conservés à la date de titrisation des activités du trimestre terminé le 31 janvier 2009.

Hypothèses clés (1), (2)

	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens	
	Taux variable	Taux fixe
Durée moyenne pondérée prévue des créances payables d'avance (en années)	2,40	3,52
Taux de remboursement	39,57 %	17,66 %
Marge excédentaire, déduction faite des pertes sur créances	1,00	3,58
Taux d'actualisation	0,94 % – 3,07 %	0,74 % – 3,07 %

(1) Tous les taux sont annualisés, à l'exception des taux de remboursement à l'égard des prêts sur cartes de crédit, qui sont calculés mensuellement.

(2) La présente analyse ne s'applique pas aux titrisations de prêts hypothécaires commerciaux, car nous n'avons conservé aucun droit lié aux marges excédentaires futures relativement à ces prêts titrisés.

s.o. : sans objet

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, outre les opérations de titrisation mentionnées précédemment, nous avons vendu à des tiers investisseurs des prêts de gros d'un montant de 23 millions de dollars (29 millions au cours du trimestre terminé le 31 octobre 2008), liés à des prêts hypothécaires commerciaux américains à l'égard d'immeubles d'habitation collective, pour leur montant en capital. Les gains liés à ces ventes ont été négligeables. Aucun de ces prêts n'a été vendu au cours du premier trimestre de 2008.

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons également vendu à des tiers investisseurs des prêts de gros d'un montant de 86 millions de dollars (72 millions et 28 millions au cours des trimestres terminés le 31 octobre 2008 et le 31 janvier 2008, respectivement), liés à des prêts hypothécaires résidentiels américains, pour leur montant en capital. Les gains liés à ces ventes ont totalisé 2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009 (1 million et un montant nominal pour les trimestres terminés le 31 octobre 2008 et le 31 janvier 2008, respectivement).

Note 7 : Instruments financiers dérivés et activités de couverture

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

Instruments financiers dérivés et non dérivés	Au 31 janvier 2009				Au 31 octobre 2008			
	Désignés comme des instruments de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (1)	Désignés comme des instruments de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (1)
	Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net		Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	
Actifs								
Instruments financiers dérivés (2)	1 462 \$	2 162 \$	424 \$	140 328 \$	879 \$	1 397 \$	355 \$	133 503 \$
Passifs								
Instruments financiers dérivés (2)	2 283 \$	127 \$	182 \$	127 604 \$	1 597 \$	61 \$	1 229 \$	125 818 \$
Instruments financiers dérivés (3)	–	335	5 993	s.o.	–	449	5 886	s.o.

(1) Comprend des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques de 3 millions de dollars (2 millions au 31 octobre 2008).

(2) Tous les instruments dérivés sont comptabilisés à la juste valeur.

(3) Les instruments non dérivés sont comptabilisés au coût après amortissement.

s.o. : sans objet

Activités de couverture

	Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009			Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008		
	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu
Couvertures de la juste valeur						
Tranche inefficace	(6) \$	s.o. \$	s.o. \$	(1) \$	s.o. \$	s.o. \$
Couvertures des flux de trésorerie						
Tranche inefficace	9	s.o.	s.o.	(7)	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	(41)	s.o.	s.o.	(323)
Reclassées dans les résultats au cours de la période (1)	s.o.	1	s.o.	s.o.	(3)	s.o.
Couvertures de l'investissement net						
Gains de change	s.o.	s.o.	178	s.o.	s.o.	1 010
Pertes liées aux couvertures	s.o.	s.o.	(19)	s.o.	s.o.	(696)
	3 \$	1 \$	118 \$	(8) \$	(3) \$	(9) \$

(1) Des gains après impôts de 1 million de dollars ont été reclassés du cumul des autres éléments du résultat étendu pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009 (pertes de 2 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008).

s.o. : sans objet

Note 7 : Instruments financiers dérivés et activités de couverture (suite)*Juste valeur des instruments dérivés selon la durée jusqu'à l'échéance*

	Au				31 octobre 2008
	31 janvier 2009				
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	
Actifs dérivés (1)	40 252 \$	56 144 \$	49 092 \$	145 488 \$	136 227 \$
Passifs dérivés	34 922	49 977	45 297	130 196	128 705

(1) Tient compte d'ajustements de l'évaluation à l'égard des risques du marché et de crédit, qui ont été déterminés pour certains instruments précis. Pour les autres instruments, ces ajustements sont déterminés collectivement; par conséquent, ils ont été exclus. Les actifs dérivés excluent des ajustements de l'évaluation à l'égard des risques du marché et de crédit de (1 380) millions de dollars (1 117) millions au 31 octobre 2008 et un montant de 268 millions (1 024 millions au 31 octobre 2008) au titre des dépôts de garantie obligatoires.

Note 8 : Acquisitions importantes**Services bancaires internationaux**

En février 2008, RBC Bancorporation (USA) a finalisé l'acquisition d'Alabama National Bancorporation (ANB) et en juin 2008, nous avons conclu l'acquisition de RBTT. La répartition du coût des acquisitions est

provisoire et pourrait être révisée lorsque les estimations, les hypothèses et l'évaluation de l'actif et du passif seront finalisées. Le tableau suivant présente le détail de la contrepartie et de la répartition provisoire du coût d'acquisition pour chacune de ces acquisitions :

	ANB	RBTT
Date d'acquisition	Le 22 février 2008	Le 16 juin 2008
Pourcentage des actions acquises	100 %	100 %
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée en monnaie de l'opération	Paielement en espèces total de 939 millions de dollars US et 16,4 millions d'actions ordinaires de RBC évaluées à 49,9067 \$ US chacune	Paielement en espèces total de 8,3 milliards de dollars TT et 18,2 millions d'actions ordinaires de RBC évaluées à 48,2540 \$ US chacune
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée en dollars canadiens	1 779 \$	2 280 \$
Juste valeur des actifs corporels acquis (1)	7 415 \$	8 787 \$
Juste valeur du passif pris en charge (2)	(7 054)	(8 200)
Juste valeur de l'actif net identifiable acquis	361	587
Actifs incorporels liés à des dépôts de base (3)	91	256
Écart d'acquisition	1 327	1 437
Total de la contrepartie aux fins de l'acquisition	1 779 \$	2 280 \$

(1) La juste valeur des actifs corporels acquis d'ANB tient compte de prêts d'environ 140 millions de dollars qui ont été classés comme destinés à la vente.

(2) Comprend des passifs d'impôts futurs de 32 millions de dollars et de 31 millions au titre des actifs incorporels acquis liés à ANB et à RBTT, respectivement.

(3) Les actifs incorporels liés à des dépôts de base sont amortis selon la méthode linéaire sur une durée de vie utile estimative moyenne de sept ans.

Gestion de patrimoine

En mai 2008, nous avons conclu l'acquisition de Phillips, Hager & North Investment Management Ltd. (PH&N). En juin 2008, nous avons conclu l'acquisition de Ferris, Baker Watts, Incorporated (FBW). La répartition

du coût de ces acquisitions présentée ci-après est provisoire et n'a pas été achevée parce que l'évaluation de certains actifs et de certains passifs n'est pas terminée.

	PH&N	FBW
Date d'acquisition	Le 1 ^{er} mai 2008	Le 20 juin 2008
Pourcentage des actions acquises	100 %	100 %
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée en monnaie de l'opération (1)	20,2 millions d'actions ordinaires de RBC et 6,75 millions d'actions échangeables d'une filiale en propriété exclusive de RBC évaluées à 48,0025 \$ chacune	Paielement en espèces total de 27 millions de dollars US et 4,8 millions d'actions ordinaires de RBC évaluées à 48,2485 \$ US chacune
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée en dollars canadiens	1 297 \$	265 \$
Juste valeur des actifs corporels acquis	57 \$	421 \$
Juste valeur du passif pris en charge (2)	(181)	(301)
Juste valeur de l'actif net identifiable acquis	(124)	120
Relations clients (3)	423	7
Écart d'acquisition	998	138
Total de la contrepartie aux fins de l'acquisition	1 297 \$	265 \$

(1) Les actions échangeables émises dans le cadre de l'acquisition de PH&N seront échangées à raison de une pour une contre des actions ordinaires de RBC trois ans après la clôture conformément à la convention d'acquisition.

(2) Comprend des passifs d'impôts futurs de 127 millions de dollars et de 3 millions au titre des actifs incorporels acquis liés à PH&N et à FBW, respectivement.

(3) Les relations clients sont amorties selon la méthode linéaire sur une durée de vie utile estimative moyenne de 11 ans et de sept ans pour PH&N et FBW, respectivement.

Autres acquisitions

En 2008, nous avons également conclu les acquisitions suivantes : i) le 4 décembre 2007, les Services bancaires internationaux ont conclu l'acquisition d'une participation de 50 % dans Fidelity Merchant Bank & Trust Limited, pour former une coentreprise désignée sous la dénomination sociale de Royal Fidelity Merchant Bank & Trust Limited; ii) le 4 août 2008, le secteur Marchés des Capitaux a conclu

l'acquisition de Richardson Barr & Co.; iii) le 1^{er} octobre 2008, le secteur Services bancaires canadiens a fait l'acquisition de la division canadienne de crédit-bail commercial d'ABN AMRO. Le prix global provisoire de ces acquisitions, lesquelles sont relativement peu importantes pour les secteurs respectifs, s'établissait à 389 millions de dollars et a donné lieu à un écart d'acquisition de 26 millions.

Note 9 : Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons divers régimes d'avantages sociaux, en vertu desquels les employés admissibles ont droit à des prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi. Les charges au titre de ces régimes sont présentées dans le tableau suivant :

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Charge au titre des prestations constituées	74 \$	79 \$	86 \$
Charge au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi	25	18	28

Note 10 : Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)**Accord de Montréal**

Le 11 décembre 2008, le comité pancanadien des investisseurs (comité) a annoncé qu'une entente de principe était intervenue entre divers participants clés à la restructuration des conduits de PCAA non commandité par des banques, en vue d'apporter plusieurs changements au plan de restructuration. Le 24 décembre 2008, le comité a par ailleurs annoncé que le gouvernement fédéral et les gouvernements de l'Ontario, du Québec et de l'Alberta, conjointement avec certains participants à la restructuration, avaient consenti à offrir des facilités de marge supplémentaires de 4,45 milliards de dollars afin de soutenir le plan de restructuration proposé.

En janvier 2009, l'opération de restructuration a été conclue après avoir été approuvée par la Cour supérieure de l'Ontario. Conformément au plan, le PCAA non commandité par des banques a été échangé

contre des billets à plus long terme émis par des EDDV nouvellement établies : les Master Asset Vehicles (MAV) I, II et III. Nous avons échangé notre portefeuille de PCAA non commandité par des banques contre des billets du MAV II; toutefois, nous ne sommes pas tenus de consolider MAV II, car nous n'assumons pas la majorité des pertes prévues. Nos droits variables significatifs dans MAV II comprennent notre participation dans la facilité de financement de marge et nos placements dans les billets. Au 31 janvier 2009, la valeur comptable et la juste valeur de ces billets, qui sont comptabilisés comme des titres détenus à des fins de transaction dans notre bilan consolidé, se chiffraient à 2,5 millions de dollars. Le montant nominal de notre participation dans la facilité de financement de marge s'élevait à 100 millions de dollars et, au 31 janvier 2009, aucun montant n'avait été prélevé sur la facilité.

Note 11 : Opérations importantes portant sur les capitaux propres et le financement**Débetures subordonnées**

Le 27 janvier 2009, nous avons racheté la totalité des débetures subordonnées à 3,96 % échéant le 27 janvier 2014 en circulation, pour le montant total du capital plus les intérêts courus à la date du rachat.

Autres opérations importantes portant sur les capitaux propres

Le 3 novembre 2008, nous avons émis des actions privilégiées à dividende non cumulatif de série AL, à 25 \$ l'action, dont le taux est révisé tous les cinq ans, pour un produit de 300 millions de dollars. Au cours de la période initiale se terminant le 24 février 2014, les détenteurs ont le droit de recevoir des dividendes à taux fixe non cumulatifs trimestriels, d'un montant de 1,40 \$ par action pour un rendement de 5,6 % annuellement. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, nous pouvons racheter ces actions en totalité ou en partie, à la valeur nominale, le 24 février 2014 et, par la suite, tous les cinq ans à cette même date. Par la suite, le dividende sera révisé tous les cinq ans à un taux équivalant au taux de rendement des obligations du gouvernement du Canada sur cinq ans majoré de 2,67 %.

Le 8 décembre 2008, nous avons émis des actions privilégiées à dividende non cumulatif de série AN, à 25 \$ l'action, dont le taux est révisé tous les cinq ans, pour un produit de 225 millions de dollars. Au cours de la période initiale se terminant le 24 février 2014, les détenteurs ont le droit de recevoir des dividendes préférentiels non cumulatifs trimestriels, d'un montant de 1,5625 \$ par action pour un rendement de 6,25 % annuellement. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, nous pouvons racheter ces actions en totalité ou en partie, à la valeur nominale, le 24 février 2014 et, par la suite, tous les cinq ans à cette même date. Par la suite, le dividende sera révisé tous les cinq ans à un taux équivalant au taux de rendement

des obligations du gouvernement du Canada sur cinq ans majoré de 3,50 %.

Le 22 décembre 2008 et le 6 janvier 2009, nous avons émis environ 56,8 millions et 8,5 millions d'actions ordinaires, respectivement, afin d'accroître notre capital.

Le 14 janvier 2009, nous avons émis des actions privilégiées à dividende non cumulatif de série AP, à 25 \$ l'action, dont le taux est révisé tous les cinq ans, pour un produit de 275 millions de dollars. Au cours de la période initiale se terminant le 24 février 2014, les détenteurs ont le droit de recevoir des dividendes préférentiels non cumulatifs trimestriels, d'un montant de 1,5625 \$ par action pour un rendement de 6,25 % annuellement. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, nous pouvons racheter ces actions en totalité ou en partie, à la valeur nominale, le 24 février 2014 et, par la suite, tous les cinq ans à cette même date. Par la suite, le dividende sera révisé tous les cinq ans à un taux équivalant au taux de rendement des obligations du gouvernement du Canada sur cinq ans majoré de 4,19 %.

Le 29 janvier 2009, nous avons émis des actions privilégiées à dividende non cumulatif de série AR, à 25 \$ l'action, dont le taux est révisé tous les cinq ans, pour un produit de 350 millions de dollars. Au cours de la période initiale se terminant le 24 février 2014, les détenteurs ont le droit de recevoir des dividendes préférentiels non cumulatifs trimestriels, d'un montant de 1,5625 \$ par action pour un rendement de 6,25 % annuellement. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, nous pouvons racheter ces actions en totalité ou en partie, à la valeur nominale, le 24 février 2014 et, par la suite, tous les cinq ans à cette même date. Par la suite, le dividende sera révisé tous les cinq ans à un taux équivalant au taux de rendement des obligations du gouvernement du Canada sur cinq ans majoré de 4,50 %.

Note 12 : Revenus liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction et à certains instruments financiers autres que détenus à des fins de transaction**Instruments financiers détenus à des fins de transaction**

Le total des revenus liés aux activités de négociation comprend le revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation et les revenus liés aux activités de négociation qui sont comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt. Le revenu net d'intérêt est tiré du revenu d'intérêt et des dividendes comptabilisés relativement à l'actif et au passif des activités de négociation. Les revenus autres que d'intérêt comprennent

une augmentation de 107 millions de dollars des justes valeurs de nos actifs financiers nets classés dans les titres détenus à des fins de transaction pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009 (diminution de 281 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008; augmentation de 321 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008).

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Revenu net d'intérêt	744 \$	468 \$	62 \$
Revenus (charges) autres que d'intérêt	(126)	(526)	262
Total	618 \$	(58)\$	324 \$

Note 12 : Revenus liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction et à certains instruments financiers autres que détenus à des fins de transaction (suite)**Instruments désignés comme détenus à des fins de transaction**

Au cours du trimestre, les gains nets ou les pertes nettes représentant la variation nette de la juste valeur d'actifs financiers et de passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction ont augmenté de 329 millions de dollars (diminution de 667 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008; augmentation de 144 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008).

- des honoraires nets de 1 270 millions de dollars provenant des activités de fiducie (1 397 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008; 1 325 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008);
- des gains nets de 2 millions de dollars découlant d'instruments financiers évalués au coût après amortissement (néant pour les trimestres terminés le 31 octobre 2008 et le 31 janvier 2008).

Instruments financiers évalués au coût après amortissement

Les éléments suivants ont été comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2009 :

- des honoraires nets de 864 millions de dollars, qui ne font pas partie intégrante du taux d'intérêt effectif au titre d'actifs et de passifs financiers autres que détenus à des fins de transaction (870 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008; 778 millions pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008);

Note 13 : Impôts sur les bénéfices – autres éléments du résultat étendu

La charge ou l'économie d'impôts relative à chaque composante des autres éléments du résultat étendu est présentée dans le tableau suivant :

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
(Pertes nettes) gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(236)\$	(525)\$	9 \$
Reclassement aux résultats de pertes sur les titres disponibles à la vente	75	130	6
(Pertes nettes) de change liées aux activités de couverture	(37)	(860)	(335)
(Pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(21)	(73)	(156)
Reclassement aux résultats de pertes sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	—	18	1
Total de la charge (l'économie) d'impôts	(219)\$	(1 310)\$	(475)\$

Note 14 : Bénéfice par action

	Pour le trimestre terminé le		
	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 janvier 2008
Bénéfice de base par action			
Bénéfice net	1 053 \$	1 120 \$	1 245 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(41)	(27)	(24)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 012 \$	1 093 \$	1 221 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 366 868	1 337 753	1 273 862
Bénéfice de base par action	0,74 \$	0,82 \$	0,96 \$
Bénéfice dilué par action			
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 012 \$	1 093 \$	1 221 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 366 868	1 337 753	1 273 862
Options sur actions (1)	3 966	7 032	10 122
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération à base d'actions	1 944	2 053	2 611
Actions échangeables (2)	6 413	6 750	—
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 379 191	1 353 588	1 286 595
Bénéfice dilué par action	0,73 \$	0,81 \$	0,95 \$

(1) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode du rachat d'actions. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, le calcul du bénéfice dilué par action excluait un nombre moyen de 5 305 890 options en cours ayant un prix de levée moyen de 50,88 \$, car le prix de levée de ces options excédait le cours moyen du marché de nos actions ordinaires (un nombre moyen de 3 681 609 options en cours ayant un prix de levée moyen de 53,91 \$ pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008; un nombre moyen de 2 964 590 options en cours ayant un prix de levée moyen de 54,25 \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008).

(2) Les actions échangeables ont été émises dans le cadre de l'acquisition de PH&N. Se reporter à la note 8.

Note 15 : Garanties et éventualités**Garanties**

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 14 de l'ICCA, intitulée *Informations à fournir sur les garanties*. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque maximal de

perte en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance ou en raison de biens détenus ou affectés en garantie.

Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers :

	Au			
	31 janvier 2009		31 octobre 2008	
	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable
Dérivés de crédit et options vendues (1)	35 455 \$	4 247 \$	43 700 \$	5 742 \$
Facilités de garantie de liquidités (2)	39 068	61	40 892	59
Produits à valeur stable (3)	25 546	—	24 876	—
Lettres de crédit de soutien financier et garanties de bonne fin (4)	24 004	114	22 185	75
Rehaussements de crédit	4 647	39	4 873	22
Prêts hypothécaires vendus avec garantie	153	—	210	—

- (1) La valeur comptable est comprise dans le poste Autres — Dérivés de nos bilans consolidés. Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.
- (2) Certains conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs ont prélevé des montants en vertu de certaines de nos facilités de garantie de liquidités. Au 31 janvier 2009, ces prêts totalisaient 1,6 milliard de dollars US (2,0 milliards de dollars CA) (au 31 octobre 2008, 1,6 milliard de dollars US, 1,9 milliard de dollars CA) avant la provision pour pertes sur prêts de 53 millions de dollars US (65 millions de dollars CA) (au 31 octobre 2008, 54 millions de dollars US, 65 millions de dollars CA) et étaient inclus dans le poste Prêts de gros — Prêts aux entreprises de nos bilans consolidés.
- (3) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs. Le montant maximal potentiel des paiements futurs comprend un montant de 9,8 milliards de dollars (9,4 milliards au 31 octobre 2008) au titre des polices d'assurance vie détenues par des banques et un montant de 15,8 milliards de dollars (15,4 milliards au 31 octobre 2008) au titre de régimes de retraite aux termes de l'Employee Retirement Income Security Act of 1974 (ERISA) des États-Unis, tels que les régimes 401(k). Nous avons comptabilisé une provision à l'égard des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques qui reflète la valeur des actifs dans les portefeuilles de placement sous-jacents ainsi que notre estimation de la probabilité que les titulaires de polices résilient leurs polices. Au cours du trimestre, nous avons effectué une dotation à la provision d'environ 26 millions de dollars (78 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008).
- (4) La valeur comptable est comprise dans le poste Autres — Autres passifs de nos bilans consolidés. Le montant maximal potentiel des paiements futurs comprend un montant de 1,9 milliard de dollars (1,4 milliard de dollars au 31 octobre 2008) lié aux titres à enchères vendus aux programmes d'obligations encaissables par anticipation, lequel correspond au montant théorique le plus élevé au titre des lettres de crédit et des facilités de liquidités.

Outre les garanties ci-dessus, la presque totalité de nos activités de prêt de titres pour lesquelles nous agissons à titre d'agent pour les porteurs de titres sont exercées par l'intermédiaire de notre coentreprise, RBC Dexia IS. Au 31 janvier 2009, les engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres de RBC Dexia IS totalisaient 41 581 millions de dollars (45 723 millions au 31 octobre 2008). De ce montant, une tranche de 50 % représente notre risque de perte.

Veillez vous reporter à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2008 pour de plus amples renseignements relatifs aux garanties susmentionnées et pour une description de nos obligations relatives à certaines ententes d'indemnisation.

Actifs donnés en garantie

Les détails des actifs donnés en garantie de passifs sont présentés dans les tableaux ci-dessous :

	Au	
	31 janvier 2009	31 octobre 2008
Encaisse et montants à recevoir des banques	1 342 \$	2 443 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	5 498	9 960
Prêts	8 554	9 821
Valeurs mobilières	45 826	45 920
Biens achetés en vertu de conventions de revente	24 658	23 362
Autres actifs	342	989
	86 220 \$	92 495 \$

	Au	
	31 janvier 2009	31 octobre 2008
Actifs donnés en garantie aux contreparties suivantes :		
Gouvernements étrangers et banques centrales	6 474 \$	5 706 \$
Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires	1 250	2 226
Actifs donnés en garantie pour les opérations suivantes :		
Emprunts et prêts de titres	25 501	25 613
Engagements afférents à des titres vendus en vertu de conventions de rachat	35 373	30 919
Opérations sur produits dérivés	9 333	17 664
Obligations couvertes	5 134	5 142
Autres	3 155	5 225
	86 220 \$	92 495 \$

Note 15 : Garanties et éventualités (suite)

Nous sommes également tenus de fournir à la Banque du Canada des garanties intrajournalières lorsque nous utilisons le Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV), un système de transfert électronique télégraphique en temps réel qui traite en continu tous les paiements de grande valeur ou de classe critique libellés en dollars canadiens au cours de la journée. Les titres donnés en garantie affectés aux activités du STPGV nous sont généralement remis à la fin du cycle de règlement quotidien. Par conséquent, le total des titres donnés en garantie n'est pas inclus dans le tableau ci-dessus. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2009, nous avons donné en moyenne des titres d'un montant de 4,7 milliards de dollars (3,1 milliards au 31 octobre 2008 et 3,3 milliards au 31 janvier 2008) en garanties intrajournalières à la Banque du Canada chaque jour. Dans certaines rares occasions, nous devons obtenir une avance à un jour auprès de la Banque du Canada afin de répondre à un besoin de règlement, auquel cas une valeur équivalant aux titres donnés en garantie est utilisée pour garantir l'avance. Aucune avance à un jour n'avait été prise au 31 janvier 2009, au 31 octobre 2008 ni au 31 janvier 2008.

Biens affectés en garantie

Au 31 janvier 2009, la valeur de marché approximative des biens acceptés en garantie que nous pouvons vendre ou affecter de nouveau en garantie se chiffrait à 76,0 milliards de dollars (83,0 milliards au 31 octobre 2008). Ces biens affectés en garantie ont été obtenus en vertu de conventions de revente, d'emprunts de titres et de prêts et d'opérations sur produits dérivés. De ce montant, une tranche de 31,1 milliards de dollars (32,6 milliards au 31 octobre 2008) a été vendue ou donnée de nouveau en garantie, généralement à titre de bien affecté en garantie relatif aux conventions de rachat ou pour couvrir des ventes à découvert.

Offre de rachat de titres à enchères

Comme il est mentionné à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2008, notre offre de rachat de titres à enchères détenus par des clients des services de courtage au détail américains admissibles est en vigueur. Au 31 janvier 2009, des clients dont les titres avaient une valeur notionnelle de 716,7 millions de dollars US (879 millions de dollars CA) avaient accepté notre offre. Nous estimons que les autres clients qui remplissent les conditions requises aux fins de rachat détiennent des titres d'une valeur de 152,3 millions de dollars US (186,7 millions de dollars CA). Au 31 janvier 2009, la différence estimative entre la valeur nominale et l'estimation courante, y compris une pénalité de 9,8 millions de dollars US (11,8 millions de dollars CA), se chiffrait à 56,0 millions de dollars US (68,1 millions de dollars CA). Ce montant comprend aussi une tranche de 1,0 million de dollars US (1,2 million de dollars CA) qui représente la différence entre la valeur nominale et le prix de vente des titres à enchères payé aux clients remplissant les conditions requises qui ont vendu des titres admissibles

à un prix inférieur à la valeur nominale au cours de la période allant du 11 février 2008 au 8 octobre 2008. Du montant de 56,0 millions de dollars US (68,1 millions de dollars CA) avant impôts, une tranche de 34,5 millions de dollars US (41,5 millions de dollars CA) a été constatée dans le bénéfice net en 2008, et une charge supplémentaire de 21,5 millions de dollars US (26,6 millions de dollars CA) a été constatée au premier trimestre de 2009.

Litiges*Litige lié à Enron Corp. (Enron)*

Une catégorie d'acquéreurs présumés de titres de participation et d'emprunt d'Enron émis dans le public entre le 9 janvier 1999 et le 27 novembre 2001 ont nommé la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées à titre de défenderesses dans le cadre d'une poursuite intitulée *Regents of the University of California v. Royal Bank of Canada* devant le tribunal de district des États-Unis, district sud du Texas (division de Houston). L'affaire Regents a fait l'objet d'un regroupement avec la poursuite principale intitulée *Newby v. Enron Corp.*, qui constitue le principal recours collectif d'actionnaires présumés d'Enron dans lequel des réclamations semblables ont été faites contre bon nombre d'autres institutions financières, de cabinets d'avocats, de cabinets d'experts-comptables et de certains anciens dirigeants et administrateurs d'Enron. La Banque Royale du Canada a également été citée en tant que défenderesse par plusieurs investisseurs particuliers relativement aux pertes qu'ils ont subies à titre d'acquéreurs de titres de participation et d'emprunt d'Enron.

Au cours du quatrième trimestre de 2005, RBC a constitué une provision au titre du litige de 591 millions de dollars (500 millions de dollars US) ou de 326 millions après impôts (276 millions de dollars US) en ce qui a trait à son exposition au risque lié au litige relatif à Enron. Comme nous l'avons mentionné à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2008, notre évaluation de plusieurs événements importants survenus en 2008, individuellement et dans leur ensemble, nous a permis de conclure qu'une provision au titre du litige de 60 millions de dollars (50 millions de dollars US) ou de 33 millions après impôts (27 millions de dollars US) est raisonnable. L'écart de 542 millions de dollars (450 millions de dollars US) a été comptabilisé dans notre état des résultats pour le trimestre terminé le 31 octobre 2008, au poste Autres des Frais autres que d'intérêt.

Nous continuerons de nous défendre vigoureusement dans tous les litiges restants relatifs à Enron et exercerons notre meilleur jugement afin de régler ces poursuites.

Autres

Nous faisons l'objet de diverses autres poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. Nous jugeons que le montant global du passif éventuel lié à ces autres poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Note 16 : Résultats par secteur d'exploitation et par secteur géographique**Résultats trimestriels**

	Services bancaires canadiens			Gestion de patrimoine			Assurances		
	T1/09	T4/08	T1/08	T1/09	T4/08	T1/08	T1/09	T4/08	T1/08
Revenu net d'intérêt	1 718 \$	1 701 \$	1 687 \$	128 \$	133 \$	112 \$	– \$	– \$	– \$
Revenus autres que d'intérêt	747	748	721	869	892	841	1 346	111	840
Total des revenus	2 465	2 449	2 408	997	1 025	953	1 346	111	840
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	270	225	214	–	–	–	–	–	–
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	–	–	1 076	(86)	616
Frais autres que d'intérêt	1 176	1 220	1 196	827	860	688	141	154	135
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	1 019	1 004	998	170	165	265	129	43	89
Charge (économie) d'impôts	323	328	325	42	49	84	17	(16)	–
Part des actionnaires sans contrôle	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net (perte nette)	696 \$	676 \$	673 \$	128 \$	116 \$	181 \$	112 \$	59 \$	89 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	10	7	7	6	4	2	2	1	1
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	686 \$	669 \$	666 \$	122 \$	112 \$	179 \$	110 \$	58 \$	88 \$
Total de l'actif moyen (1)	249 600 \$	241 200 \$	225 000 \$	17 800 \$	16 100 \$	16 000 \$	12 600 \$	12 800 \$	12 400 \$

(1) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

Note 16 : Résultats par secteur d'exploitation et par secteur géographique (suite)**Résultats trimestriels**

	Services bancaires internationaux			Marchés des Capitaux (2)			Services de soutien généraux (2)		
	T1/09	T4/08	T1/08	T1/09	T4/08	T1/08	T1/09	T4/08	T1/08
Revenu net d'intérêt	452 \$	437 \$	248 \$	922 \$	648 \$	318 \$	(279)\$	(210)\$	(224)\$
Revenus autres que d'intérêt	115	35	237	487	542	814	436	32	53
Total des revenus	567	472	485	1 409	1 190	1 132	157	(178)	(171)
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	200	198	71	160	77	28	117	119	(20)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	595	585	378	891	124	734	(8)	46	(11)
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	(228)	(311)	36	358	989	370	48	(343)	(140)
Charge (économie) d'impôts	(87)	(107)	3	154	432	53	(11)	(258)	(122)
Part des actionnaires sans contrôle	3	2	2	(21)	(27)	13	23	24	15
Bénéfice net (perte nette)	(144)\$	(206)\$	31 \$	225 \$	584 \$	304 \$	36 \$	(109)\$	(33)\$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	12	7	3	11	7	5	–	1	6
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	(156)\$	(213)\$	28 \$	214 \$	577 \$	299 \$	36 \$	(110)\$	(39)\$
Total de l'actif moyen (1)	68 900 \$	65 000 \$	40 200 \$	394 200 \$	342 800 \$	339 200 \$	(500)\$	(600)\$	(6 600)\$

Résultats trimestriels

	Total		
	T1/09	T4/08	T1/08
Revenu net d'intérêt	2 941 \$	2 709 \$	2 141 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 000	2 360	3 506
Total des revenus	6 941	5 069	5 647
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	747	619	293
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 076	(86)	616
Frais autres que d'intérêt	3 622	2 989	3 120
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	1 496	1 547	1 618
Charge (économie) d'impôts	438	428	343
Part des actionnaires sans contrôle	5	(1)	30
Bénéfice net (perte nette)	1 053 \$	1 120 \$	1 245 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	41	27	24
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	1 012 \$	1 093 \$	1 221 \$
Total de l'actif moyen (1)	742 600 \$	677 300 \$	626 200 \$

(1) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(2) Majoration au montant imposable équivalent.

Cadre d'information de gestion

Notre cadre d'information de gestion permet de mesurer le rendement de chaque secteur d'exploitation comme si ce dernier constituait une entité autonome et de refléter la manière dont nos secteurs d'exploitation sont gérés. Cette approche vise à faire en sorte que les résultats de nos secteurs d'exploitation reflètent toutes les données pertinentes quant aux revenus et aux charges liés à la conduite des affaires de ces secteurs et elle reflète la perception qu'a la direction de ces résultats. Ces éléments n'ont aucune incidence sur nos résultats consolidés. Veuillez vous reporter à la note 28 de nos états financiers consolidés vérifiés de 2008 pour obtenir de plus amples renseignements sur la répartition des charges entre les secteurs d'exploitation.

La direction revoit périodiquement les hypothèses et méthodes que nous utilisons dans le cadre d'information de gestion, afin d'assurer leur validité. Les méthodes d'attribution du capital comportent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses et d'estimations qui sont révisées périodiquement.

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2009, nous avons restructuré le secteur Marchés des Capitaux en deux secteurs d'activité, soit Marchés des Capitaux – Ventes et opérations et Services à la grande entreprise et banque d'investissement. Le secteur Marchés des Capitaux – Ventes et opérations regroupe les capacités de nos bureaux bancaires au chapitre des ventes et il est responsable de nos activités de négociation de titres de participation et de titres à revenu fixe et de nos opérations sur marchandises et opérations de change, ainsi que des activités de négociation pour notre propre compte. Le secteur Services à la grande entreprise et banque d'investissement offre à nos clients un éventail complet de services-conseils, notamment des services de montage et de structuration, des services-conseils ainsi que des services de distribution, et il gère nos activités liées aux placements privés, aux conduits et à la titrisation. Ce secteur d'activité comprend également la division Crédits mondiaux, les solutions aux institutions financières à l'échelle mondiale et la Recherche, qui offre des services de recherche visant l'économie et les valeurs mobilières à l'intention des clients institutionnels et des clients des services de détail à l'échelle mondiale. Ce réaligement n'a pas eu d'incidence sur la présentation des résultats consolidés du secteur Marchés des Capitaux.

Note 17 : Gestion du capital**Capital réglementaire et ratios de capital**

Le BSIF établit des objectifs formels pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. À l'heure actuelle, cet objectif est de 7 % pour le ratio du capital de première catégorie et de 10 % pour le ratio du capital total. Outre les ratios du capital de première catégorie et du capital total, les banques canadiennes doivent s'assurer que leur coefficient actif/capital, qui est calculé au moyen de la division du montant brut de l'actif ajusté par le capital total, n'excède pas le niveau maximal prescrit par le BSIF. Notre coefficient actif/capital n'excède pas le niveau maximal permis par le BSIF.

Capital réglementaire, actif ajusté en fonction des risques et ratios de capital

	Accord de Bâle II	
	Au	
	31 janvier 2009	31 octobre 2008
Capital		
Capital de première catégorie	28 901 \$	25 031 \$
Capital total	34 112	30 710
Actif ajusté en fonction des risques		
Risque de crédit	220 464 \$	229 537 \$
Risque de marché	19 184	17 220
Risque opérationnel	33 913	31 822
Total de l'actif ajusté en fonction des risques	273 561 \$	278 579 \$
Ratios de capital		
Capital de première catégorie	10,6 %	9,0 %
Capital total	12,5 %	11,0 %
Coefficient actif/capital	17,5 X	20,1 X

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) Canada
M5J 2J5
Téléphone : 416-974-5151
Télécopieur : 416-955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal
Société de fiducie
Computershare du Canada

1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Téléphone : 1-866-586-7635 (au
Canada et aux États-Unis) ou
514-982-7555 (appels inter-
nationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com

Co-agent des transferts
(États-Unis)
Computershare Trust Company, N.A.
350 Indiana Street, Suite 800
Golden, Colorado
États-Unis 80401
Téléphone : 1-800-962-4284

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni)
Computershare Investor
Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box No. 82, The Pavilions,
Bridgwater Road, Bristol
BS99 7NH
Angleterre

Inscriptions en Bourse

(Symbole de l'action : RY)

Bourses où sont inscrites les
actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)

États-Unis – Bourse de New York
(NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SWX)

Toutes les actions privilégiées sont
inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en
capital, le prix de base de notre
action ordinaire au jour
d'évaluation (22 décembre 1971)
s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a
été ajusté pour refléter la division
d'actions à raison de deux actions
pour une de mars 1981 et celle de
février 1990. Le dividende en
actions de une action pour une,
versé en octobre 2000 et en avril
2006, n'a eu aucune incidence sur
le prix du jour d'évaluation de nos
actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs
aux dividendes, aux changements
au registre des actionnaires ou aux
changements d'adresse, à la perte
de certificats d'actions, aux
formulaires d'impôts, aux transferts
de succession et au
réinvestissement de dividendes,
les actionnaires sont priés de
communiquer avec :
Société de fiducie Computershare
du Canada
100 University Ave., 9th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2Y1
Téléphone : 1-866-586-7635 (au
Canada et aux États-Unis) ou
514-982-7555 (appels inter-
nationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330 (au
Canada et aux États-Unis) ou
416-263-9394 (communications
internationales)
Courriel :
service@computershare.com

Toute autre demande peut être
adressée à :
Services aux actionnaires
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
9th Floor, South Tower
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5
Téléphone : 416-955-7806
Télécopieur : 416-974-3535

Pour obtenir des renseignements
financiers, veuillez communiquer
avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
14th Floor, South Tower
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5
Téléphone : 416-955-7802
Télécopieur : 416-955-7800
Il est aussi possible de consulter le
site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert
électronique de fonds, les
actionnaires du Canada et des
États-Unis peuvent faire déposer
directement dans leur compte
bancaire les dividendes sur leurs
actions ordinaires de RBC; il leur
suffit d'en faire la demande par
écrit à notre agent des transferts et
agent comptable des registres, la
Société de fiducie Computershare
du Canada.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des nouvelles dispositions
en matière de crédit d'impôt pour
dividendes contenues dans la *Loi
de l'impôt sur le revenu* (Canada) et
dans toute législation fiscale
provinciale ou territoriale
applicable, tous les dividendes
(ainsi que les dividendes réputés)
que nous versons à des résidents
du Canada sur nos actions
ordinaires et privilégiées après le
31 décembre 2005 sont désignés

Dates de paiement des dividendes pour 2008

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates ex-dividende	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries W, AA, AB, AC, AD, AE, AF, AG, AH, AJ et AL	22 janvier 21 avril 23 juillet 22 octobre	26 janvier 23 avril 27 juillet 26 octobre	24 février 22 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de séries AN, AP et AR	21 avril 23 juillet 22 octobre	23 avril 27 juillet 26 octobre	22 mai 24 août 24 novembre

comme des « dividendes
admissibles ». À moins d'avis
contraire, tous les dividendes (ainsi
que les dividendes réputés) versés
après cette date sont désignés
comme des « dividendes
admissibles » aux fins de la
législation susmentionnée.

Rachats d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre
publique de rachat dans le cours
normal des activités, par l'intermé-
diaire de la Bourse de Toronto.
Durant la période de un an
commençant le 1^{er} novembre 2008,
nous pourrions racheter jusqu'à
20 millions de nos actions
ordinaires sur le marché libre, aux
cours du marché. Nous
déterminerons le montant de ces
achats et le moment où ils auront
lieu conformément à l'offre
publique de rachat dans le cours
normal des activités, sous réserve
d'une consultation préalable avec
le BSIF.

Un exemplaire de notre avis
d'intention de déposer une offre
publique de rachat dans le cours
normal des activités peut être
obtenu sans frais en communi-
quant avec le secrétaire de la
Banque, à notre adresse postale
torontoise.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2009

Premier trimestre	26 février
Deuxième trimestre	29 mai
Troisième trimestre	27 août
Quatrième trimestre	4 décembre

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA et RBC, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada sont la propriété de leurs propriétaires respectifs. RBC Dexia IS et les sociétés affiliées Dexia utilisent la désignation commerciale de RBC sous licence.